

G. MUNIS

PARTI-ETAT STALINISME REVOLUTION

SOMMAIRE

- I. Le système économique russe et la transition vers le communisme
- II. Du bolchévisme au stalinisme
- III. Le Parti-Etat et la contre-révolution stalinienne
- IV. Politique extérieure russe et stalinisme mondial
- V. La crise de la contre-révolution russe partie de la crise du système capitaliste

*A ma femme, Arlette, à mes
enfants, pour tous les enfants,
toutes les femmes, tous les
hommes du monde.*

G. Munis

I

LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE RUSSE et la TRANSITION VERS LE COMMUNISME

Le rétablissement rapide et la croissance du capitalisme occidental après la guerre, la paralysie généralisée du prolétariat et son atonie idéologique, la montée, après la puissance américaine, de la puissance russe et l'extension de son stalinisme en Europe et en Asie, l'équilibre de la terreur nucléaire, l'absence d'une lutte pour la révolution mondiale, la présence si tardive et réactionnaire de tant de nationalismes, le désarroi théorique, lorsque ce n'est pas la déchéance, des partisans de la révolution prolétarienne, autant de phénomènes étroitement liés entre eux. Ils sont en vérité co-déterminés, mais leur déterminisme réciproque apparaît à la plupart des gens masqué, entièrement faussé par une mystification semée à tous vents depuis un demi-siècle, celle de la nature socialiste du système de propriété russe. Le fait qu'à l'origine de cette mystification se trouve une révolution, ou plutôt, pour parler avec exactitude, une formidable tentative de révolution communiste mondiale, rend le mensonge encore plus fourbe et odieux.

La démystification doit être le premier pas d'une démarche théorique qui préfigure le renversement de l'actuelle situation, d'autant plus qu'elle doit s'attaquer non seulement au stalinisme et à ses clients, mais encore à la plupart de leurs ennemis, accrochés à des notions fausses, mortes ou mécanistes, et qu'il doit en résulter un tableau nettement dessiné du cours réactionnaire des événements ébauchant une stratégie révolutionnaire à l'échelle internationale.

Aucun régime n'a jamais joui, hors de ses frontières, d'un prestige aussi étendu que le régime russe. Malgré leurs critiques, ses opposants eux-mêmes y ont souvent contribué, tandis que ses inconditionnels et sympathisants transformaient ses spoliations, ses meurtres, ses forfaits contre le prolétariat russe et international, ses abjectes calomnies contre ses adversaires en autant de mesures de salut. Et ce n'est pas encore fini ! Ce régime a soumis le prolétariat à une intense exploitation, doublée de pénurie alimentaire, et de la plus étroite surveillance policière, allant jusqu'à la surveillance de la pensée ; il a condamné à des travaux forcés des dizaines de millions d'hommes ; en a exécuté des centaines de milliers d'autres sans procédure judiciaire ; torturé physiquement et moralement des personnes pour obtenir des aveux ; organisé les procès les plus falsifiés de l'histoire ; exterminé méthodiquement les Bolchéviks de 1917 ; envahi la Pologne et les États Baltes en accord avec l'Allemagne fasciste, conquête avalisée par les États-Unis, avec de surcroît cinq pays et la moitié de l'Allemagne ; enfin - et je me limite au plus évident - après avoir prêté main-forte à Hitler, ce régime pousse ses partis à la défense nationale dans le Bloc américain, y régimente le prolétariat, l'oblige à rendre ses armes, la guerre à peine finie, l'attèle à la productivité et revigore ainsi le système chancelant bien plus que le plan Marshall. A leur retour de Moscou, Thorez et Togliati furent les vrais sauveurs du capitalisme occidental, nullement l'état-major yankee-anglais, ni de Gaulle.

Rien n'importe. « L'URSS, pays du socialisme » (1) est toujours portée aux nues par une monstrueuse et incessante propagande, aussi obscurantiste que les faits mêmes qu'elle falsifie, cache, déforme ou glorifie. On devait s'y attendre, car les partis pseudo-communistes sont façonnés corps et âmes, pour le passé, le présent et le futur, par le système social régnant en Russie, dont on définira ici la nature. Mais cette propagande est surtout destinée à rallier une future « intelligentsia », à l'image de celle qui tient son quartier général au Kremlin, les ouvriers et les individus honnêtes ne pouvant plus être qu'à moitié dupes, pas pendant longtemps et plus du tout dès que le parti et l'intelligentsia ont escaladé le pouvoir. Elle remplit auprès des travailleurs la même fonction de bourrage de crâne que la propagande bourgeoise. Le stalinisme sait, par Marx lui-même, que l'ignorance des idées révolutionnaires dans le prolétariat est une nécessité pour l'extraction de la plus-value. Il est vital pour lui de planifier cette ignorance.

Mais, après tout, le stalinisme joue son rôle. Ce sont les tendances critiques à son égard, même anti-staliniennes,

qui portent la responsabilité de ce qu'un fort mouvement ouvrier ne se soit pas dressé contre lui. Parmi elles, la faute la plus lourde échoit aux trotskistes, dont les arguments se recommandant de Trotski et de Lénine, impressionnent davantage les jeunes et les attachent à des positions conservatrices. La dénonciation la plus complète et la plus hardie de la bestialité du régime stalinien (ce n'est d'ailleurs même plus le cas pour aucune tendance trotskiste actuelle) ne peut mener nulle part, hormis à l'émascation politique, du moment qu'on la dissocie du régime social, et d'une appréciation critique de la Révolution russe. En effet, pour le trotskisme la bureaucratie stalinienne est une chose et la propriété des instruments de production en est une autre toute différente. C'est donc sa notion « URSS État ouvrier dégénéré », où s'inscrit cette ahurissante différenciation, qu'il faut considérer tout de suite.

On connaît les arguments des trotskistes : le régime politique est mauvais, voire réactionnaire, le système économique bon, malgré les distorsions que le premier lui impose, il faut combattre celui-là tout en défendant celui-ci, la nationalisation et la planification étant à leurs yeux le mode de production le plus progressif de l'Histoire. Bref « il ne faut pas jeter l'enfant avec l'eau du bain ». Et en conséquence « défense inconditionnelle de l'URSS » contre tous ses ennemis extérieurs.

Au début des plans quinquennaux, ces arguments pouvaient avoir et ont eu en effet une certaine portée. Il n'en reste pas moins qu'on avait trop vite fait d'identifier la désignation et la chose désignée, et négligé les facteurs essentiels, nous allons le voir. Mais aujourd'hui, après 45 ans de cette planification là, après tout ce qu'on sait de l'économie russe, ce qu'on nous cache obstinément comme ce qu'on nous dit de faux et de vrai, quelle relation avec la notion révolutionnaire de planification et avec le socialisme peut-on lui trouver ? Ceux qui croient encore en voir une sont, hélas, à la merci du Kremlin. Certes il n'a pas rétabli la propriété privée, il parle toujours planification, socialisme et même défense de la révolution. Les inconditionnels, eux, répètent comme un écho quelque peu brouillé : « ce que nous défendons c'est le reste de la révolution, pas la bureaucratie ». Ils ne comprennent pas que leur prétendu reste de la révolution est le bouillon de culture nourricier du despotisme stalinien. Napoléon III, lui aussi, avait coutume de dire : « mon nom est inséparable de la Révolution ». Or, l'économie de son époque était incontestablement issue de la révolution bourgeoise, tandis qu'il n'y a pas eu de propriété, ni de planification *socialistes* issues de la Révolution d'Octobre.

Mais admettons hypothétiquement, pour les besoins de l'interprétation théorique et parce qu'il faut combattre l'adversaire sur son propre terrain, que la nationalisation et la planification telles qu'elles ont été pratiquées depuis le premier jour en Russie, proviennent d'une révolution socialiste. Quel doit alors être le point de départ pour analyser le phénomène russe, le caractère objectif de la planification, ou le caractère objectif-subjectif du pouvoir politique, dont la tendance contre-révolutionnaire était reconnue par Trotski ? Les défenseurs de la Russie partent de la planification qui aurait dû, d'après eux, se débarrasser du pouvoir politique au fur et à mesure de ses propres résultats, ou bien soudain, par une révolution politique. Or, la bureaucratie stalinienne ne se laisse pas cataloguer facilement sous la dénomination d'excroissance qu'ils lui décernent. Son pouvoir politique n'aurait eu aucune chance de se maintenir s'il ne devenait pas une objectivation superstructurale du système économique. Si bien que, même du point de vue des analyses de Trotski, la loi dialectique de transformation de la quantité en qualité devrait être largement confirmée au bout de 50 ans de la plus absolutiste des dominations bureaucratiques.

Il n'y avait, en réalité, nulle nécessité, nulle possibilité d'une telle transformation, parce que, sur le terrain d'une révolution socialiste, il est impossible que le pouvoir politique et l'économie se déplacent dans des directions opposées. Mais il ne faut pas anticiper.

Louvoyant entre la gauche et la droite, les divers régimes de l'Histoire basés sur la propriété privée, ont eu des manifestations politiques qui exprimaient leurs caractères progressifs. Le capitalisme a pu concéder, sous la pression des luttes ouvrières, sinon volontairement, le suffrage universel, le droit d'organisation et de grève, la liberté de presse et ce qu'on appelle les garanties individuelles. Il n'a jamais été un régime d'oppression pour la bourgeoisie. Mais si l'on admet l'existence d'une vraie planification en Russie, on y découvre, sur la base du système le plus progressiste, le plus réactionnaire des régimes politiques dont on garde mémoire, comparable au fascisme hitlérien à l'époque moderne et dans l'antiquité à la phase la plus despotique de l'Empire Romain. Même hors de toute autre considération, on serait obligé de reconnaître que l'économie russe ne garde aucun rapport avec le socialisme. Autrement, on jetterait par-dessus bord la conception matérialiste de la société et de l'Histoire. Développement économique et développement politique prendraient des directions opposées, l'Histoire serait alors

le chaos incompréhensible de Schopenhauer.

L'argument de l'excroissance provisoire, le Deus ex machina que le trotskisme fait intervenir ici, s'écroule par sa propre inconsistance. En premier lieu, le caractère provisoire du régime politique ne lui octroie aucunement la possibilité de mener de l'avant une économie révolutionnaire tandis qu'il devient lui-même de plus en plus réactionnaire. En second lieu, si la gestion économique de la bureaucratie était tant soit peu positive, cela se serait reflété dans sa politique intérieure et extérieure, surtout pendant et après la guerre. Le contraire saute aux yeux. En troisième lieu, le recours à cet argument ne démontre et n'aide à comprendre quoi que ce soit sur la nature du système russe, mais en échange nous éclaire sur la pensée de ceux qui l'avancent. En effet, ils n'admettront l'existence du capitalisme que le jour où ils découvriront une classe de propriétaires individuels. C'est-à-dire jamais, parce que le vieux capitalisme lui-même tend à éliminer la bourgeoisie ; il a fait déjà bon marché d'une bonne partie de celle-ci.

Par ailleurs, la prétendue antinomie entre planification et bureaucratie, c'est-à-dire entre système économique et régime politique repose sur une idée plus générale, celle de la période de transition entre le capitalisme et le communisme. Les défenseurs de la Russie croient donner ainsi une explication scientifique des écarts de l'économie socialiste par rapport à ce qu'elle devrait être, et même des crimes du pouvoir. Il n'en est rien. Au contraire, c'est là qu'apparaît la vulnérabilité et la méprise des analyses de Trotski, devenue adultération droitière du concept révolutionnaire chez les trotskistes actuels et chez certains marxologues érudits comme Naville. La période de transition (Marx l'appelait phase inférieure du communisme), qu'on l'imagine courte ou longue, doit témoigner de sa propre nature, cela va de soi, par une progression continue vers la disparition des classes, clef d'une liberté individuelle et collective inaccessible sous le système du salariat, même libéral. Or, les différenciations sociales se sont multipliées avec les plans quinquennaux, et la terreur policière ne connaît pas de relâche. La démocratie la plus fruste est intolérable aux despotes du Kremlin. L'espoir d'un conflit entre la nature du système économique et la bureaucratie, supposés contradictoires, s'est révélé radicalement faux.

Il y avait, dès le départ, erreur grave à supposer l'existence d'un hiatus entre le système économique et la bureaucratie, entre la structure et la superstructure, leur unité, leur concordance d'intérêts permettant seules, au contraire, leurs affirmations respectives. Autrement dit, l'industrialisation de la Russie, si poussée qu'on l'imagine, ne peut et ne pourra jamais d'elle-même, par simple résultat mécanique de sa fonction, venir à bout du régime bureaucratique.

Pour creuser cette idée, il faut se pencher sur la notion de bonapartisme, appliquée par Trotski au régime politique russe, et toujours utilisée à tort et à travers par ceux qui se réclament de lui. Elle établissait un parallélisme insoutenable entre la Révolution Française et la Révolution Russe. Le Bonapartisme de la première doit donc être immédiatement analysé.

En tant que subversion sociale, en tant qu'action pratique de l'Homme sur son histoire, la Révolution Française ne fut pas l'œuvre de la Bourgeoisie, mais principalement celle des masses pauvres des villes et des serfs féodaux. La destruction complète et rapide des survivances économiques féodales et de l'appareil politique de la monarchie absolue, n'aurait eu lieu (c'est le cas de beaucoup d'autres pays, capitalistes depuis très longtemps) sans la conquête, par les artisans et les ouvriers, du droit d'insurrection, ce dont le prolétariat moderne devra tenir compte dans de futures situations post-révolutionnaires. Grâce à ce droit, les quartiers pauvres de Paris arrachèrent une mesure après l'autre à la majorité modérée de la Convention, souvent aux Jacobins eux-mêmes, allant jusqu'à faire une incursion dans le pouvoir politique en proclamant le gouvernement révolutionnaire et en instaurant la domination de la Commune, appelée à des répercussions lointaines et fécondes. Voilà comment la révolution démocratico-bourgeoise française réussit à atteindre son propre achèvement, cas unique, et ce qui nous donne parfois comme une fragrance de la future révolution socialiste mondiale.

Mais la domination politique des masses pauvres devait être éphémère, car elles n'occupaient pas encore la place ni les fonctions indispensables pour imprimer à la société une orientation communiste, le capitalisme lui-même étant peu développé. Cependant, des mesures économiques dirigées contre certains bourgeois furent adoptées. C'est un fait souligné par Mathiez que le coup d'État de Thermidor éclata lorsque le Comité de Salut Public voulut mettre en application une loi d'expropriation au bénéfice des indigents qui affectait bon nombre de spéculateurs et de nouveaux riches. La Commune et les masses pauvres en général, déjà bridées par Robespierre,

furent réduites à l'impuissance, mais elles avaient anéanti à jamais la monarchie absolue et le féodalisme.

Le processus de réorganisation sociale et politique qui a lieu entre Thermidor et l'époque bonapartiste proprement dite, ne peut être considéré que comme la démarche de stabilisation de la révolution bourgeoise. Le Bonapartisme ne niait pas celle-ci, ne détruisait pas son œuvre. Il lui donnait la légitimité juridique et le calme politique indispensable au développement de l'économie capitaliste débarrassé d'entraves. Sous ses lauriers militaires et son éclat d'empereur parvenu, Napoléon cachait le sordide d'un système dont la progression exigeait que les masses urbaines fussent éloignées du pouvoir et enfermées dans l'ordre défini par l'esclavage salarial et la dictature des capitalistes. Bref, étant donné que la capacité des moyens de production à l'échelle française aussi bien que mondiale empêchait toute perspective socialiste, les ouvriers et les artisans, les Sans-Culottes en général, devaient être éloignés des affaires de la bourgeoisie, après avoir détruit l'ancien régime. Ils ne bénéficieraient plus que des bribes du développement de la société capitaliste. Thermidor entreprit cette œuvre et le Bonapartisme l'acheva. Tout se passe comme si la révolution bourgeoise avait besoin d'un thermidor et d'un bonapartisme, son contenu essentiel la portant à développer une classe propriétaire des instruments de production et du pouvoir politique et une classe de salariés dépourvue des deux.

Tout autre est l'effet d'un Thermidor, sans parler d'un bonapartisme; sur une révolution prolétarienne, même du type ambigu qui fut celui de la révolution russe. Et non seulement l'effet mais aussi l'origine, il faut le dire ici sans anticiper sur ce que l'on lira plus loin à propos de la prise du pouvoir par les soviets en octobre 1917. Il est évidemment impossible, et à l'heure actuelle stupide, de considérer le pouvoir russe comme un bonapartisme de la révolution communiste, comme son affirmation juridique ou comme provisoirement indispensable au destin ultérieur du socialisme. Le système de production et de distribution que la Révolution française devait porter au faite était consubstantiel à la bourgeoisie, et la nécessité de mettre au pas les classes au-dessous d'elle appela le bonapartisme, qui apparaît ainsi comme une émanation directe du capital. Non seulement la bourgeoisie rencontrait donc des classes à sa gauche, mais elle les produisait. Or, le prolétariat ne trouve et ne peut produire aucune classe au-dessous de lui et à sa gauche, le système de production et de distribution qu'il doit instaurer exigeant la suppression de toutes les classes, la sienne y comprise. Du sein du prolétariat peuvent se détacher, cela va de soi, des couches se situant au-dessus de lui qui l'oppriment et l'exploitent, mais pour ce faire elles doivent s'opposer avec plus d'acharnement encore que la bourgeoisie au prolétariat et au socialisme, car aucun autre moyen ne leur permet d'y parvenir. En somme, pour une révolution ouvrière un thermidor représente une défaite totale ; il ne peut pas procéder de son système économique. Il y a incompatibilité entre l'une et l'autre, à l'encontre de ce qui s'est passé pendant la Révolution française.

Les thermidoriens de 1794 continuaient à tenir un langage révolutionnaire, alors qu'ils coupaient court à l'action révolutionnaire proprement dite et mettaient le cap vers la consolidation du capitalisme. En ce sens la notion de thermidor est très utile pour rendre compte du processus réactionnaire observé en Russie. Si le Thermidor de la révolution bourgeoise n'était pas en mesure d'avouer ses intentions, ce qui induisit en erreur de nombreuses personnes dont un des tous premiers futurs communistes, Gracchus Babeuf, à plus forte raison celui de la révolution russe, car il a surgi à l'encontre de l'histoire.

Dans ces limites, et uniquement dans ces limites, la notion de Thermidor est utile et très éloquente. Elle indique un mouvement à droite, au sein de la révolution, colporté par des révolutionnaires qui ne se l'avouent pas ou qui ne le voient pas, et conduisant, en France au libre développement de l'aristocratie de l'argent, en Russie à la contre-révolution, à l'absolutisme économique et politique de la haute bureaucratie.

Par contre, la notion de bonapartisme n'est applicable à quelque aspect que ce soit de cette contre-révolution. Le seul trait commun entre le régime de Bonaparte et celui de la Russie, consiste en la défense de leurs positions respectives contre la restauration de l'ancien pouvoir et contre les masses. A ceci près que, frappant à sa droite et à sa gauche, le bonapartisme s'en tenait strictement aux intérêts de la nouvelle classe dominante, la bourgeoisie, tandis que le stalinisme s'attaque directement au prolétariat, clef même de la société communiste. Et s'il s'oppose aussi à la bourgeoisie, c'est pour se l'incorporer ou pour la réduire à sa merci, car il est loin d'en nier le système comme Bonaparte niait l'ancien régime. Le bonapartisme, cela a été répété souvent, arbitre entre deux classes en lutte pour le pouvoir. Napoléon Bonaparte arbitrait entre la vieille noblesse et la bourgeoisie. Il se targuait d'être le réconciliateur national. Mais le despotisme stalinien ne trouve même pas les éléments nécessaires à un tel arbitrage. Les restes de la bourgeoisie il les a vite assimilés ; le prolétariat, lui, a été soumis à une condition voisine de

l'esclavage.

Là se trouve le plus important problème de notre époque. La bureaucratie stalinienne défend incontestablement la nationalisation des moyens de travail ou propriété étatique, ainsi que sa planification. Mais cette propriété n'a rien de socialiste, ni, par conséquent, les plans qui la commandent. On ne peut davantage la considérer comme un premier pas en direction du communisme, car une révolution ouvrière doit prendre pied d'emblée sur un terrain économique socialiste, à moins qu'elle ne parte vaincue. A ce sujet, il faut rappeler une erreur fondamentale de Trotski, à laquelle n'échappèrent ni Lénine ni les meilleurs bolchéviks. Pour lui la propriété étatique avait été instaurée par la Révolution, tout en reconnaissant qu'elle n'était pas encore la propriété socialiste. Y aurait-il donc un troisième type de propriété, qui ne serait ni capitaliste ni socialiste ? Alors il deviendrait impératif de reconnaître l'existence d'une nouvelle classe de propriétaires qui devrait régner sur la société pour un temps indéterminé. Le dénouement du drame historique auquel aboutit le capitalisme ne reviendrait pas au prolétariat, mais à la classe identifiée avec ce nouveau type de propriété. On est ainsi poussé, qu'on le veuille ou non, vers la théorie du collectivisme bureaucratique, pure vacuité. J'y reviendrai, mais il convient d'ajouter que cette classe supposée, surgirait pour ainsi dire du jour au lendemain et serait réactionnaire dès ses débuts.

Trotski perdait de vue sa propre théorie de la révolution permanente, dont la première phase se déroula en octobre 1917 et immédiatement après, mais dont la seconde, la phase socialiste, n'eut jamais lieu. La propriété d'État ne fut pas du tout l'œuvre de la révolution, mais au contraire, du non aboutissement de la révolution à sa phase socialiste, celle-ci devant se caractériser, non par la propriété d'un organisme quelconque, État, syndicat ou parti, mais par une possession directement communiste des instruments de travail permettant l'appropriation individuelle du produit du travail social. La distribution inégale des produits présuppose dans tous les cas, disait Marx, une distribution inégale préalable des instruments de travail. Impossible d'y échapper par des subterfuges sur la période de transition. En un mot : toute révolution qui concentrerait la propriété dans l'État (ou dans les syndicats, ce qui reviendrait au même) se condamne du même coup. On ne saurait trouver une meilleure ligne de démarcation des révolutionnaires à l'heure actuelle.

La bureaucratie stalinienne fait corps – l'expérience est là - avec la propriété d'État qu'elle soumet à un plan. Se la représenter comme ballottée entre le prolétariat et la bourgeoisie ou entre le socialisme et le capitalisme, est une énorme bévue. En Europe, la bourgeoisie mit des siècles à surgir comme classe structurée. En Russie elle ne peut même pas ressurgir, la majorité écrasante de la richesse ayant été créée sans elle. Il reste, surtout à la campagne, de petits propriétaires de lopins, voire des koulaks. Mais ce n'est pas par le truchement de l'agriculture qu'une restauration bourgeoise pourrait avoir lieu. La majorité des paysans ont été réduits à la catégorie de travailleurs salariés, dans les établissements d'État dits kolkhoses et sovkhoses. Leur situation, cependant, n'est pas tout à fait la même que celle des ouvriers de la ville. Elle tient quelque peu de la situation des serfs féodaux, dont le temps de travail était nettement divisé : une partie non payée pour le seigneur, une autre partie pour eux. Ainsi les kolkhosiens donnent à l'État une partie importante de leur temps de travail, qui ne leur est payé qu'en partie, et ils consacrent à leur petit lopin le temps qui leur reste, le produit de ceux-ci leur appartenant. Toutefois, la bureaucratie représente l'extrême droite dans le tableau des classes et des couches sociales russes. Elle se comporte comme telle, et il ne saurait y avoir d'autre ennemi qu'elle pour les travailleurs de l'industrie comme pour ceux de la terre.

Cette réalité étant incontestable, certains déplacent le problème à l'aire internationale. Ce serait entre la bourgeoisie et le prolétariat du monde que la bureaucratie stalinienne basculerait et là qu'elle défendrait encore « ce qui reste » de la révolution, face aux tentatives impérialistes d'imposer *manu militari* la propriété bourgeoise. Cette élucubration fournit au moins à ses inventeurs un alibi leur permettant de passer par-dessus les faits les plus criants. Quelques exemples entre mille : le Kremlin est le principal coupable de la défaite du prolétariat après la Révolution russe et de la victoire de Franco. Il savait pourtant que cette défaite entraînerait la guerre impérialiste. Plus concrètement, le Kremlin permit l'installation de Hitler au pouvoir en donnant à ses vassaux allemands ordre de ne pas le combattre, alors même que Hitler ne pouvait pas manquer d'envahir la Russie à un moment donné. En pleine guerre, Hitler offrit plusieurs fois la paix aux impérialismes occidentaux, afin d'assurer la défaite de la Russie. Ils rejetèrent cette offre. Ce sont donc eux qui ont sauvé les prétendus restes de la Révolution. Mais si ces restes avaient existé, ils auraient de toute évidence accepté les propositions d'Hitler, l'incompatibilité des systèmes de propriété capitaliste et socialiste dominant de très loin toutes les rivalités impérialistes, c'est-à-dire à l'intérieur du même système.

Il n'existe donc rien, ni à l'intérieur ni à l'extérieur de la Russie, qui lie la bureaucratie stalinienne au prolétariat. La guerre a été et sera toujours pour elle une manière de défendre sa proie, l'exploitation du prolétariat russe, et de mettre la main sur d'autres proies, autant que le lui permet sa force militaire. Maintenant, il est temps d'examiner le système économique autour duquel montent la garde : la gigantesque armée russe, une autre armée de policiers et de mouchards, les partis staliniens de tous les pays, toutes sortes de despotes archaïques des pays arriérés, sans parler des intellectuels de gauche et des tenants de l'« État ouvrier dégénéré ».

Pour mieux situer la question et distinguer aussi bien la forêt que les arbres, il est indispensable de rappeler la notion révolutionnaire de planification, laissée toujours de côté lorsque l'on parle des plans russes. Elle a un rapport très étroit avec la période de transition du capitalisme au communisme, derrière laquelle s'abritent les défensistes.

Si le mouvement ouvrier a parlé, depuis Marx, de soumettre l'économie post-révolutionnaire à un plan de production, c'est précisément pour assurer la traversée la plus rapide de cette période, la société pleinement communiste devant fonctionner spontanément comme un tout tendant à l'harmonie. Il ne s'agit nullement de lever ou d'amoindrir telle ou telle contradiction interne du capitalisme : crises de surproduction, concurrence entre capitalistes, entre trusts ou entre nations, contradictions structurales entre valeurs d'usage et valeurs d'échange. La planification post-révolutionnaire doit aller tout droit à la suppression du système capitaliste et de ses suites. Elle doit en finir avec la contradiction entre la forme de production actuelle et les *intérêts immédiats*, aussi bien qu'historiques, des travailleurs. Bref, la planification est un instrument pour faire faire volte-face à l'économie, gage unique de la future civilisation communiste.

Il n'y a pas de faux-fuyant qui tienne : le système de propriété pendant la période de transition doit être le même qu'en plein communisme, autrement, où serait la révolution sociale ? Mais admettons, pour les besoins de la polémique avec tous les soviétophiles (en fait russophiles) qu'entre la conception théorique et la réalité puisse se produire un décalage dont les interstices seraient remplis diversement, selon chaque situation concrète, sans que la situation post-révolutionnaire ne renverse la vapeur. Dans le cadre de la Russie, toujours selon les arguties des défensistes, la bureaucratie stalinienne remplirait les interstices mis en évidence par ces décalages et elle trouverait là, tout à la fois, la base de sa différenciation du prolétariat en tant que *bureaucratie* et le lien de sa fonction sociale, en tant que bureaucratie *ouvrière*, avec la fonction historique du prolétariat.

Il est à première vue impensable et répugnant d'admettre un lien quelconque entre la bureaucratie stalinienne, dont la pourriture collective et individuelle, sociale et psychique a dépassé toutes les bornes, et la fonction historique du prolétariat. Même Trotski a nié ce lien depuis 1933, à l'encontre de ses disciples d'aujourd'hui. Cependant, il faut ici mettre un frein à la sensibilité, bien qu'elle soit l'une des composantes les plus solides de la dialectique matérialiste, pour porter l'objectivité jusqu'aux limites de l'aberration.

Quiconque est un peu renseigné, sait qu'en Russie le prolétariat n'a d'autre participation au pouvoir politique que celle que lui fait subir la terreur policière ; qu'il est rigoureusement écarté de la direction des plans ; soumis à une forme d'exploitation plus inique que dans les vieux pays capitalistes ; qu'il ne peut pas avoir recours à la grève sans encourir la répression ; que sa part dans la distribution du produit du travail est minime et toujours imposée, cependant que la bureaucratie s'entoure d'un faste oriental. On ne pourrait accepter, à la rigueur, le bien-fondé des idées défensistes, que si la bureaucratie, malgré sa cupidité et ses innombrables crimes, orientait l'économie vers l'égalité des possibilités matérielles et culturelles. Sans cela il ne s'agit pas de planification, mais d'un plan quelconque, qui laisse intact les fondements et l'objet de la production, d'un plan délibérément conçu pour ne pas satisfaire les besoins des hommes. Auquel cas la société peut être en transition vers où l'on voudra sauf vers le communisme.

Le maquignonnage et l'escamotage des statistiques, pratiqués depuis le premier plan quinquennal, a toujours caché les réalités économiques les plus importantes pour le prolétariat, même exploité. On nous offre surtout des indices de croissance industrielle, encore que sujets à caution. Malgré tout, mystification politique aidant, les « progrès économiques de l'URSS » bernent à l'heure actuelle de nombreux militants, pas seulement trotskistes. Mais il y a encore d'autres dupes : économistes et savants rassis y trouvent eux aussi leur compte. Cela devient, comme disait Engels à propos de l'antisémitisme, un motif d'exaltation pour les imbéciles. Au lieu de la croissance en général, de celle de certaines industries, ou même les exploits spatiaux, ce qu'il est indispensable de connaître

est le niveau et le *mode* de consommation des travailleurs. Là-dessus les statistiques sont à peu près muettes, et pour cause ! Ce niveau de consommation est très bas malgré l'amélioration consécutive au gain des guerres, et en plus hiérarchisé à l'extrême. Il n'y a pas de congrès ou de conférence économique qui ne se propose « d'améliorer les systèmes de salaire », c'est-à-dire, d'arracher à chaque ouvrier plus de production pour chaque rouble payé. Quant au mode de consommation, il est donné, il est imposé par le salaire. Aucun ouvrier ne peut consommer plus qu'il ne gagne, selon la loi de rationnement du capitalisme. Dans de telles conditions, cette économie ne peut faire le moindre pas vers le socialisme. Elle tient de l'économie dirigée, non de la planification socialiste.

Dans la société bourgeoise, la reproduction élargie s'effectue en partant des intérêts de la classe propriétaire, ce qui en fait une accumulation de capital, soit de travail non payé, ou, sous sa forme de biens, une accumulation des produits soustraits à leurs producteurs. Pendant la période de transition, de même qu'en pleine société communiste, la reproduction élargie des instruments de travail doit s'effectuer en partant des nécessités matérielles et culturelles de la société, la société devant être comprise dès lors, non à l'opposé de l'individu, cas actuel, mais comme le lieu naturel de son épanouissement. C'est ainsi que le capital accumulé deviendra *non-capital* : des instruments de travail collectif dominés par les hommes.

Marx a donné dans son oeuvre fondamentale la formule de la reproduction capitaliste : $c + v + pl$, où c désigne le capital constant ou instrument de production, v le capital variable, salaires ou moyens de subsistance pour les travailleurs et pl la plus-value ou valeur ajoutée dans le processus du travail, une partie de celle-ci étant consommée par les capitalistes, une autre allant se capitaliser pour l'accroissement de la production. Cet accroissement passe ainsi nécessairement par l'accumulation élargie du capital. Dans la société bourgeoise, c ne s'accroît que dans la mesure où les capitalistes réalisent la plus-value en écoulant les marchandises où elle est incorporée. Mais cet écoulement - on le voit depuis des décennies - peut être facilité par la destruction pure et simple d'une partie de la production, afin de maintenir le haut niveau des prix. C'est uniquement en une certaine proportion de c que v augmente aussi. Au contraire dans une économie planifiée (sous-entendu non capitaliste) l'accroissement de c dépend uniquement des nécessités de v , qui embrasse la totalité de la population, et de la grandeur de pl . Un pareil renversement supprime les rapports de production capitaliste : c n'est plus capital, v cesse d'être le prix de la force de travail qui réduit à la portion congrue la majorité de la population, tandis que pl se présente sous forme de biens nouvellement créés prêts pour la consommation individuelle et collective. Il n'y a plus de bénéficiaires, c'est-à-dire du travail d'autrui approprié par des bourgeois, des fonctionnaires ou des institutions. Toute reproduction élargie doit donc être planifiée comme réponse aux exigences directes de l'ensemble humain constituant la société. En d'autres termes, pendant la période de transition l'élargissement de la consommation préside à la reproduction élargie (l'ancien capital constant).

Le rapport des facteurs économiques contenus dans la formule $c + v + pl$ est définitivement changé. Il convient de souligner encore la différence, afin de voir nettement ce qui se passe en Russie. Sous le capitalisme, v , salaires ou moyens de subsistance pour les travailleurs, est toujours réduit au minimum indispensable relativement aux conditions régnantes sur le marché du travail. Loin d'intervenir comme un facteur déterminant dans les projets de production, il n'est que l'un de ses résultats. En ce qui concerne pl , la plus-value ou valeur nouvellement créée, qui tombe dans les mains des détenteurs de la plus-value antérieure ou capital préalablement accumulé, elle est en grande partie gaspillée par eux et va d'autre part s'ajouter à c comme investissements additionnels, mais uniquement pour lui faire rendre encore de la plus-value. Tout le processus de la reproduction élargie dépend, sous le capitalisme, de pl , plus concrètement, de l'appropriation de tout le produit du travail social par les propriétaires des instruments de travail. De là les contradictions inhérentes au capitalisme, à l'échelle nationale aussi bien qu'internationale.

La première catégorie de contradictions peut être considérablement atténuée moyennant le contrôle ou la concentration des capitaux par l'État, ou l'a vu depuis la seconde guerre mondiale mais les contradictions entre les divers capitalismes ou groupe de capitalismes ne font que ressortir davantage, jusqu'à menacer le monde d'extermination. Et par ailleurs, plus le dirigisme (ou si l'on veut la planification fondée sur la dualité capital-salariat), s'étend, plus il semble efficace, et plus déchirante devient la contradiction entre le système mondialement considéré et le développement social, à savoir, entre la forme production-distribution actuelle, et les besoins de tout un chacun, entre une technique hautement développée et la classe des salariés. Bref, c'est la contradiction entre la civilisation capitaliste sous tous ses aspects et le progrès humain, dont les possibilités sont grandioses et la réalité aussi mesquine qu'opprimante. Le dirigisme, à l'encontre de la planification sous sa

conception révolutionnaire, calcule dans ses plans la non satisfaction des besoins ; ou ce qui revient au même, il calcule sur la base de l'accumulation élargie du capital. Nous retombons toujours sur la croissance de c à travers la succion de pl par une catégorie sociale. Qu'on en donne pour justification la défense patriotique, la modernisation, l'intérêt général, l'industrialisation ou même le socialisme, il s'agit toujours de la même supercherie.

L'apparition du dirigisme est l'un des phénomènes les plus importants de l'histoire contemporaine. Il est étroitement lié au résultat négatif de la lutte du prolétariat mondial entre les deux guerres. Je reviendrai sur son aspect politique à la fin de cet ouvrage. Maintenant, ce qui importe est de saisir son contenu matériel. Le dirigisme est un expédient de la société capitaliste aux abois. Son développement antérieur permettait et exigeait, déjà, le passage à l'organisation du communisme, l'encadrement créé par le capitalisme étant désormais trop étroit et contraignant sous tous les rapports. « *Sitôt que ce point est atteint, toute évolution ultérieure est déclin, et tout développement nouveau se fera sur une base nouvelle* » (2).

Or, cette base nouvelle exclut les rapports économiques, ainsi que les rapports entre les hommes et la nature et entre les hommes eux mêmes, émanant de la dualité capital-salariat. Le dirigisme remplit précisément le rôle de conservation de ces rapports hérités du passé. S'il accroît le potentiel capitaliste, c'est aux dépens du développement individuel et collectif, en épuisant la nature et l'homme. Toutefois, nul déclin n'a commencé, à l'encontre de ce que pensent tant de marxistes vulgaires, par la destruction du potentiel économique. Dans ce domaine il est, avant tout, un décalage grandissant entre ce que le vieux système accomplit et ce que pourrait accomplir un nouveau système, la possibilité non réalisée entraînant une décomposition de toutes les valeurs créées par l'ancienne civilisation, depuis les mœurs jusqu'aux régimes politiques. Le dirigisme est l'expression non plus aveugle et chaotique du capital, mais relativement consciente de ses propres lois. A l'aide de celles-ci, il atténue ses contradictions internes et prétend voiler la contradiction historique le rendant incompatible avec l'avenir social. Mais quoi qu'il fasse, il exacerbe cette dernière au plus haut point. C'est ainsi que le gigantisme du capital accumulé accable tout le monde de plus en plus. Il suppose une négation de ce qui fit le grand essor de la civilisation capitaliste. Enfin le dirigisme est réactionnaire parce qu'il était l'exploitation et, loin de transformer la nécessité en liberté, enchaîne l'homme davantage à la nécessité, et il appelle le totalitarisme. En supposant qu'il finisse par créer un type différent d'organisation sociale, celui-ci serait pire et non meilleur que l'ancien système capitaliste.

Si la reproduction élargie ne s'effectue pas à partir d'un solde de travail social indispensable au progrès, mais de ce même solde administré par une seule catégorie d'hommes, il continue d'être ou il devient une plus-value (pl) de leur propriété, et la planification socialiste s'avère impossible. Un plan d'exploitation peut évidemment être conçu en partant des intérêts des exploités. Il ne s'agit pas alors de rendre libres les conditions de travail et de vie, mais de les maintenir sous la coupe de l'ancien système, instruments et produits du travail devenant de plus en plus étrangers aux producteurs. Presque tous les pays font aujourd'hui des plans de ce genre où l'initiative privée est subordonnée à celle de l'État, commis de la collectivité capitaliste et capitaliste lui-même. L'équivalence de ces plans est aussi confirmée par les conditions qu'ils imposent à la classe ouvrière, sans parler du fait peu connu que des dirigistes russes et chinois, en étudiant sur place, en Occident, les méthodes d'élaboration et d'application. C'est que, des trois termes de la formule ($c + v + pl$), c est toujours passif, quel que soit le système. La reproduction élargie peut uniquement prendre son impulsion, soit de l'intérêt d'une minorité d'hommes tapis derrière pl , soit de l'intérêt à court et à long terme de la masse humaine comprise dans v . Dans ce dernier cas seulement, cela va de soi, il en résultera une planification au sens révolutionnaire du terme, en rupture avec la valeur d'échange, tout le reste n'étant que programmation rétrograde. En résumé, le dirigisme, à la manière russe ou occidentale, est à la planification ce qu'une boussole en position verticale est à une autre boussole à l'horizontale.

Aucun dépassement révolutionnaire n'est possible s'il ne supprime pas la contradiction entre les biens de consommation ou valeurs d'usage et ces mêmes biens en tant que valeur d'échange ou marchandise. Autrement dit sans couper court à la vente et à l'achat de tout ce qui existe. Qui ignore que cette vénalité, qui s'étend jusqu'au savoir et aux consciences, prend sa source dans la vente (achat pour le capital) de la force de travail ? En finir avec le salariat est donc une condition *sine qua non*. Cependant il faut rappeler, pour parer à un danger peu perceptible, mais non inexistant, que les esclaves ne touchaient pas de salaire. Pour qu'une autre forme d'exploitation ne s'instaure il faut que la maîtrise des instruments de travail, des produits et de la société toute entière, passe à l'ensemble des travailleurs, à l'exclusion de toute couche sociale particulière ou institution.

L'intervention de la révolution prolétarienne doit entamer la solution du problème en faisant disparaître pl en tant que plus-value manipulée à sa guise par une minorité. Alors pl ne sera que le produit nouvellement créé et voulu, destiné à élargir la consommation immédiate et la capacité de production ultérieure. Le point d'appui de la formule $c + v + pl$, c'est-à-dire, la dynamique même de la production, change de pl à v . Il n'y aura plus personne pour accaparer pl , ni par conséquent c . Les travailleurs dominant l'un et l'autre de ces termes cesseront eux-mêmes d'être une classe, et la critique révolutionnaire de l'économie politique aura abouti à la négation de celle-ci par un système de relations sociales où l'être humain, débarrassé des multiples contraintes qui le rabougrissent, pourra donner sa mesure.

La distinction entre production d'instruments de travail (biens d'équipement dans le jargon actuel) et production de biens de consommation doit prendre, depuis le premier jour de l'organisation communiste, un aspect tout différent. Sous le capitalisme, la reproduction élargie part des nécessités de la section instruments de travail, tandis que la planification ne peut calculer leur élargissement qu'en partant de la section biens de consommation. La différence est radicale et implique à elle seule tout le concept de *planification pour la consommation*. En dehors d'elle aucun besoin d'industrialisation ne peut se faire sentir qui ne comporte ou ne ré-introduise la fonction essentielle du capital : l'extraction de plus-value.

Même la création d'industries de guerre contre un encerclement capitaliste réel, non fictif comme c'était le cas en Russie à partir du stalinisme, déclencherait de nouveau le mécanisme commençant à la section instruments de production, derrière laquelle se cacheraient vite, sinon préalablement, une coterie de maîtres avides. Une révolution n'a que faire de la défense nationale ; son salut est dans la lutte victorieuse du prolétariat des autres pays, de ceux qui pourraient l'attaquer tout d'abord. La guerre entre peuplades et groupes sociaux joua un rôle décisif dans l'apparition des classes et de l'État. Le prolétariat ne peut se servir que de la guerre civile. Par ailleurs, les armements électroniques et thermo-nucléaires suffisent à faire tomber dans le domaine de la démence toute tentative de victoire *militaire* d'une révolution. Dans chaque pays, ces armes doivent être paralysées de l'intérieur, et les armées dissoutes.

Pour les besoins de la démonstration, il faut avoir recours à l'image de la société de transition donnée par Marx dans la « critique du programme de Gotha » (3). Pendant les premiers cycles de la reproduction planifiée, la société devra prélever du produit total :

1 - une quantité de produits de consommation pour la population approximativement égale à celle destinée aux mêmes fins avant la révolution ;

2 - une quantité d'instruments de production pour remplacer l'usure de ceux qui existent, quantité qui se trouve incorporée aux produits obtenus ;

L'excédent, produit nouvellement créé (pl ou travail non payé sous le capitalisme) Marx le divise en deux parties, l'une allant grossir les instruments de travail, l'autre devant améliorer la consommation immédiate des travailleurs. Il indiquait ainsi, d'un côté, que dans la société de transition les produits perdent le caractère de marchandise, et d'un autre côté que par rapport à l'objectif communiste, la répartition est le but, la propriété collective et la planification les moyens. A ce sujet, une concession peut être faite aux défenseurs de la Russie. Ils n'en seront que plus faciles à contrer. Admettons que la totalité du sur-travail social soit utilisée comme instruments de production, sans aucune amélioration pour les travailleurs. Le problème de la répartition se poserait ensuite avec plus d'ampleur et d'acuité. Même si nous allons jusqu'à supposer qu'au début tout le sur-travail social apparaît sous forme d'instruments de production, de machines, il est impossible de considérer plusieurs cycles économiques sans que de l'accroissement répété de l'ancien c ne vienne une plus large et meilleure consommation. Il ne s'agit pas seulement de la satisfaction immédiate d'une classe ouvrière que l'économisme moderne - se réclamant toujours de Marx, il est vrai - mésestime avec une désinvolture toute savante ou toute plate, mais des conditions matérielles qui doivent conditionner une élévation ininterrompue du niveau culturel et technique, non de la société considérée dans sa traditionnelle division, travail manuel - travail intellectuel, mais de chacun des individus qui la composent. A défaut rien d'essentiel n'aura été changé. Il est devenu indispensable de préciser que cette élévation à la fois matérielle et culturelle devant découler de la planification, n'a absolument rien à voir avec les leurres de « la défense du niveau de vie de la classe ouvrière ». Ce dont il s'agit c'est de mettre un terme à la vente de la force de travail qui produit et reproduit, jour après jour, cette classe et son exploitation. Il faut s'attaquer

à la cause, non à ses effets. Aussi longtemps que la consommation et le savoir dépendront du prix de la vente de la force de travail, on ne sortira pas de l'oppression. La période de transition devra donc se caractériser, avant tout, par une consommation en rupture avec le prix de la force de travail. La loi de la valeur doit être brisée pour ne laisser que la valeur d'usage, mesurable, non en prix, non en argent, mais en besoins concrets, gamme illimitée.

Pour les économistes russes qui ont à leur charge la tâche de justifier le système, la loi de la valeur s'applique à la période de transition, dite socialiste, Staline en personne avait fait cette « découverte », alors qu'il remplissait les camps de concentration de millions d'hommes et qu'il assassinait des centaines de milliers d'autres qu'ils soient ou non partisans de la révolution. Ces économistes ne se soucient pas de nous dire quand, dans ce cas, elle disparaîtra ou commencera à disparaître. Et pour cause : il faut, en premier lieu, renverser le pouvoir et toutes les institutions qu'ils servent. La misère de leur argumentation découle spontanément de la nature du système qu'ils justifient. Quand ils calculent en argent les bénéfices des entreprises, les investissements, etc... ce n'est pas, comme ils le prétendent, « une manière de comptabilité » sans rien de commun avec celle des autres pays. Tout simplement, ils ne connaissent que la forme capitaliste de comptabiliser, ce qui est explicitement confirmé lorsqu'ils disent que les bénéfices vont à l'État, un État qu'à l'instar d'un bourgeois quelconque ils identifient à la société (« l'État du peuple tout entier »). En effet, par l'intermédiaire de cet État ils touchent, avec 15 ou 20 millions de bureaucrates leurs semblables, des dividendes, en espèces et en nature, sur les bénéfices extraits de la différence entre ce qui a été payé à l'ouvrier comme prix de sa force de travail, et le produit total de ce travail. La règle qui préside à tous les plans quinquennaux : « tirer de chaque rouble investi le maximum de bénéfices possibles », commande l'économie partout. Ce genre de comptabilité est inséparable du système et inversement.

Toutefois, il est vain de vouloir réfuter le mensonge délibéré ; on ne peut que le mettre au pilori. Les économistes russes sont de vulgaires mercenaires. En échange, les affirmations des non-staliniens qui voudraient nous faire croire qu'il y a là, sous-jacent, malgré tout ce que l'on peut dire, quelque chose de socialiste, doivent être contestées. Pierre Naville fournit aux diverses nuances des défenseurs de la Russie l'argumentation la plus savante. C'est donc ses arguments qu'il faut envisager maintenant. Son exégèse serrée des œuvres de Marx, dans « Le Nouveau Leviathan », ne nous intéresse pas ici, sauf la partie concernant le destin de la plus-value en période de transition. Il réussit dans ce domaine bien mieux que les tâcherons vénaux du Kremlin. Car d'après Naville également, la loi de la valeur, quelque peu modifiée, s'appesantit encore sur le stade inférieur du communisme, tel un maléfice que les hommes s'efforceraient en vain de conjurer, la machine économique elle-même étant le grand sorcier rédempteur. Il prend appui sur Marx, cela va sans dire. Et il ne donne pas dans la bêtise de présenter la société russe comme quelque chose de ressemblant à l'esquisse donnée par Marx dans la *Critique du Programme de Gotha*. Il dit même le contraire explicitement. Pourtant il parle de socialisme d'État, socialisme étant pour lui synonyme de première phase du communisme. Mais il ne réussit à associer des termes aussi ennemis l'un de l'autre qu'en faisant de la Russie une société en transition... vers la société de transition au communisme (et ce depuis près de 50 ans !). La reculade est de taille et implique une vue révisionniste nouvelle, avec le double sens économique et politique de l'ancien révisionnisme réformiste. Il s'explique lui-même :

« L'organisation de la production et des échanges dépend de certains rapports de production, c'est-à-dire, aussi des rapports de classes, en définitive d'une certaine forme d'appropriation semi-collective du produit et du sur-produit. C'est de cette appropriation qu'il faut partir. Il est vrai qu'en URSS elle a lieu d'une façon autre que dans le capitalisme privé ; mais elle existe encore d'une forme non-socialiste, parce que nous sommes dans un socialisme d'État, borné à tous égards, et ce socialisme n'atteint de loin pas le niveau des rapports théoriques décrit par Marx. Tout au plus en fournit-il certaines prémisses. » (4)

Nous nous trouvons donc bien en-deçà de la société de transition. Naville concède - au stalinisme - que les prémisses en question « supposent déjà de sérieuses transformations » mais, - on vient de le lire - il ne s'agit que des prémisses de la période de transition vers le communisme : en clair, de celles qui sont créées par le capitalisme tout court et qui existent à l'échelle mondiale depuis bien des années. Sans elles la révolution de 1917 n'aurait jamais eu lieu.

D'un autre côté, la cohérence de la définition citée est loin d'être satisfaisante. Elle nous parle d'une appropriation du produit et du sur-produit en Russie, qui se ferait « d'une façon autre que dans le capitalisme privé », tout en reconnaissant qu'elle est « non-socialiste ».

Ni capitaliste ni socialiste donc. « Autre » est un mystère et cela suggère plutôt le « collectivisme bureaucratique ». Cependant, Naville se défend d'accepter cette idée, aussi bien que celle d'un capitalisme étatique. Alors, il découvre que l'appropriation non socialiste est le fait d'un « socialisme d'État », sans que la « façon autre » soit pour autant éclaircie. Que dissimule donc cette appropriation « semi-collective » du produit et du sur-produit, ce qui veut dire de tout ? En fait d'appropriation il ne peut s'agir que du sur-produit accumulé ou mangé par les administrateurs (plus-value), le produit nécessaire correspondant à la somme des salaires, même si l'État doit d'abord détenir cette somme. Qui donc participe à moitié ou tant soit peu à l'appropriation du sur-produit ? Les travailleurs ? Naville n'irait pas jusqu'à l'affirmer. Or, il ne saurait y avoir une autre justification à ce « semi-collective ». En dehors de la classe ouvrière il n'y a que les serviteurs de l'État, appareil économique compris. Ce sont eux, qui s'approprient le sur-produit, d'une manière semi-collective on peut l'admettre, puisque c'est à divers degrés et que c'est seulement une minorité d'entre eux qui décide. Mais le mécanisme qu'ils mettent en marche pour ce faire est, et ne peut pas ne pas être, celui du travail salarié, production de marchandises comprise, comme pour le capitalisme privé.

En attendant de traiter la nature de l'État russe et sa position dans le monde il faut souligner que Naville est amené à sa conclusion contradictoire par un article de foi qui tient lieu de vérité axiomatique, à savoir la nature de la révolution russe. Il la donne en effet comme indiscutablement socialiste, manque de rigueur flagrant dans un ouvrage qui se veut de sociologie marxiste scientifique. Là-dessus se greffe la conception théorique de la période immédiatement post-révolutionnaire, et donc celle où, toujours d'après la « critique du programme de Gotha », le droit, et donc la répartition des produits, conserve les *stigmates*, du droit bourgeois. Cependant, que vient faire ce stade inférieur du communisme sinon effacer tous les stigmates, qui ne sont pas, soit dit en passant, le droit bourgeois tout cru, loin de là ? Il est donc impératif de caractériser ce stade, non par les traces du passé tant rabachées, alors qu'il ne s'agit là que d'une composante secondaire, mais par la dynamique de sa composante essentielle, l'organisation du communisme.

Là-dessus, le « salaire socialiste » de Naville embrouille le problème autant qu'une quelconque « participation aux bénéfiques ». Sans parler du contresens de ces deux mots, qu'on ressent comme une injure, le salaire a beau être, d'après le tracé de Naville, un interchange social des travaux ou des facultés inégales de travail, il ne permet pas d'entrevoir un biais qui effacerait les différences de classe et la division même du travail. Le développement industriel et celui de la productivité, qui sont supposés produire cet effacement, devront obligatoirement aller de pair avec une appropriation des biens de consommation (depuis la nourriture jusqu'à l'enseignement supérieur) qui casse la dépendance de tout salaire. C'est alors qu'on se mettra en route vers la disparition des classes (transformation qui se concrétise par la disparition du prolétariat) et que les instruments de production, ainsi que ce dont chaque individu a besoin pour ne pas être brimé, se confondront avec la distribution et celle-ci avec le travail social et le temps libre. Leur séparation d'avec la force de travail est à l'origine de l'échange d'équivalents (force de travail contre prix de la force de travail) ; elle ne saurait cesser que parallèlement avec cette sorte d'échange.

Naville tire son idée d'un salaire socialiste de ce fait indéniable : le produit total du travail devra toujours surpasser celui de la consommation collective. Certes, et il en sera ainsi même en plein communisme. Mais pour que ce sur-travail, quelle que soit sa grandeur, cesse d'être de la plus-value, de l'exploitation de *l'homme par l'homme*, il faut que sa distribution, consommation immédiate et accroissement de la production comprise, assure la suppression du salariat. Les ouvriers et les fils d'ouvriers ne manqueront pas de se trouver en situation d'infériorité, dominés par des forces économiques et culturelles étrangères, aussi longtemps qu'ils ne disposeront que d'un équivalent de leur capacité de travail, mesure capitaliste par antonomase. C'est tout à fait en dehors de cette mesure, par contre, que les diverses capacités physiques et intellectuelles se manifesteront, supprimant d'emblée la division entre travail intellectuel et manuel, et par voie de conséquence le rabougrissement de tous. *Sans désirs satisfaits pas d'épanouissement.* (5)

Dans la « critique du programme de Gotha » Marx se propose surtout de réfuter les charlatans qui réclamaient le « produit intégral du travail ». Il envisage la période de transition telle qu'elle aurait pu sortir du niveau de force de production à son époque. Toutefois, il ne fait pas l'ombre d'un doute que pour lui les stigmates du droit bourgeois s'estomperaient au fur et à mesure du redressement et de l'accroissement de la production par les travailleurs eux-mêmes, et qu'un droit inégal, sans équivalent, jaillirait. Il le dit explicitement : « *les éléments de production sont distribués de telle sorte que la répartition actuelle des objets de consommation s'ensuit d'elle-même. Que les conditions de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de*

consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement ». (voir commentaire n° 3).

En outre, les possibilités offertes par les connaissances techniques, d'une part, et les besoins individuels d'autre part, sont à l'heure actuelle incomparablement plus grandes que du temps de Marx. La journée de travail pourrait être réduite de plus de moitié dans un court délai, tout en multipliant par 4 ou par 6 le produit total, tandis que le fonctionnement même de la société réclame d'urgence le plus haut niveau culturel pour tous. Bref, les classes peuvent être effacées très rapidement quant à leur soubassement économique, celui qui est défini par le droit. Seule la distribution culturelle mettrait plus longtemps à prendre la forme communiste. En attendant, qu'on ne vienne pas nous parler de salaire socialiste. Cette énormité ne saurait masquer la réalité de l'exploitation, en Russie pas plus que dans une quelconque situation future.

A présent il est possible de parler avec certitude du système économique russe. Aucun de ses traits ne peut être assimilé à ceux de la société de transition vers le communisme. Les trois éléments de la formule $c + v + pl$ conservent pleinement et même de la manière la plus brutale, leurs caractéristiques capitalistes. Et pour cause : les plans quinquennaux ont suivi à la lettre, ce qui ne veut pas dire avec la plus grande compétence, le mécanisme de l'accumulation élargie du capital décrit par Marx, tout en éludant certains des obstacles de l'ancien développement chaotique des capitaux privés. Si bien qu'on peut affirmer que ce capitalisme a été sciemment organisé sur le modèle pré-existant en Europe et aux États-Unis. Marx et Engels disaient du Royaume de Jérusalem, fondé par Godefroy de Bouillon en 1099 que son féodalisme était plus complet que tout autre, car bâti délibérément (planifié, dirait-on aujourd'hui), en prenant pour norme celui de la France. Ainsi les hommes du Kremlin ont mis à profit les connaissances de Marx sur l'accumulation du capital.

En effet, nulle part l'accroissement de c n'avait été mené auparavant avec une telle rudesse par la partie de la population qui accapare pl et par suite tout le produit brut du pays. Elle dicte salaires et prix, en dehors de toute concurrence ; elle comprime les premiers et gonfle les seconds à volonté ; elle multiplie les catégories ouvrières ; elle réduit juridiquement à l'esclavage des milliers, des millions d'hommes (camps de travaux forcés), punit les ouvriers à l'usine plus sévèrement que ne le faisait la bourgeoisie du XVIIIe et XIXe siècle, fixe dans les lieux de travail le prolétariat tout entier, impose à chacun un « Carnet de Travail » policier. Enfin, elle distribue parmi les siens une partie de la plus-value et ré-investit l'autre à sa guise. L'immense majorité de la population ne dispose que du salaire (v). Loin d'être l'axe de tout le processus économique, loin de dominer pl et c , elle se trouve écrasée entre l'un et l'autre, à un tel point qu'elle est en butte à la répression dès qu'elle esquisse la moindre résistance économique ou politique. Jamais aucune bourgeoisie n'eut sur les conditions d'exploitation une emprise aussi complète, aussi despotique que celle des seigneurs du Kremlin. Mais qu'on ne s'y trompe pas, ce sont les conditions mêmes de la production capitaliste portées au paroxysme par des avatars historiques très concrets dont je parlerai plus loin.

La croissance économique obtenue au prix de tant de misère, de répression, d'abaissement de la conscience collective et individuelle est, somme toute, bien pauvre, et elle apparaît surtout dans le domaine militaire, toujours négatif. Le Japon a fait bien mieux, même avant la dédivinisation de la monarchie. Tout pays d'Europe occidentale un peu industrialisé a une productivité moyenne supérieure à la Russie, sans parler de sa productivité agricole, encore au niveau des zones les plus arriérées du Globe.

L'engouement de tant de techniciens et intellectuels de gauche pour la Russie a en vérité de toutes autres raisons que l'observation des résultats économiques, moins encore celle des méthodes politiques. La dépravation de ces derniers dépasse souvent celles des méthodes fascistes, tandis que la simple croissance de l'économie ne pourrait être bien mesurée qu'en disposant des données relatives à trois points essentiels

1 - Quantité d'heures de travail de toutes sortes mises en oeuvre pendant une période donnée. La démonstration serait d'autant plus évidente que l'on choisirait une période plus longue.

2 - Partie de ces heures correspondant aux biens nouvellement créés, c'est à dire montant du sur-travail total (plus-value).

3 - Partie de ce montant incorporé au dispositif de travail pour l'élargissement ultérieur de la production, avec spécification des secteurs.

Les dictateurs du Kremlin ne seraient pas ce qu'ils sont s'ils étaient tant soit peu en mesure de nous fournir des données relatives à ces 3 points au lieu de gaver le monde de chiffres de production truqués, ou qui, même véridiques, ne signifient rien quant à la réalisation du socialisme et très peu quant à l'efficacité du capitalisme russe tout court. C'est que, d'un côté, les biens nouvellement créés ont un rapport, très faible avec la quantité d'heures de travail utilisées, que la consommation ouvrière a fait des progrès insignifiants et d'un autre côté que les investissements sont minimes par rapport au taux de plus-value extorqué. Tout capitalisme occidental, et celui du Japon, devançant la Russie dans ces deux domaines.

Pour excuser ou expliquer l'exploitation intensive et extensive imposée en Russie, certains ont parlé d'une « accumulation primitive du socialisme » d'autres tout bonnement d'accumulation primitive capitaliste. Mais le socialisme n'a que faire d'une quelconque accumulation de capital. Dès qu'il est là, il s'empare de l'accumulation antérieure, et cet acte l'abolit. Dans la mesure où il se verra dans la nécessité de bâtir ses propres ressources industrielles, celles-ci procéderont directement du travail commandé par la consommation des travailleurs, non de la vente contre un salaire, pour tout dire non d'une force *aliénée*. Croire à l'heure actuelle que les travailleurs d'un pays, même arriéré, ne peuvent rien faire sans se laisser extorquer une plus-value que d'autres se chargeraient d'accumuler témoigne, pour le moins, d'un envoûtement par la pensée économique du système d'exploitation.

Quant à l'accumulation *primitive* capitaliste, elle était largement accomplie dans la Russie tsariste. Le régime stalinien ne la renouvelle ni ne la renforce. Il est vrai que ce régime harcèle le prolétariat et les classes pauvres avec une sauvagerie qui n'a rien d'approchant, si ce n'est celle de la période primitive du capital en Occident, telle qu'elle a été décrite par Marx. Tout de même, il n'y a aucun parallélisme significatif à établir. En Europe occidentale ce fut le commencement d'une ère de développement social. En Russie il n'y a rien de semblable qui commence, mais quelque chose qui dépérit. Et ce qui dépérit est le même monde capitaliste dont l'expansion fut déclenchée par l'accumulation primitive. Toute philosophie de l'histoire n'enregistrant pas ces faits s'avèrera réactionnaire. Les cinquante dernières années l'ont mis en évidence, en Russie et un peu partout dans le monde.

II

DU BOLCHEVISME AU STALINISME

L'apparition du stalinisme à l'intérieur du bolchevisme donne lieu, depuis longtemps, aux interprétations les plus diverses sur les sources et la nature de l'un et de l'autre. Pour Moscou et ses clients le problème n'existe même pas ; il y a continuité, quoique émaillée de ce qu'ils appellent « culte de la personnalité », celle du Moloch Staline en l'occurrence. Pékin, par contre, révère toujours le Moloch qu'il oppose comme paradigme à ses successeurs... depuis que la querelle entre les deux capitales a éclaté. Rien qui doive être pris en considération. C'est bien au-delà de toute affirmation ou velléité stalinienne que se situe une véritable discussion.

Le stalinisme surgit au sein du parti bolchevique. Il y a continuité de parti, cela est indéniable. Mais cette reconnaissance est loin d'éclaircir le problème, elle ne le pose même pas dans ses véritables termes. Ce qu'il s'agit de savoir c'est le pourquoi de cette continuité, comment elle s'est réalisée dans les faits et ce qu'il en a résulté. Le stalinisme et la société russe actuelle, étaient-ils contenus, dès l'origine, dans les idées et dans l'oeuvre du bolchevisme ? Le passage de celui-ci à celui-là a-t-il été un enchaînement rigoureux de cause à effet ? Voilà comment le problème doit être posé.

Pour découvrir la solution il faut commencer par définir avec exactitude la nature de la révolution russe dans la situation mondiale de 1917, ce qu'on ne peut pas faire sans considérer avec attention les conceptions révolutionnaires de l'époque.

La guerre déclenchée en 1914 fut la première grande manifestation meurtrière de la portée mondiale des instruments de production ainsi que de leur incompatibilité avec la société sous leur forme capitaliste et nationale. Elle marquait l'heure de la révolution communiste. A ce moment précis la puissante deuxième Internationale pique du nez devant les fétiches patriotiques, acquiesce partout à l'union nationale, se transforme en pourvoyeuse de chair à canon. La plupart des anarchistes, à commencer par Kropotkine, prenaient aussi partie dans le carnage impérialiste. Le prolétariat international était défait sur toute la ligne, la pensée révolutionnaire disparaissait subitement. De rares groupes devaient reprendre l'activité internationaliste en comptant leurs adhérents par unités. Ce qui aurait pu devenir une situation insurrectionnelle, depuis l'Angleterre et la France jusqu'à l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et l'Empire tsariste, prit partout l'allure d'un nauséabond sabbat patriotique.

Il est vrai que depuis le Front populaire et la seconde guerre mondiale les staliniens et toute la cohorte des pseudo-anti-impérialistes, cautionnés cette fois par bourgeois et gauchistes, sont en état permanent de possession patriotique. Mais après l'effondrement de 1914, la situation fut brusquement redressée en 1917, et la guerre civile contre la guerre impérialiste revenait à l'ordre du jour. L'internationalisme, sans lequel le prolétariat ne sera jamais que l'attelage du capital, faisait surface à nouveau et lézardait tout le système. C'était l'aube de la révolution mondiale qui pointait dans la révolution russe.

Fausse lueur, espoir trompeur - nous disent aujourd'hui des voix fêlées, nihilistes -. Non, puisque la vague révolutionnaire déclenchée en Russie, vingt ans après grondait encore en Espagne (juillet 36, mai 37) après avoir secoué des dizaines de nations. Elle a été la plus vaste de l'histoire jusqu'à présent, et ce, en dépit de Moscou, devenu entre temps centre d'irradiation contre-révolutionnaire. Ces faits nous introduisent de plain-pied dans la nature de la révolution accomplie en 1917.

Nul ne pouvait penser à l'instauration du socialisme dans l'empire des tsars. La plupart des théoriciens, emmurés dans les idées reçues sur l'évolution des sociétés (féodalisme, capitalisme, socialisme), n'y voyaient que l'appel d'une révolution bourgeoise qui développerait le capitalisme et les droits politiques à l'image de la France et de l'Angleterre. Ils n'apercevaient pas l'existence d'une société mondiale dont l'unité réelle et potentielle était, bien plus que son développement inégal même, le véritable levain révolutionnaire. Ils n'apercevaient pas, ils ne soupçonnaient pas davantage, que la bourgeoisie était devenue partout une classe réactionnaire que sa propre

révolution effrayait, et que la propriété privée n'était plus le principal générateur de l'expansion capitaliste. Même le parti bolchevik, on le sait, était pris au piège d'un 1789 russe. Les théories révolutionnaires peuvent aussi devenir conservatrices, on l'a vu maintes fois et à l'heure actuelle plus que jamais encore dans l'histoire.

C'est incontestablement leur internationalisme, vigoureusement maintenu pendant la guerre, malgré quelques failles, qui a permis aux bolcheviks de se débarrasser des schémas morts et de prendre une envolée audacieuse. Abandonnant l'idée d'une indispensable révolution bourgeoise ils postulent la prise du pouvoir par le prolétariat, en *fonction d'une révolution socialiste imminente en Occident*. C'est ainsi qu'en votant pour l'insurrection armée, la première motivation du Comité Central Bolchevik est celle-ci : « la révolte de la flotte allemande, expression extrême de la croissance d'une révolution socialiste mondiale dans toute l'Europe ». Oui, le spectre du communisme, banni par la capitulation de la sociale-démocratie hanta de nouveau le monde.

Cependant la prise du pouvoir par le prolétariat ne constituait pas, en elle-même, une révolution socialiste; elle n'était que son allégorie, une révolution politique, qui devait se prolonger jusqu'au socialisme avec le secours de la révolution occidentale, directement socialiste elle. Marx ne s'était pas fait une idée très différente de la chute du tsarisme et de ses conséquences possibles. S'inspirant de lui après la tentative de 1905, Trotski préconisait une révolution permanente, à partir de la révolution démocratique, que seul le prolétariat était en mesure de réaliser. Lénine et la majorité des bolcheviks rallièrent ce projet en 1917 lors des « Thèses d'avril ». Ils prenaient donc appui sur l'unité foncière du prolétariat mondial, malgré le développement très inégal des différents pays. L'idée d'une étape révolutionnaire bourgeoise et du développement capitaliste comme condition d'une révolution prolétarienne ultérieure était abandonnée, et, à partir de ce moment, tenue pour irréalisable, en Russie et partout. Au moment même où la plupart des théoriciens de la IIème Internationale pliaient l'échine devant le pouvoir de l'argent, un nouvel essor était donné en Russie à la pensée et à l'action révolutionnaires. On ne pouvait désormais parler d'une révolution faite par et pour la bourgeoisie dans les pays arriérés ou pré-capitalistes sans donner dans la mystification. Si bien que Lénine lui-même qualifia de réactionnaire le programme antérieur des bolcheviks, qui était pourtant essentiellement son oeuvre. Personne, rien, même pas leurs propres bévues postérieures ne pourra ravir aux bolcheviks ces mérites, uniques jusqu'à présent, quoiqu'en disent leurs détracteurs actuels.

Aucune autre qualification que celle de révolution permanente ne peut donc convenir au bouleversement d'octobre 1917. D'autant plus qu'il fut déclenché en fonction d'une révolution communiste jugée imminente en Europe occidentale, ce qui n'avait rien d'imaginaire. Après plus d'un demi-siècle, un coup d'œil rétrospectif nous permet de cerner de plus près les facteurs de cette révolution permanente, et de la redéfinir comme une révolution *politique*, oeuvre du prolétariat, dont les mesures sociales, communistes, apparaîtraient au fur et à mesure de son propre développement, en jonction avec la révolution communiste en Occident. Sa démarche économique directe portait sur l'expropriation de la bourgeoisie et de la noblesse, sur le contrôle ouvrier de la production préparant les travailleurs à la gestion de toute l'économie. Œuvre énorme par rapport à l'autocratie tsariste, mais encore rien par rapport au socialisme. Par contre, le pouvoir au prolétariat dans les soviets, qui avait été la condition de ces mesures, les dépassait largement ; il n'avait de sens qu'en allant, sans solution de continuité, vers l'avenir socialiste dont il était le chiffre et qui, seul, lui conférait sa raison d'être.

Il est indiscutable que le parachèvement socialiste d'une telle révolution ne pouvait sourdre de ses propres avoirs, très maigres et par-dessus le marché anéantis par la guerre impérialiste suivie de la guerre civile. C'était sa propre répercussion au-delà de ses frontières qui devait les lui offrir. Dans l'enceinte aussi vaste que ravagée de ses frontières nationales la révolution avait la route barrée à court terme, mais pas du tout si le prolétariat international bousculait les frontières. Sa limitation intérieure reconnue au début par les bolcheviks, représentait néanmoins l'ébranlement de l'humanité dans sa marche vers le communisme.

Cela ne veut pas dire que le catastrophique cours ultérieur des événements soit entièrement imputable à l'échec de la révolution occidentale. Loin de là. Toute révolution, y compris dans le pays le plus industrialisé dépend, tôt ou tard, de son prolongement dans l'espace. Mais son maintien jusqu'à ce moment, qui peut ne pas être immédiat, sera déterminé en grande partie, sauf intervention militaire extérieure, par une rigoureuse équité dans l'accès de chacun aux biens de consommation disponibles. Et ne parlons pas de l'équité politique qui engage, elle aussi, tout l'avenir d'un pouvoir révolutionnaire. Mais ce n'est pas encore le lieu de s'attaquer à l'attitude des bolcheviks dans ces domaines.

Un facteur plus que tout autre a obscurci la nature de la révolution russe et par la suite celle du stalinisme : l'expropriation de la bourgeoisie. A force de se représenter le capital incarné dans les propriétaires individuels, l'aspect tangible qu'il a adopté pendant des siècles, tous les révolutionnaires ont négligé sa fonction sociale, tout comme si elle allait de pair avec la bourgeoisie et rien qu'avec la bourgeoisie. Mais ce qui commande la disparition du système est l'anéantissement des rapports de production et de distribution noués par le capital, dont la présupposition est une distribution des instruments de travail qui exclut totalement les travailleurs, forcés dès lors de vendre leur capacité de travail aux détenteurs des instruments. Or, le capital peut revêtir, outre l'aspect du bourgeois bien connu, une forme anonyme dans les sociétés par actions, ou encore plus impersonnelle et indivise dans l'État. Révolution et contre-révolution russes sont là pour nous l'apprendre, et si l'on n'y prend pas garde, l'histoire prochaine pourrait nous pousser encore dans un autre piège, celui d'un capitalisme abrité sous ce qu'on appelle l'autogestion, géré par des conseils ouvriers. Même l'encadrement ouvrier le plus démocratique de l'économie ne sera révolutionnaire que dans la mesure où il fera disparaître la classe ouvrière précisément.

La révolution expropria bel et bien la bourgeoisie remettant tout le capital, instruments de production comme finances, entre les mains de l'État. Si ouvrier que les bolcheviks aient considéré l'État à cette époque, et ils ne manquaient pas de faire des réserves, ils n'étaient qu'à moitié dupes de la signification d'une telle mesure. Ils n'ignoraient pas que la nationalisation n'est pas le socialisme, mais ils y voyaient l'introduction du socialisme, d'autant plus qu'ils comptaient sur la révolution occidentale pour aller plus loin et qu'ils se considéraient eux-mêmes comme les garants de l'avenir socialiste, erreur grosse de conséquences. Ils pouvaient certes prendre appui sur quelques considérations de Marx et Engels sur les nationalisations, mais au détriment d'autres bien plus significatives et qui convenaient intégralement au niveau des forces productives au XXe siècle. Bref, la révolution russe s'installe sur la contradiction entre un pouvoir politique prolétarien devant faire corps avec la révolution communiste, et une forme de propriété non bourgeoise, mais pas socialiste pour autant. L'un devait nécessairement l'emporter sur l'autre.

La victoire du prolétariat dans les principaux pays industrialisés aurait sans doute permis de résoudre positivement cette contradiction inconciliable. Mais pour ce faire, il aurait fallu écarter toute propriété d'État, s'éloigner de l'exemple russe dans ce domaine. Les exigences de la situation en plus des ressources économiques qui faisaient défaut à la Russie, auraient peut-être imposé des mesures directement socialistes. Cependant il ne faut pas oublier que chez les révolutionnaires de l'époque régnait, sur cette question, une opinion assez proche de celle des bolcheviks. Faisaient exception les anarchistes, mais c'était une exception négative, puisqu'il s'agissait pour eux, surtout, du « libre échange » entre « producteurs libres » (6), ce qui n'exclut ni la marchandise ni même les classes. Toujours est-il que l'extension ou la mort de la révolution allait dépendre de l'antagonisme entre son pouvoir politique et la forme de propriété étatique.

La suppression du marché et de la monnaie pendant le communisme de guerre avait intercalé un facteur distributif de nature anticapitaliste, quoique situé à un niveau très bas. Il ne s'agissait pas seulement d'un expédient militaire destiné à disparaître après la guerre civile, comme l'affirment encore même des ennemis du stalinisme. Mesure empirique, improvisée avec des moyens de fortune dans des circonstances extrêmement graves pour la révolution, elle s'inspirait néanmoins du passage du Droit capitaliste à un Droit socialiste annulant la valeur. Ce qui est dit à ce propos par Marx dans la *Critique du programme de Gotha* n'y était point étranger. Dans la pensée des bolcheviks, qu'ils n'ont pas eu le loisir de coucher par écrit, ce communisme devait s'organiser à un niveau supérieur et s'étendre à tous les domaines, après la défaite des armées contre-révolutionnaires. Mais toujours moyennant l'aide du prolétariat occidental. Trotski a rappelé à plusieurs reprises ce dessein des bolcheviks. Lénine également.

Il est oiseux de supputer maintenant quel aurait pu être le cours des choses au cas où ce dessein se serait réalisé. Nonobstant, il faut souligner, pour la connaissance théorique et son application pratique à venir, que le mode de production et jusqu'à la propriété, aurait dû suivre la distribution pour devenir communiste. Celle-ci ne subissant pas les lois du marché, et son amélioration quantitative et qualitative l'approchant davantage d'une distribution communiste, elle se serait étendue jusqu'aux instruments de travail, qui sont le fondement de toute distribution. L'une et les autres auraient dû être alors soumises à l'ensemble des travailleurs, non à un organisme quelconque, moins encore à l'État, qui se serait vu pousser du même coup vers son évanouissement.

Avant de tourner les yeux vers le virage du communisme de guerre à la NEP (Nouvelle Économie Politique), si

marquant à tant d'égards, il est indispensable de considérer l'opinion qui définit comme bourgeoise la révolution russe. Soutenue par la Gauche allemande et hollandaise, mais seulement des années après leur conflit politique avec l'Internationale Communiste et avec Lénine (7) cette définition est adoptée à présent par certains groupes dits ultra-gauches, plus échaudés par l'expérience russe que mus par la rigueur théorique.

La définition de la Gauche germano-hollandaise prend racine sur un fait indiscutable : ce n'est pas la révolution sociale, communiste, qui fut accomplie en 1917. Toutefois, elle ne peut pas contester qu'il y a eu révolution. Conclusion d'une logique formelle, mais aberrante : il ne peut s'agir que de la révolution bourgeoise, d'autant plus que la Russie arriérée, « féodale », tribale, asiatique, etc., avait beaucoup de chemin à parcourir avant de rejoindre les pays repus d'industrie et mûrs pour le passage au socialisme. Encore à l'appui de cette logique formelle, une vérification non moins indiscutable : à partir du premier plan quinquennal, l'accumulation capitaliste élargie, donc aussi l'exploitation du prolétariat, deviennent de plus en plus rageuses dans une Russie terrifiée par la police.

E pur si muove, (et pourtant elle tourne), doit-on rétorquer à un raisonnement apparemment si solide. S'il est vrai que la révolution n'était pas communiste et n'acquiesça jamais ce caractère, son accomplissement était l'œuvre du prolétariat, gagné par son secteur communiste, les bolcheviks. Hormis les déserteurs de la Socialdémocratie, qui s'efforçaient de faire sombrer la révolution, personne ne nia à l'époque ce fait, pas même les futures composantes de la gauche germano-hollandaise. On pourrait objecter que les bolcheviks tournèrent casaque, ou bien qu'il s'agissait de bourgeois démagogiquement déguisés en prolétaires, peut-être inconsciemment, puisqu'aujourd'hui certains tirent parti du freudisme à propos du refoulement, pour découvrir dans Lénine, depuis 1905; un psychisme bourgeois sous des apparences contraires. Qu'on se rappelle, à ce propos, que ce fut précisément Freud qui qualifia tous les révolutionnaires en bloc d'individus ratés, c'est-à-dire, incapables de prospérer dans la société bourgeoise. Encore faudrait-il montrer comment ces bolcheviks psychopathes ont réussi à faire plier l'histoire, et des centaines de millions d'hommes normaux, jusqu'à leur faire partager leurs propres tares. On voit vite que les niaiseries psychanalytiques ne mènent à rien. Le problème de la nature de la révolution russe reste intact.

Si Lénine et ses camarades n'étaient que des révolutionnaires bourgeois comme l'affirme Pannekoek dans « *Lénine Philosophe* » et comme par ailleurs le laissent entendre Otto Ruhle et d'autres, on devrait trouver en Russie une société bourgeoise avec la propriété individuelle et le Droit connexe exigé par la domination d'une classe. Rien de semblable n'est apparu, inutile d'insister. Ce qui a fourvoyé la gauche germano-hollandaise c'est de retrouver un capitalisme d'État là où elle s'attendait, comme tout le monde, à voir s'organiser la phase inférieure du communisme. De là elle tire, rétrospectivement, une révolution bourgeoise passée inaperçue universellement et dont l'impossibilité objective en 1917 provoqua justement le caractère prolétarien d'octobre. D'ailleurs, l'établissement et la consolidation du capitalisme d'État ne ressemble en rien à une révolution quelconque, mais bien à une contre-révolution, à la plus terrible qui soit, car dirigée contre la révolution communiste en Russie et partout.

Il n'y a aucune difficulté à cette dernière interprétation. Au contraire, elle est d'une cohérence sans interstices obscurs, avec le caractère prolétarien, mais resté politique, de la révolution. Celle-ci n'ayant pas atteint sa phase sociale, la base la plus solide de la contre-révolution, politique elle aussi, était nécessairement la propriété d'État, d'autant plus que le capitalisme avait dépassé à cette date le stade individuel, sa croissance réclamant désormais une très haute concentration. Le prolétariat russe fut poussé en avant par les possibilités mondiales des révolutions communistes ; corrélativement, la contre-révolution devait miser sur la plus complète concentration de capital. Elle devançait en cela le système tout entier, de même que le prolétariat russe avait devancé le prolétariat international. La dissymétrie entre révolution et contre-révolution est complète et dialectique.

Ajoutez à cela que l'idée d'une révolution bourgeoise en 1917 est incompatible avec celle de contre-révolution postérieure. La stalinisme avec son capitalisme d'État serait une suite toute naturelle de la première et un développement social positif. Plus rien, à partir de cette admission, ne s'oppose, au contraire, à admettre d'autres révolutions similaires, dans les pays peu ou pas industrialisés. Le capitalisme aurait encore devant lui une longue période de santé et d'expansion. Il serait vain, alors, de postuler où que ce soit la révolution communiste. C'est ainsi que la gauche germano-hollandaise a fait fausse route, malgré la justesse de certaines de ses vues face à Lénine, et qu'elle érode la pensée de ses imitateurs actuels. Quant à la Gauche italienne (bordiguisme) elle donne dans le même absurde tout en poussant jusqu'au grotesque quelques-unes des positions des bolcheviks.

L'année 1921 fut cruciale. Les armées de la contre-révolution bourgeoise et tsariste sont enfin vaincues. Mais la révolution, elle, est de moins en moins vivante. Son effort titanique l'a exténuée et ses propres fautes sont en train de préparer un dénouement contre-révolutionnaire jamais imaginé. Une vieille statistique de l'Institut Rockefeller, se rapportant à cette période, évalue la production russe à 3% de celle de 1913, la dernière année normale. On sait que devant les réquisitions forcées du communisme de guerre les paysans refusent de produire au-delà de leurs propres besoins, tandis que dans certaines régions la famine abattait des milliers de personnes. Dans les villes, un rationnement misérable exaspérait tout le monde, le marché noir atteignait son comble et nouait subrepticement des relations avec des hommes de l'État, des syndicats, des soviets, du parti jusque dans certains commissariats du peuple.

Cette situation intenable ne pouvait pas ne pas aboutir à une crise. Sur elle viennent se greffer la révolte de Cronstadt, la Nouvelle Économie Politique (la fameuse NEP) et les décisions du Xe Congrès du parti bolchévique, mutation dont les résultats politiques et économiques, devaient s'avérer incontrôlables et foncièrement négatifs.

Il n'y a pas lien de causalité entre Cronstadt et la NEP, comme l'ont cru certains. Bien au contraire, la révolte et la réforme économique ont une seule et même cause. L'une est la protestation contre le gouvernement, rendu responsable de la situation ; l'autre l'acceptation, par ces responsables, d'un changement longuement attendu et somme toute voulu ou bien reçu par la grande majorité de la population, non seulement par les bourgeois et les petits-bourgeois, mais par les travailleurs de l'industrie aussi. Sans l'effroyable famine qui ravageait le pays il n'y aurait pas eu de Cronstadt. La meilleure preuve en est le caractère désespéré, local, et même accidentel de la révolte. Elle n'était pas l'aboutissement d'un projet politique ou d'un mouvement plus ou moins vaste, se proposant de sortir la révolution de son impasse. Elle ne pouvait même s'attendre à un soutien actif de la part du prolétariat de Péetrograd, qui venait de dépenser peu avant son reste d'énergie, dans des grèves terminées par les bolcheviks entre négociation et répression. Même en acceptant comme bonnes les accusations des révoltés de Cronstadt contre les bolcheviks, il aurait fallu, pour être en mesure de pousser la révolution en avant, un large et persistant travail d'opposition, légal ou clandestin, aboutissant à une action d'ensemble fondée sur un programme communiste jusqu'à l'échelle internationale. Les hommes de Cronstadt ne se posaient pas le problème. Leur pensée était circonscrite, comme celle des bolchéviks mais de manière purement empirique, dans la nature politique de la révolution. Le cri de liberté dans les soviets ne pouvait pas tenir lieu de programme révolutionnaire. Il était justifié, il faut le dire sans réserve, mais à lui tout seul et à ce moment de famine sa réalisation aurait vraisemblablement abouti, une fois chassés les bolcheviks, à une démocratie capitaliste, cas des soviets allemands de 1918, qui pourtant avaient trouvé des conditions matérielles beaucoup moins désespérées. Les tenants du capitalisme croient que la révolution est engendrée par la misère. Bon nombre de révolutionnaires attribuent à celle-ci la vertu de susciter je ne sais quelle « prise de conscience » dans le prolétariat. En vérité, rien n'est plus funeste à une révolution, qu'elle soit à réaliser ou déjà faite.

Ce n'est pas là une défense sournoise de la répression menée par les bolcheviks contre les insurgés, au contraire. Les insurgés de Cronstadt ne représentaient pas la continuité et le développement de la révolution, mais ils constituaient, vaille que vaille, une partie de son courant général, tout comme, dans l'ensemble, les bolcheviks. Il ne s'agit pas non plus de les renvoyer dos à dos et de se laver les mains à propos d'un épisode lointain et troublant. Les bolcheviks avaient des idées plus nettes que les insurgés sur la révolution en Russie et internationalement. Mais ce fut précisément la certitude de les avoir qui les mena à la répression pour résoudre un conflit intérieur à la classe ouvrière, jusqu'à donner, d'une mesure à l'autre, dans l'erreur absolue de substituer leur dictature à la dictature de la classe, même si la substitution ne fut pas reconnue comme un principe. Cette capacité théorique, toutefois, aggrave la responsabilité des bolcheviks, qui auraient dû savoir démêler la situation par d'autres moyens. La précarité de leur pouvoir les affola. Ils ne pensaient qu'à sauver coûte que coûte ce pouvoir qui était indispensable à leurs yeux pour nouer avec la révolution occidentale, toujours attendue. A l'encontre de cet espoir, la répression devait renforcer dans les appareils imbriqués de l'État, du Parti, des syndicats et des soviets, les positions des éléments les plus dépourvus de scrupules et les plus droitiers, d'où surgirait plus tard le pouvoir le plus sciemment contre-révolutionnaire qui soit.

On est tenté de penser que ceux de Cronstadt étaient poussés par l'impatience si fréquente chez des hommes empiriques et chez des révolutionnaires en herbe, et les bolcheviks par l'infatuation de leur propre savoir. Il y eut certainement de cela, mais un événement d'une telle importance ne peut s'expliquer que par des causes plus profondes surgissant de la nature même de la révolution et de sa situation concrète. Permanente, *politique*, il ne faut

pas l'oublier, cette révolution stagnait et sa marche en avant semblait interdite par son économie ravagée, et renvoyée *sine die* par la défaite du prolétariat allemand. Sur ce, et au niveau des individus, la famine dressait les uns contre les autres. Dans de telles conditions, les dissensions entre révolutionnaires se multiplient, s'enveniment et risquent de se transformer en un affrontement belliqueux, chaque faction prétendant être la meilleure. Ce fut le cas de Cronstadt, dont la cause ultime découlait des conditions de vie où pâtissait le pouvoir des soviets. Mais, de manière plus ou moins intégrale et clairvoyante, toutes les factions constituées à l'époque s'inscrivaient dans le courant révolutionnaire. Par contre, celle qui devait tirer parti des événements, la faction contre-révolutionnaire, n'apparaissait pas encore au grand jour.

Par un singulier sarcasme de l'histoire, lourd d'enseignements, c'est la faction la plus clairvoyante qui devait finalement faire figure d'aveugle. Le choc de Cronstadt s'ajoutant à la clameur et à la fatigue universelles, les bolcheviks acquiescent au rétablissement du commerce. La NEP légalisa le marché noir et la production qui le fournissait, jusqu'alors clandestins, et avec eux, inévitablement, les relations personnelles entre leurs bénéficiaires et des hommes de l'appareil, multitude de bureaucrates, techniciens, administrateurs, dirigeants syndicaux et politiques. Il se produisit entre eux une solidarité, une mixture d'où devait sortir, sans beaucoup tarder, la caste réactionnaire stalinienne.

Presque simultanément, la prohibition des oppositions, y compris à l'intérieur du parti au pouvoir, imposée par le Xème Congrès, allait servir, toute provisoire qu'elle était, de centre de ralliement à tout ce qu'il y avait de conservateur et de louche. Elle mettait entre leurs mains l'instrument légal indispensable pour devenir le gouvernement le plus despotique de l'histoire contemporaine, sinon de l'histoire tout court. Cependant, au-delà d'un tel instrument, et même de la NEP, un autre facteur économique devait jouer en faveur de la contre-révolution et lui fournir le plus solide de ses fondements, à la grande surprise des révolutionnaires : la propriété et la centralisation étatiques des instruments de production. Dans le projet des bolcheviks, et compte tenu de la nature de la révolution, elle devait céder le pas et disparaître devant la gestion du prolétariat. Jusqu'à ce moment, restait ouverte la possibilité de ce transfert. Le développement quantitatif et qualitatif de la distribution imposée par le communisme de guerre l'exigeait, à moins d'accoucher d'un système où le rationnement aurait été remplacé par un salaire en nature. A partir de la NEP, avec l'amélioration des conditions de vie, œuvre de la réapparition légale des marchandises, c'est-à-dire, de la circulation capitaliste, la route vers le socialisme était bouchée. Les instruments de production, presque entièrement inactifs, se remettent en marche mais leur fonctionnement, leur rapport social avec le prolétariat est capitaliste. Eux aussi, ils produisent des marchandises, et sont mûs - valorisés, aurait dit Marx - par une autre marchandise : la force de travail ouvrière achetée par l'État. Leur vieille fonction sociale subsistait et la suppression des capitalistes individuels ne devait servir qu'à la rendre plus dure encore. Ainsi, le prix de l'amélioration du ravitaillement était la réactivation du capitalisme structuré par l'État et pour l'État.

C'est une grave méprise de croire que l'opposition dite Ouvrière, soumise aussi à la discipline obligatoire par le Xème Congrès, indiquait une issue essentiellement différente de celle où allait s'embourber la fraction majoritaire inspirée par Lénine. Son ouvriérisme était en fait du syndicalisme, comme il ressort indubitablement de son programme. Sa prédominance n'aurait pas changé la reprise de l'économie sur des structures capitalistes. Tout au plus, la gérance des syndicats aurait octroyé à leur bureaucratie le premier rôle que détenait la bureaucratie du parti, en attendant que l'accumulation élargie intègre tous les éléments de diverses provenances dans la même caste profiteuse et policière. Aucune gestion de la production ou propriété syndicale ne peut ouvrir la voie au communisme, pas davantage que celle d'aucun autre organisme distinct de la classe ouvrière dans l'immédiat, et par sa médiation de la société.

Au moment où Lénine proposait l'organisation du capitalisme d'État, celui-ci entrait subrepticement en scène dans la mesure où les instruments industriels de travail reprenaient leurs fonctions comme propriété d'État. Dès lors, cette sorte de capitalisme s'imposait plus qu'il n'était sciemment voulu. Lénine et la plupart des bolcheviks n'y voyaient encore qu'un expédient, un pas en arrière de la révolution assiégée, dans l'attente de voir le siège levé par le prolétariat occidental. De là la condition réitérée : un capitalisme d'État *effectivement* contrôlé par les soviets. Or, les soviets n'étaient plus en mesure de contrôler quoi que ce soit. Désertés par une classe ouvrière dont l'occupation obsédante était la recherche d'une pitance quotidienne, ils étaient la proie de la bureaucratie et des éléments arrivistes, dont l'emprise allait être renforcée par la suppression des partis et des fractions. Mais admettons par hypothèse que des soviets réellement représentatifs auraient conduit le capitalisme d'État proposé par Lénine. Ils se seraient montrés impuissants à empêcher la renaissance de tout « le vieux fatras », comme disait

Marx, parce que les instruments de production modernes ne peuvent fonctionner que par le travail salarié et l'exploitation qui s'ensuit, ou bien par l'abolition radicale de cette forme de travail par laquelle personne, hormis les exploités, ne peut manger, rien obtenir, rien faire à son gré sans louer ses facultés pour de l'argent. Croyant se donner un répit avant la reprise de la révolution européenne, les bolcheviks ouvraient inconsciemment la porte à une réaction de type entièrement nouveau, qui devait détruire, dans le monde aussi, après la Russie, toute tentative d'émancipation du prolétariat, et jusqu'au mouvement révolutionnaire en tant qu'organisation et que pensée.

De la Commune de Paris, les révolutionnaires avaient tiré une leçon de grande portée, entre autres : l'État capitaliste ne pouvait être conquis ni utilisé ; il devait être démoli. La révolution russe approfondit de manière décisive ce même enseignement : l'État, si ouvrier, si soviétique soit-il, ne peut pas être l'organisateur du communisme. Propriétaire des instruments de travail, collecteur de surtravail social nécessaire (ou superflu), loin de dépérir, il acquiert une force et une capacité d'étouffement illimitées. Philosophiquement, l'idée d'un État émancipateur est pur idéalisme hégélien, inacceptable pour le matérialisme historique.

Une autre leçon de grande portée se dégage de l'expérience, relative au rapport entre la classe révolutionnaire et son organisation politique. La notion de prolétariat érigé en parti, les bolcheviks l'ont transférée de la classe à leur parti. Ce n'était pas délibéré ni tant soit peu explicite ; ils ont même nié cette identification comme principe. Mais de fait, la substitution de la dictature de parti à la dictature de la classe était rapidement réalisée. Le Xème Congrès l'entérine et la développe. Il déclenche un processus qui devait aboutir à l'anéantissement physique de ce même parti, qui sera transformé en son contraire.

En somme, les deux sources principales de la contre-révolution ont été la propriété étatisée et la dictature de parti ; celles-ci sont toujours ses bases les plus solides.

L'histoire a ainsi démontré l'inanité d'une révolution permanente telle qu'elle était conçue par Trotski et Lénine pour les pays arriérés, sans que pour autant elle ait donné raison, bien au contraire, à ceux qui y prênaient le développement des relations bourgeoises. Le temps qui nous sépare des événements nous permet de discerner sans conteste que la prise du pouvoir par le prolétariat n'avait d'avenir et ne pouvait pas même durer quelques années, jusqu'à recevoir des renforts extérieurs, à moins de s'implanter sur une économie communautaire, fût-elle fondée sur la misère, car toute emprise matérielle sur les hommes se retourne contre eux dans les conditions modernes.

Marx croyait qu'une révolution pourrait épargner à la Russie de « traverser le calvaire du capitalisme », si elle sauvait les communautés agraires primitives encore subsistantes, les étendait et les développait à l'aide de la technique occidentale. Ces communautés avaient presque entièrement disparu en 1917, et les bolcheviks ne connaissaient pas le texte où Marx s'exprime ainsi, publié bien après. N'empêche que l'expérience a montré de manière aussi irréfutable que cruelle, qu'un pays, arriéré ou non, où les travailleurs de la ville et de la campagne s'emparent du pouvoir, ne peut progresser en révolution permanente qu'en brisant le rapport économique capital--saliariat et en se gardant de l'introduire là où il n'existe pas. Dans les conditions mondiales existantes, sur la base de ce rapport, le passage à l'industrialisation, si poussée soit-elle, est une œuvre réactionnaire, à moins qu'elle ne soit d'emblée contre-révolutionnaire. Car tout le nécessaire existe sur notre Terre pour anéantir le piétinement millénaire de l'homme par l'homme.

Il n'est pas possible de fixer une date à la fin de la révolution en Russie. Elle n'a pas lieu en un jour ni en une année, mais par des processus imbriqués et souvent contradictoires, tantôt se modifiant, tantôt s'excluant les uns les autres, et dont la signification n'apparaît évidente qu'une fois qu'ils ont abouti. Le négatif aussi bien que le positif sont contenus dans toute révolution, depuis ses débuts, comme développements possibles. Chaque étape prend forcément racine dans l'étape antérieure. Il est indéniable, cependant, que dans l'année 1921 la révolution franchit la borne au-delà de laquelle l'étouffement l'attendait. Le retrait, peu discernable auparavant, se transforma en marche arrière avec la NEP, et la déroute, dissimulée alors sous la reprise de l'activité économique, prend les contours d'une débâcle quelque temps après. Le stalinisme trouva là son impulsion initiale.

Une représentation révolutionnaire de la contre-révolution doit mépriser les niaiseries sur la nature crypto-bourgeoise des bolcheviks, non moins que les cancans aux allures de « petite histoire » sur leur scélératesse et leur avidité de pouvoir. Ils conduisent à nier la révolution russe et la révolution en général ; c'est l'œuvre de sceptiques dans une débâcle qui n'est pas seulement la leur, mais surtout, de plus en plus, celle de staliniens en

défroque.

Des facteurs historiques et des facteurs humains ont joué dans la perte de cette révolution. Tout premièrement, c'est la misère de la vieille Russie, portée jusqu'à la dévastation par deux guerres. La misère morale déposée pendant des siècles dans de larges secteurs de la population avait dressé contre la révolution la plupart des techniciens et hommes de quelque savoir ; ce sera la future « intelligentsia » de Staline. Tout de suite après, ce fut l'échec du prolétariat allemand, (1918-19) alors qu'on attendait de lui le salut. Contre ces faits, la révolution ne pouvait rien ; ils étaient là, accablants. Elle ne pouvait que modifier l'héritage qui lui était échu et rester dans l'attente d'un redressement du prolétariat à l'extérieur. Les bolcheviks en avaient pleine conscience. C'était même ce qu'ils se proposaient de faire. Mais précisément dans ce domaine, leur intervention en tant que facteur humain, en tant que révolutionnaires, conduisit à un fiasco qui devait engendrer la contre-révolution.

Depuis le moment le plus dangereux de la guerre civile, alors que Pétrograd était attaquée par les armées blanches, les bolcheviks conçurent l'idée, très vigoureusement exprimée par Lénine, de ne pas capituler devant l'ennemi, de ne lui céder du terrain que s'ils s'y voyaient forcés, et de tenir toujours haut hissé le drapeau du pouvoir révolutionnaire, au besoin en l'installant dans l'Oural et jusqu'en Sibérie même. Le tout, pour eux, était de gagner du temps, car la révolution en Occident ne pouvait pas ne pas éclater. Seuls des traîtres ou des faiblards apeurés pouvaient aller contre un tel dessein. Eh bien, la même détermination guide toutes leurs mesures et toutes leurs décisions postérieures, jusque et y compris, la NEP ! Cependant, à mesure que le danger d'un écrasement militaire s'éloignait et que le pouvoir devenait un fait de contrainte pour la majorité des travailleurs, la volonté de le conserver coûte que coûte se séparait d'avec la nécessité de conservation de la révolution et d'avec le caractère politique ou permanent de cette dernière. Ses assises passaient des classes travailleuses au Parti. Avec ce transfert, la représentativité historique des travailleurs, jamais complète et moins encore parfaite, allait se trouver amoindrie et particularisée comme distincte de la classe révolutionnaire. Du moment que la dictature du prolétariat se concentre dans le Parti et se trouve circonscrite par lui, il suffit de modifier le Parti ; alors, si révolutionnaire, si pur soit-il à l'origine, il peut devenir sa propre négation, le centre de la contre-révolution. C'est une transformation que toute organisation est en mesure de subir ; elle est, par contre, impossible et même impensable pour la classe révolutionnaire en tant que telle. La théorie révolutionnaire doit se confirmer et se justifier dans la pratique, et la pratique, ce sont des réalisations pour et par les exploités.

En même temps que s'officialise la dictature de parti, la NEP greffe sur elle un facteur économique aux répercussions lointaines et destructrices, bien au-delà de la Russie. A côté de la production et du commerce libres, qui ne dépassaient pas ceux des koulaks et des « nepmans », c'est-à-dire ceux de la petite bourgeoisie agraire et des petits capitalistes industriels et commerciaux, une production et un commerce capitaliste dont le volume irait en grandissant, sont organisés par l'État. Celui-ci beaucoup plus que l'autre est responsable de l'engrenage réactionnaire dont on devait voir plus tard la gravité. En effet, c'était un contresens, la plus extravagante des illusions que de croire qu'un capitalisme, fût-il d'État, pourrait être contrôlé par les travailleurs organisés en soviets. Mais alors que les soviets n'étaient plus, ou presque, qu'une fiction, et que le Parti, très contaminé déjà par des bureaucrates et des arrivistes, occupait toute la scène de l'activité sociale, son contrôle, le seul vrai, le seul praticable dans de telles conditions, le convertirait en propriétaire collectif du capital et de l'État. A partir de ce moment, la multiplication des instruments de travail, et donc de la richesse, ne pouvait que renforcer la dictature de ce parti et porter la dépendance des travailleurs à son égard à un degré jamais vu sous le capitalisme individuel.

A cette grave méprise s'ajoute un autre facteur, d'autant plus irrésistible que son action, tout à fait imprévue, n'apparaît au grand jour que bien après. Les bolcheviks - il faut le rappeler - avaient saisi exactement, audacieusement, les possibilités d'une révolution prolétarienne, grâce à la situation mondiale et au caractère réactionnaire d'une bourgeoisie autochtone restée pourtant à un stade presque rudimentaire. Or, cette même circonstance avait son contraire, son antithèse dans le domaine du capitalisme. En effet, la croissance économique sur la base du rapport capital-salariat ne pouvait plus emprunter le biais du propriétaire privé, seulement celui des grands monopoles richissimes, ou celui du monopole exclusif de l'État surpassant la concentration du capital en Occident, faute de pouvoir surpasser la qualité dans l'immédiat. Le processus qui mène du propriétaire privé au grand capital s'est déroulé en Europe et aux USA pendant une longue période, accompagné de circonstances politiques et techniques particulières. Il ne se remettrait en marche nulle part. Le dépassement politique de la bourgeoisie comme classe était aussi un dépassement économique, on l'a vu partout après la Russie. De plus, la résistance du capitalisme à la révolution communiste, dont les conditions historiques sont données depuis le début

du siècle, réclame une centralisation du capital, de la répression et de la tromperie politique en proportion directe avec la présence active de la révolution.

Ainsi, la face opposée des circonstances mêmes qui ont permis la révolution russe, conditionne par la suite et à l'insu des bolcheviks, la contre-révolution comme capitalisme d'État. Elle est, de loin, la plus importante de ses causalités. Cela permettra de comprendre, plus avant, la rupture de continuité entre la révolution et la contre-révolution, et pourquoi la vague révolutionnaire déclenchée dans le monde par le grandiose Octobre rouge, fut bientôt délibérément menée à sa perte par le Kremlin. L'assaut du pouvoir avait été déclenché en fonction de l'imminence de la révolution occidentale ; mais celle-ci devait être finalement vaincue pour une longue période, non point par la bourgeoisie, mais grâce à l'intervention politique ou policière, ou les deux à la fois, du Kremlin.

III

LE PARTI-ÉTAT et la CONTRE-RÉVOLUTION STALINIENNE

Un regain de la révolution n'était guère concevable en Russie après la NEP, tant étaient vastes les intérêts conservateurs nouveaux qu'elle soudait aux restes des anciens intérêts capitalistes, ceux qui avaient comme support des couches sociales du passé, et ceux qui émanaient de la loi de concentration des capitaux en train de trouver un support anthropomorphe. Mais il n'était pas impossible de sauver l'avenir de la révolution mondiale. Celle-ci devait se manifester encore, en Europe et ailleurs, malgré le premier échec du prolétariat allemand. Cette défaite, en réalité partielle et provisoire, inspira aux bolchéviks la retraite économique et politique de 1921. Ils voulaient se mettre ainsi en situation d'attente. Or, l'effet de leurs mesures sur la révolution mondiale s'avéra immédiatement négatif et le devint de plus en plus, au fur et à mesure du « redémarrage » économique sur le schéma indiqué par la NEP. Dans tout le territoire, des millions de représentants du pouvoir, grands et petits, s'accrochaient non seulement à leurs prérogatives, mais surtout aux émoluments légaux ou subreptices, y attachés ou connexes. Ce penchant prévaricateur, né sous le règne de la famine et du marché noir, devait aller en s'accroissant avec la normalisation mercantile. L'immobilisme était une nécessité vitale ; il s'imposait à cette couche sociale qui détenait une grande partie des ressorts du pouvoir. C'est elle qui devait mettre en avant la revendication, sa revendication de « socialisme » dans la seule Russie. Le stalinisme était dans l'air avant même que l'individu prêt à assumer la besogne ne se présentât.

Dès ce moment, la révolution mondiale devenait une simple figure de rhétorique, dont la transposition en politique extérieure consistait en ceci : « qu'on ne nous gêne pas avec des révolutions qui risquent de compromettre notre relèvement économique ». La vapeur était renversée. A supposer que la « construction du socialisme » eût été réelle, la révolution dans d'autres pays constituait pour elle une nécessité absolue dont les succès simplifieraient d'autant ses propres tâches. Tout au contraire, ce pouvoir qui devait attendre le salut de l'extérieur, s'opposa aux tentatives de révolution d'autant plus ouvertement qu'il progressa davantage dans la construction de son prétendu socialisme. La contradiction entre la révolution communiste mondiale et l'économie russe apparaît tout de suite après la NEP. Elle joue déjà dans l'Allemagne de 1923, quoique de manière obscure. Dans la même mesure où la révolution se départait de ses objectifs en Russie même, le nouveau pouvoir en gestation au Kremlin se désintéressait de la révolution mondiale ou lui devenait hostile. Sa politique extérieure ne pouvait être que le reflet plus ou moins voilé de sa politique intérieure. Déjà à ce moment, la clique bureaucratique qui deviendrait la caste stalinienne dominait au Kremlin.

Si beaucoup de bolcheviks, dont Lénine lui-même, ont décidé le tournant de 1921 non sans une grande appréhension, ils étaient très loin d'en soupçonner les catastrophiques implications. Empêtrés dans l'identification de la dictature du prolétariat avec celle de leur parti, leurrés par des présuppositions radicalement fausses sur les conséquences sociales de la nationalisation, ils déclenchèrent un processus qui allait échapper à leur contrôle et même aller à l'encontre de leurs buts à court et à long terme.

La même cécité dicte à Lénine son testament politique. On y apprend ce qu'il pensait de la personne du futur « génial père des peuples », mais sur l'essentiel il se trompe d'un bout à l'autre. La scission du Parti, qu'il voulait éviter, était la seule chose bénéfique à faire à ce moment-là, le temps l'a démontré. Le conservatisme bureaucratique, installé de plus en plus à la direction de tous les organismes, ou simplement, alimenté par le marasme idéologique de nombreux bolcheviks, n'aurait pas moins remporté la victoire. Mais il fallait une rupture, la plus radicale et spectaculaire possible, entre ceux qui restaient sur des positions révolutionnaires et ceux qui les abandonnaient, entre ceux qui prônaient la révolution mondiale et ceux qui la craignaient. Il fallait faire appel aux travailleurs contre le Parti et le gouvernement, au nom de la continuité internationale de la révolution. Et tant pis si Lénine et Trotski, ou l'un des deux, devaient être fusillés, avec beaucoup d'autres. Le monde aurait compris. La fin

de la période révolutionnaire française peut être datée du 9 thermidor an II, lorsque Robespierre, Saint-Just, Lebas, etc. qui préparaient l'insurrection contre les conventionnels conservateurs, sont pris et guillotins. Malheureusement, il est impossible d'accoler une date quelconque à la fin de la révolution russe. Et c'est cela qui a entretenu l'équivoque et facilité par la suite la défaite de toutes les révoltes ouvrières auxquelles Octobre 17 avait donné l'impulsion.

En effet, la sympathie des travailleurs allait toujours à ceux qui, à leurs yeux, représentaient la révolution russe. Ils ne représentaient en réalité que ceux qui la détruisaient et déclaraient superflue la révolution mondiale. Inspiré ou manoeuvré par les partis liés à Moscou, le prolétariat courait à sa perte. A mesure que la vague révolutionnaire se déployait de l'Allemagne et de la Chine, à l'Allemagne encore et à l'Espagne, les intérêts les plus profonds et les projets les plus concrets du Kremlin devenaient plus sciemment et plus impérativement réactionnaires. Ses acolytes de toutes nationalités n'auraient pu jouer auprès du prolétariat en lutte le rôle néfaste qui est encore le leur, si la délimitation entre thermidoriens et anti-thermidoriens en Russie même avait été évidente.

Par ailleurs, si l'Internationale Communiste s'est laissée déglutir si facilement par le stalinisme, les basses pratiques et la corruption déguisées dont il fit le plus large emploi ne se sont révélées efficaces que parce que l'homogénéité régnait ou semblait régner à Moscou. La fidélité à la révolution joua dans un premier temps, c'est incontestable. Mais étant en vérité une fidélité au gouvernement et au Parti russes en pleine transformation réactionnaire, elle prépara le terrain aux agissements d'où sortiraient des directions « communistes » nationales dévouées corps, âmes et biens à leur suzerain. Ainsi furent créés, d'un néant de boue, tant de « fils du peuple » : les Thorez, Pasionaria, Mao Tse-toung. On ne saurait trop souligner la vaste portée de ce remaniement. En quelques années, des organisations qui rassemblaient les plus sains et les plus lucides révolutionnaires devinrent des pépinières d'arrivistes, ennemis embusqués de la révolution, de mouchards et de calomnieux cyniques de tous ceux qui restaient sur le terrain du prolétariat mondial ou tant soit peu à leur gauche. Et cette métamorphose sournoise, à l'insu de la classe ouvrière et des simples militants éblouis par les « dix jours qui ébranlèrent le monde », s'accomplissait sous le couvert de l'Octobre rouge, au nom du marxisme (plus tard, au nom du « marxisme-léninisme-stalinisme » où la vérité transperce dans le dernier terme, seul valable). Cette opération n'a réussi que grâce au caractère dissimulé du Thermidor russe.

Le Thermidor est introduit par le truchement du parti bolchevik et de son pouvoir. Lénine y a contribué à son insu, par la NEP, aussi bien que par son Testament et par les décisions du Xème Congrès. Et lorsque Trotski, Rakowsky et l'Opposition de Gauche en conçurent le soupçon, il était trop tard, et par-dessus le marché leur dénonciation était incomplète. Le charme d'une révolution en passe de devenir contre-révolution n'était pas rompu. Et la révolution mondiale, partout où elle faisait surface, tournerait encore ses regards vers la première pour être victime de la seconde.

C'est là, à mes yeux, la plus lourde responsabilité des bolcheviks. De Lénine en 1921 et de son Testament. De Trotski, très longtemps retenu par ce même Testament et par les inimitiés que son non-bolchevisme antérieur lui valaient. Car, si la nationalisation de l'économie, la dictature de leur organisation, la distribution de la terre en propriété privée et même la répression insensée à Cronstadt peuvent encore être considérées comme des bévues difficiles à éluder dans la situation inextricable où la révolution était tombée, après la NEP on touchait du doigt le résultat négatif de son parcours. Reprendre le cap vers la révolution mondiale, se mettre en condition de l'aider dans l'avenir, exigeait la scission, au vu et au su de tout le monde, des éléments révolutionnaires. Le pouvoir existant, la direction suprême du Parti, après avoir reculé dans l'attente des secours du prolétariat international, se mettait à les craindre, à y voir une perturbation de la stabilité résultant de la NEP. Il devenait impératif de laisser le chemin grand ouvert à la révolution communiste internationale qui avait été à l'origine d'Octobre 17. La contradiction entre le prolétariat et les petits propriétaires paysans, entre Trotski et Staline dans le Comité Central bolchevik (motif du Testament de Lénine), l'unité du Parti pouvait les masquer, non point les résoudre à l'avantage du communisme. Les tendances économiques du prolétariat et des paysans s'exprimaient dans l'hostilité entre les fractions des deux hommes, comme le disait Trotski. Mais ce n'était qu'une localisation, mal exprimée, voilée par le labyrinthe de la politique russe, d'une contradiction bien plus large et décisive. Celle-ci adoptait un aspect clair : défense de la révolution internationale, d'un côté ; du « socialisme » dans la seule Russie, de l'autre. En effet, les intérêts dissimulés derrière cette invention de Staline étaient autrement puissants que ceux des petits propriétaires. Ils embrassaient toute l'économie industrielle, en plus du pouvoir, et seraient bientôt en mesure de se subordonner de gré ou de force les intérêts paysans. Par contre, la lutte pour la révolution dans d'autres pays, soutenue par

l'Opposition de Gauche trotskiste, traduisait les intérêts du prolétariat mondial, en tant qu'unité face à un capitalisme également mondial, c'est-à-dire, aussi, face au capitalisme d'État en train de se combiner en Russie même. Ce dernier aspect, cependant, ne fut jamais formulé par l'Opposition de Gauche ni par Trotski. Au contraire, il était masqué par leur définition de la Russie, et par leur programme. Cela s'ajoutant au retard de l'Opposition à lever le drapeau contre la bureaucratie, contribuerait encore à cacher aux yeux des travailleurs de tous les pays que c'en était fini de la révolution russe. Gaffe de Trotski et des meilleurs bolcheviks, suite aux gaffes de Lénine, certes, mais ce sont ces gaffes qui ont permis au stalinisme d'anéantir toute tentative révolutionnaire, de prostituer les idées et les hommes par milliers dans chaque continent, Là se trouve la plus grave des responsabilités des bolcheviks.

En vérité, quelque temps après la NEP il ne survivait de 1917 que l'esprit révolutionnaire, même désorienté, de ceux qui refuseraient de s'accrocher aux mamelles du capitalisme d'État en gestation. Mais cet esprit lui-même était obscurci par l'idée - générale à l'époque, et pas seulement en Russie - que la contre-révolution adopterait la forme d'un rétablissement de la propriété privée, sinon du tsarisme.

Cinquante ans après ce passage fourbe au Thermidor et à sa suite, les répercussions néfastes pour la révolution mondiale se font encore sentir gravement. Trotski personnellement, la IV^{ème} Internationale et d'autres ont beau avoir dénoncé le Thermidor ou même la contre-révolution politique, le tour était joué bien avant, et leur conception de celle-ci tout à fait incongrue. Une contre-révolution érigée sur un terrain socialiste ou para-socialiste - thèse fondamentale de la notion d'« État ouvrier dégénéré » - est un non sens pas du tout fait pour ôter des esprits la venimeuse influence politique du Kremlin. La balourdise de l'actuel trotskisme, son indigence politique, lorsque ce n'est pas sa capitulation, ont leur source dans cette gaffe du maître, dont la rectification terrifie toujours les disciples. Il faut dire que pareille impuissance, aujourd'hui voisine du crétinisme, est la pire des suites de leur abandon de l'internationalisme pendant la guerre de 1939-45. Depuis lors, le trotskisme a contribué à la dégradation du mouvement révolutionnaire et à la déliquescence de ses représentations théoriques.

Le mercantilisme introduit par la NEP n'a jamais pris fin, quoi qu'on en ait dit, même pas avec ce qu'on appelle encore « collectivisation » forcée. Force il y eut, implacable, mais collectivisation point du tout si ce n'est la réduction collective des laboureurs au rang d'ouvriers salariés. La liberté de produire et de vendre passait des individus à l'État, encore que celui-ci, pour apaiser les paysans mutinés, en passe de tout ravager, et pour combler ses propres incapacités, dût leur abandonner de minuscules lopins à exploiter à leur guise. Même absorption par l'État des industries et du commerce individuel citadins, avec une différence importante toutefois : cette bourgeoisie moyenne et petite, loin de retomber dans la dure condition des salariés, s'incorporait aux rangs de la bureaucratie comme à son milieu naturel. Un marché privé redevenu noir ne cessa jamais, plus ou moins toléré ; mais à côté des produits alimentaires provenant des lopins paysans, ce sont les marchandises dérobées à l'État qui assurent encore son approvisionnement.

Marchandises... Le mot regorge de signification. Il vaut, tout seul, la plus minutieuse des analyses. Vendues dans les magasins de l'État ou au marché noir, ce sont des produits inaccessibles aux consommateurs autrement que par l'achat, et à son tour la capacité d'achat dépend strictement, pour tout ouvrier, de la vente préalable de sa force de travail. Dans ce tour de passe-passe économique, il faut le répéter ici pour la cohérence de l'exposé, la différence entre ce que la classe ouvrière consomme moyennant les salaires, et ce qu'elle produit, constitue le taux d'exploitation que capitalise, dépense ou gaspille à son gré le détenteur des instruments de travail : l'État. Mais comme l'État, si multiforme soit-il en tant qu'organisme, n'est nullement une entité dépourvue de chair et d'os, pas plus que la représentation parfaite de la société, ce sont les hommes du parti investis des pouvoirs de l'État qui incarnent, avant tout, les exploiters capitalistes.

Ce raccourci historique est indispensable pour distinguer l'aboutissement d'un processus. Mais celui-ci s'est déroulé des années durant, par des chemins tortueux et sans que ses protagonistes aient eu conscience de ce qu'ils faisaient, au début tout au moins. Ni le bureaucratisme, ni la perfidie de quelques individus ne suffisent à rendre compte de ce qui s'est passé. Staline était, assurément, un cas rare, sinon pathologique, d'absence de scrupules, de mégalomanie, d'ignorance et de bestialité primitive. Mais un bipède de telle espèce n'est, par définition, bon à rien, sauf à se faire gifler sa vie durant, à moins de trouver toutes données des conditions sociales et des leviers organisationnels permettant à ses tares de se muer en qualités indispensables pour sauver ou promouvoir certains intérêts. Les conditions sociales de la contre-révolution se sont présentées d'elles-mêmes, oui, mais les leviers

organisationnels c'est le parti bolchévik qui les créa, et ensuite les abandonna à la merci d'un Staline, non seulement par les pouvoirs totalement arbitraires conférés au Secrétariat à l'Organisation, mais aussi par l'exclusivité gouvernementale qu'il s'était lui-même décernée.

Vu avec la perspective d'aujourd'hui, on dirait que le parti bolchevik, celui du temps de Lénine et de Trotski, de tous les meilleurs, se précipitait aveuglément à sa perte. En effet, si le monopole du pouvoir visait les autres partis et tendances se réclamant aussi de la révolution, c'est le parti bolchévik qui devait finalement subir le plus effroyable des contre-coups. Il allait être physiquement décimé, politiquement avili, retourné sens dessus-dessous. La discipline respectée par tous au nom d'une révolution qui agonisait devant leurs yeux, dont il ne leur restait en vérité que l'espoir d'un secours du prolétariat extérieur, permit à l'appareil d'immobiliser ceux qui refusaient la marche arrière, jouant de leurs divergences quand il ne les manœuvrait pas comme alliés. A la mort de Lénine, l'appareil imposa le secret du Testament ; ceux qui voulaient sa publication acceptèrent la discipline. Ceux qui restaient révolutionnaires étaient dépourvus de tous moyens d'agir et même de se faire entendre, par un appareil qu'ils avaient bâti et auquel ils avaient laissé le loisir d'établir partout ses inconditionnels. Ainsi, lorsque Trotski décida, enfin, de faire acte public d'opposition, il se trouva aussi impuissant devant l'appareil qu'un quelconque paysan.

Rien d'étonnant si, dès avant le premier plan quinquennal, Staline sortant de l'ombre se trouvait en mesure de déclarer à l'adresse de l'Opposition trotskiste : « Les cadres actuels ne peuvent être changés que par la guerre civile ». Paradoxalement, c'est Trotski qui ne l'entendait pas ainsi. Il voulait toujours changer ces cadres de l'intérieur, par le jeu du centralisme démocratique. Mais il n'y avait plus que le centralisme policier. Des oppositionnels insoumis, des bolcheviks de la première époque allaient en prison ou prenaient le chemin des isolateurs politiques en Sibérie. La répression prit tout de suite, comme cible principale le parti bolchevik même, jusqu'à adopter l'allure d'une extermination, non seulement des trotskistes, des anciens militants et autres oppositionnels, mais aussi d'une bonne partie des premiers cadres staliniens. Le macabre bilan de cette répression n'a pas son pareil dans les annales de l'humanité, ni par le nombre d'assassinés et de morts dans les camps de concentration, ni par la campagne mondiale de calomnies à l'égard des victimes. Elles étaient invariablement présentées comme trotskistes, ce qui n'était vrai que pour une partie, et le trotskisme comme un ramassis de voyous mercenaires à la solde de Hitler (de Washington pour la durée du Pacte Hitler-Staline) dont le seul but était de démanteler « la patrie du socialisme » et de tuer « le génial Staline ». Cette répression atteignit son apogée dans les immondes procès de Moscou. Une partie des bolcheviks les plus connus y récitaient des aveux sur Trotski et les trotskistes, sur eux-mêmes, dictés par Staline et acceptés par les accusés après des tortures physiques et morales endurées quelquefois pendant des années. Cependant, le grand nombre d'accusés qui résista jusqu'à la mort, souvent en accusant le stalinisme d'incarner la contre-révolution, mérite d'être rappelé ici.

A l'issue de ces « procès en sorcellerie » (1936-1938) la contre-révolution stalinienne et son nouveau capitalisme n'avaient enfin rien à craindre. Quinze ans se sont écoulés entre le moment de son insinuation thermidorienne et sa consolidation indiscutée. Période longue et déroutante s'il en fut pour ceux qui l'ont vécue, en Russie et ailleurs, mais contemplée à l'échelle des temps, tel que nous commençons à pouvoir le faire, on y distingue sans équivoque possible la rupture de continuité entre révolution et contre-révolution, entre bolchevisme et stalinisme. Impossible d'en dénicher une autre aussi achevée, aussi sanglante, aussi internationale. Le parti qui incarne la contre-révolution porte toujours le nom du parti qui donna la signal de la révolution. certes, mais celui-là est à celui-ci ce qu'une garde prétorienne est à une insurrection, ce qu'un amas de fumier est à un champ de coquelicots.

La contre-révolution était politique parce que la révolution n'avait pas dépassé le stade politique, il faut le répéter. N'empêche que ses progrès et son extériorisation vont de pair avec son affermissement économique. La fonction sociale des instruments de travail n'avait pas changé, mais tout de même, la contre-révolution se voyait menacée aussi longtemps que le roulement capital - salariat - plus-value - capital accru, ne s'effectuerait pas aisément et ne mettrait pas entre ses mains de très grandes disponibilités matérielles. Sur le seul fond économique hérité du tsarisme, n'aurait pu surgir qu'une contre-révolution de type ancien, avec une classe de propriétaires privés. Or, le capitalisme individuel avait fait long feu, sans retour possible. De ce fait, la contre-révolution politique restait maîtresse d'une économie d'État, dont l'expérience devait lui apprendre bien vite qu'elle était son soubassement le plus solide. Ainsi entra dans l'histoire un type de contre-révolution capitaliste nouveau, mais en parfaite consonance avec le stade du système mondial, déjà très concentré et réactionnaire.

De même que la nature de la révolution explique le caractère particulier de la contre-révolution, de même elle nous éclaire sur les caractéristiques des opposants à celle-ci. D'abord il faut dire que personne n'a vu, en Russie pas plus qu'ailleurs, d'où viendrait le reflux ni comment il s'organiserait. Avec des décalages de temps divers, les opposants ne voyaient dans la politique de l'appareil - dictée par Staline à partir de 1926-27 - qu'un danger, que des erreurs plus ou moins graves susceptibles de conduire à une restauration de l'ancien capitalisme. Le lien entre la politique de droite de l'appareil et la fonction sociale des instruments de travail, nul ne l'établit, sinon plus tard, du fond des geôles et des Isolateurs politiques. Il reste que l'opposition au stalinisme, même pour les cas les plus tardifs, contenait, en dépit de vues incomplètes ou fausses, la défense de la révolution face à ses nouveaux ennemis. Oui, les centaines de milliers, les millions d'hommes assassinés et calomniés par le stalinisme, bolcheviks ou pas, ont payé de leur vie leur irréductibilité à la contre-révolution. Aucun parti au monde n'a payé d'un si haut prix son attachement au prolétariat... et ses propres faiblesses. Aucun régime n'a massacré tant de révolutionnaires, tant d'ouvriers et d'intellectuels que le régime stalinien.

C'est l'Opposition de Gauche (trotskiste) qui formula le mieux l'opposition au stalinisme. Non point par ses propositions de politique intérieure dont on peut mesurer aujourd'hui la méprise en lisant la « Plateforme de l'Opposition de Gauche » et la brochure de Trotski « Cours nouveau », mais par ses positions internationales. Leurré par les mots, et par une identification trop sommaire de l'expropriation des bourgeois à l'expropriation du capital, Trotski ne réalisa pas ce que recelait la « construction du socialisme dans un seul pays » qui valut à Staline le grade de Chef indiscuté de tous ceux qui, haut ou bas placés, n'aspiraient qu'à jouir d'une prébende. La formulation stalinienne lui semblait chimérique et même réactionnaire. Cependant, il ne comprit pas qu'il s'agissait de construire en vérité le capitalisme. Par contre, il dénonça vigoureusement le fait que dans cet ordre d'idées la révolution mondiale n'apparaissait plus indispensable, et qu'un pouvoir ainsi orienté finirait bien par la trahir. La perspective internationale qui avait été à l'origine d'Octobre 17 restait malgré tout présente chez la multitude d'hommes tués par le stalinisme, et l'Opposition trotskiste la plaça au centre de son combat théorique. Mais non sans une erreur d'analyse grave. En effet, trahir la révolution mondiale, ou seulement la déclarer non indispensable, ne pouvait être que le signe d'une trahison préalable de la révolution russe. Or, la qualification de la Russie comme « État ouvrier dégénéré » ne pouvait qu'affaiblir les chances de révolution où que ce fut, sans même parler ici de l'inconsistance théorique de cette formule.

Une fois le processus économique parvenu à son terme, après le processus de réaction politique, nous nous trouvons en face d'un capitalisme centralisé comme aucun autre, tel qu'il a été décrit dans le premier chapitre. L'État dispose à discrétion - use et abuse - des structures et des superstructures servant à mettre en valeur les instruments de travail. A son tour, l'État est entre les mains du Parti sans la moindre faille. On aurait tort, cependant, de croire que ce Parti se limite à contrôler l'État ; ils ne font qu'un, c'est le Parti-État. Mais dans la vaste pyramide du fonctionariat, la totalité du Parti-État est elle-même assujettie aux sommets du Parti qui se confondent avec ceux du gouvernement, tout comme le Collège cardinalice se confond avec l'Église. Là résident tous les pouvoirs, sans limitation aucune : pouvoir économique, pouvoir législatif, pouvoir judiciaire, pouvoir policier, pouvoir militaire, pouvoir d'information, et cet autre pouvoir redoutable entre tous qu'est le monopole de la culture, depuis la crèche jusqu'aux plus hautes Académies scientifiques, en passant par tous les arts. Il n'y a pas mémoire d'un despotisme aussi parachevé, aussi minutieusement structuré. Les plus odieux des anciens despotismes asiatiques n'égalent pas son atrocité ni surtout son hypocrisie.

Les connaissances acquises et les plus solidement établies font barrage au développement théorique à des moments cruciaux, incertains du devenir ; elles engendrent la confusion, l'erreur, voire des retours en arrière. Ainsi l'idée féconde, toujours vraie sur de longues périodes, que l'expansion économique de tout système social a une assise de classe, le communisme excepté. L'absence d'une classe propriétaire en Russie (et dans les pays imitateurs) a, en effet, dérouter de nombreux révolutionnaires, sans parler des interpréteurs plus ou moins inspirés de Marx. Pas de classe possédante, pas de capitalisme, et s'il y a exploitation c'est par abus de la bureaucratie, en contradiction avec le système - disent les uns. Et d'autres : s'il y a exploitation et pas de bourgeois propriétaires des instruments de travail, c'est qu'il y a une nouvelle classe basée sur un nouveau système non capitaliste et non socialiste. Bruno Rizzi fut le premier, peu avant la guerre, à émettre cette idée, qui connut ensuite une grande vogue reprise par l'américain Burnham sous la désignation de collectivisme bureaucratique ou « managerial revolution ». Dans les deux cas, l'interprétation est donnée par l'idée apprise d'une classe possédante pour chaque système non communiste ; l'une et l'autre négligent entièrement les rapports de production, qui circonscrivent dans tous les cas

les rapports de distribution. Or, ceux-ci sont en Russie qualitativement identiques à ceux du vieux monde bourgeois, et pourtant il n'y existe pas une classe propriétaire, pas plus nouvelle que vieille. Les tentatives pour définir la bureaucratie comme une sorte de bourgeoisie sont aussi inconsistantes que taxer de bourgeoise la révolution de 1917, même sur son seul aspect économique (bordiguisme). La bourgeoisie - je l'ai déjà dit en traitant la nature de la révolution - a mis des siècles à émerger au sein du féodalisme, avant qu'elle ne domine la société. Ce n'est pas à l'heure où la concentration de son développement capitaliste atteint des proportions mondiales et élimine par sa propre dynamique la fonction des capitaux privés agissant chaotiquement, qu'une bourgeoisie toute fraîche va se constituer. Le processus caractéristique de la civilisation capitaliste ne peut se répéter nulle part, même si l'on en imagine des formes modifiées.

A plus forte raison, la formation d'une classe entièrement nouvelle, avec son système à elle, tel que le prétend la théorie du collectivisme bureaucratique, apparaît comme une impossibilité, une simpliste et absurde image de l'esprit. Une classe, possédante ou dépossédée, l'histoire ne l'enfante pas en quelques années et ne la porte au pouvoir que lorsqu'elle s'est montrée indispensable au cycle vital de la société, et qu'en régissant celle-ci les conditions matérielles et culturelles, liberté comprise, y gagnent. A moins d'embrouiller les conceptions qui constituent le guide le plus sûr pour l'interprétation de l'histoire, l'idée d'une classe doit être toujours rapportée à une fonction économique particulière, créée par la spontanéité du devenir, plus concrètement, de la marche en avant des hommes. Or, ce que la spontanéité historique a créé comme classe, c'est le prolétariat et *rien d'autre*, mais en même temps, des capacités de production qui suffisent largement pour garantir l'organisation du communisme à une société mondialement unie.

Une des caractéristiques les plus importantes de notre époque est même la dissolution de toutes les anciennes classes simultanément à l'extension du prolétariat. Pas plus que les « managers » américains ou les P.D.G. de l'Europe occidentale et du Japon, les « apparatchiks » du type russe ne sont une classe. En tant que couche ou rebut social cette bureaucratie prend racine dans le vieux monde croupissant, et si elle dispose de tout avec un suprême arbitraire, c'est précisément parce-que, de par sa rupture avec la révolution et de par sa nature de rebut elle ne peut déployer qu'une activité réactionnaire dans tous les domaines, une activité à l'encontre de l'histoire. La société capitaliste n'aboutit pas à une alternative où l'un des termes serait une autre société d'exploitation. La solution est univoque : c'est le communisme. En dehors d'elle il n'y a que la marche en arrière, la pourriture de la vieille société, jusqu'à sa désintégration et le retour à un magma social d'où surgiraient peu à peu de nouvelles structures totalement imprévisibles.

Eh bien, cette putréfaction du système capitaliste dont tant de signes frappent quotidiennement les yeux et l'entendement, seul contre-poids au communisme en perspective, n'a que faire d'une classe propriétaire quelconque. Ce serait en contradiction avec sa démarche destructrice. La croissance même de l'accumulation du capital tend irrésistiblement à la décomposition de la bourgeoisie, et l'échec des tentatives révolutionnaires accompli ou accélère cette tendance. Exemples : l'échec de la révolution russe et de la vague révolutionnaire brisée finalement en Espagne.

Sur ce terrain la bureaucratie stalinienne joue son rôle contre-révolutionnaire, déjà bien garni de trophées. Pourtant, ni l'automatisme de la concentration de la richesse entre ses mains, ni la cupidité de ses hommes ne l'ont poussée à se décerner des titres de propriété. Elle n'adopte pas davantage l'allure d'une « classe constituante », c'est-à-dire, en voie de constitution. Pierre Naville m'impute cette dernière opinion dans « Le salaire socialiste » (8). A vrai dire, il m'en impute d'autres plus ou moins tendancieuses, résultant toujours de son interprétation. Je me contente de relever celle qui se rapporte à mon discours ici, et abandonne à des érudits à sa manière le soin de réfuter ses thèses avec la docte parcimonie que ses quatre volumes exigeraient, à commencer par sa jouissance versus aliénation (9).

Sur ce que deviendrait la bureaucratie stalinienne en l'absence de révolution, rien que par le fait des modifications lentes que le temps ne manque jamais d'apporter, il est oiseux d'émettre la moindre hypothèse. On ne peut être sûr que d'une chose : l'ère de la bourgeoisie ne reviendra pas, sauf peut-être en envisageant une durée aussi longue qu'entre le Code d'Hammourabi et le Code Napoléon, mais il faudrait retourner avant à la charrue et à l'économie familiale. Nul besoin de démontrer que si la bureaucratie russe ne donne aucun signe de se muer en bourgeoisie, par contre, le vieux monde capitaliste s'approche de plus en plus du modèle russe, par l'étatisation de l'économie comme par les contraintes policières et culturelles. C'est la bourgeoisie qui s'étirole par suite du

mouvement social qu'elle-même déclencha. Ce n'est pas au moment où les contours de la classe dominante deviennent flous partout qu'ils vont se redécouper en Russie autour des apparatchiks du Parti-État. Tout se passe comme si, dans ces domaines, les exigences de la contre-révolution avaient devancé, en Russie, l'automatisme caractéristique du capital.

A l'envers, les contours du prolétariat sont aussi nets en Russie que dans les vieux pays à grande industrie. Ce fait permet de voir clair. Le transfert de la fonction économique détenue par la bourgeoisie à son organisme le plus représentatif, l'État, élargit et durcit le rapport d'exploitation capital-salariat, affaiblit ou supprime le rôle des particuliers en possession d'instruments de travail, tout en rehaussant l'importance du prolétariat dans l'économie.

Rien qui ne soit cohérent avec la spontanéité du devenir : la classe qui détient la clef du futur se détache avec précision dans le panorama social, tandis que se font de plus en plus imprécis les traits caractéristiques de la classe du passé. Ceci, justement, en présence d'un accroissement si outrancier du capital, que d'un simple mouvement de l'index ses plus hauts dignitaires sont en mesure d'anéantir toute vie sur la Planète. Aucun autre système social n'aura porté à un tel point sa propre nocivité.

Il y a, d'ailleurs, une correspondance stricte entre la centralisation du capital et la menace constante d'extermination thermonucléaire. Après avoir atteint le faite de son développement, le capitalisme, société d'exploitation, et donc de sacrifice de l'homme par l'homme, est prêt au sacrifice physique généralisé. C'est son aboutissement technique. A ce stade, parler d'une classe se constituant ou déjà constituée en Russie, ou bien de l'absence de propriétaires privés comme signe embryonnaire de socialisme ne peut servir qu'à brouiller les données d'une lutte révolutionnaire.

Les exemples de l'antiquité, depuis le Premier Empire Egyptien jusqu'à la civilisation gréco-romaine, nous montrent que si le développement d'une civilisation est principalement l'œuvre d'une classe, sa décadence n'est pas le fait d'une classe précise, et surtout pas de l'ancienne, qui se décompose, infiltrée, absorbée ou éliminée par des groupes parasites : leaders plébéiens, militaires, policiers, scribes, prêtres. César et Auguste prétendaient représenter, à l'encontre des patriciens, la plèbe des citoyens romains dépossédés et les métèques ; ils ouvrirent nettement la voie à la décadence, qui couvrait dans tout l'Empire sous les dehors de la croissance économique du « siècle d'Auguste ».

En fait de couche sociale superflue, parasitaire, la bureaucratie stalinienne (et ses semblables) n'a rien à envier à ses ancêtres historiques, ni aux stratifications sociales dominantes en Occident. Comme celles-ci, son unité totalitaire se répartit en hiérarchies politiques, économiques, militaires, policières, syndicales, religieuses, et jusqu'à des hiérarchies intellectuelles, scientifiques et artistiques. Et toutes, sans la moindre exception, exercent des fonctions contraires aux intérêts immédiats et historiques de la société, ce qui est la quintessence du parasitisme. La similitude qualitative est frappante ; à elle seule, elle force à considérer le régime comme un fragment du système économique-politique mondial. C'est que la démarche de la contre-révolution stalinienne n'était pas entièrement empirique. Elle avait le capitalisme occidental comme paradigme à imiter et à « dépasser ». Ainsi s'insère-t-elle dans le concert international, et son capitalisme reproduit, outrés, tous les traits décadents de l'ensemble, depuis la concentration économique et le despotisme policier jusqu'au lavage de cerveaux à l'échelle de masses. Dans maints domaines, on le sait, elle a vite dépassé ses maîtres, elle a même fait école.

Dans l'état actuel de l'économie il n'y a plus de place pour une classe propriétaire dominante, c'est-à-dire, qui jouerait un rôle tant soit peu bénéfique. Ce qui reste de la vieille bourgeoisie aussi bien que de ses héritiers, bureaucratie type stalinien ou Présidents-Directeurs-Généraux et toutes sortes de fonctionnaires huppés, déploient une activité 100% négative du simple point de vue du développement économique, car aucune science ne peut plus être appliquée de manière entièrement scientifique, c'est-à-dire sans préjudice pour l'homme, à moins de faire bon marché, et à jamais, de la loi de la valeur capitaliste. Je reviendrai sur ce problème au dernier chapitre, à propos de la crise de décadence du système tout entier, Russie comprise.

Mais avant, il est indispensable de voir par quels moyens la vague révolutionnaire qui parcourut tant de pays entre 1917 et 1937 fut étouffée, ce qui aboutit à la guerre et au borbier actuel.

IV

POLITIQUE EXTÉRIEURE RUSSE ET STALINISME MONDIAL

Passé tsariste et présent stalinien se rejoignent :

« La façon traditionnelle dont la Russie poursuit la réalisation de ses buts est loin de justifier le tribut d'admiration que lui payent les politiciens européens. Le résultat de cette politique héréditaire montre bien la faiblesse des puissances occidentales, mais l'uniformité stéréotypée de cette politique accuse également la barbarie intérieure de la Russie... Quant on parcourt les plus fameux documents de la diplomatie russe, on constate qu'elle est très rusée, très subtile, rouée et madrée lorsqu'il s'agit de découvrir les côtés faibles des rois de l'Europe, de leurs ministres et de leurs cours, mais que sa sagesse fait régulièrement naufrage quand il faut comprendre les mouvements historiques des peuples de l'Europe occidentale... La politique russe peut, par ses ruses, ses intrigues traditionnelles et ses subterfuges en imposer aux cours européennes fondées elles-mêmes sur la tradition ; elle n'en imposera pas aux peuples en révolution » (10).

Ces lignes écrites il y a plus d'un siècle sont redevenues actuelles grâce à la contre-révolution. Le mouvement d'Octobre 17 une fois détruit, Moscou reprend à son compte la tradition, avec la cécité propre à une époque qui se survit et la cruauté caractéristique du stalinisme. Toute la conduite de la diplomatie russe et celle des partis staliniens à l'extérieur est comprise dans ces lignes de Marx. Les sots tributs d'admiration de la part de toutes sortes de gouvernements n'y font pas défaut. Et cette fois viennent les rejoindre, outre des mercenaires constitués en parti, des intellectuels de gauche, entre frisson et stupeur, des leaders ex-réformistes et syndicalistes, et jusqu'à des trotskistes qui croient connaître la signification du stalinisme...

La première manifestation ouverte du pouvoir stalinien à l'extérieur fut pour repousser en arrière les ouvriers et les paysans chinois, qui touchaient presque au but révolutionnaire. Vingt ans de dictature de Chang Kaï-chek et encore vingt ans de dictature de Mao Tsé-tung et de Chou En-lai prennent leur départ dans la politique dictée en Chine par le Kremlin, nullement en contradiction avec ses propres intérêts, comme on aurait pu le croire à l'époque. Un pouvoir révolutionnaire s'organisait en Chine autour des soviets ouvriers et paysans, qui était le seul pouvoir réel dans maintes localités. Le Kremlin donna l'ordre de dissolution de ces soviets, à travers le même parti et les mêmes hommes qui détiennent actuellement le pouvoir à Pékin. La caste bureaucratique en train de s'affermir en Russie ne pouvait encourager nulle part un bouleversement semblable à celui de 1917. Son but était une Chine « populaire », c'est à dire capitaliste, plus liée à Moscou qu'aux anciens impérialismes. Elle prétendit l'instaurer de force, lorsque Chang Kaï-chek se rebiffa, par les soulèvements de Canton et de Shanghai, tardifs et plus semblables à des putschs qu'à l'insurrection des exploités.

Vient ensuite la montée de l'hitlérisme en Allemagne, qui se heurtait à une puissante agitation révolutionnaire pouvant mobiliser des dizaines de millions d'hommes derrière le prolétariat le plus fort de l'Europe. La politique extérieure du Kremlin mit l'interdit sur la révolution, déclara « urbi et orbi » que la victoire de Hitler n'aurait aucune gravité, donna à son parti ordre de ne pas s'opposer à l'intronisation du nazisme. Ceci fut si fidèlement exécuté, que le stalinisme allemand qualifia de provocation une grève contre la constitution du gouvernement Hitler. A Moscou on n'ignorait pourtant pas que le « drang nach Osten » (marche vers l'Est) annoncée dans « Mein Kampf » par Hitler lui-même n'irait pas sans guerre. Mais encore une fois, les intérêts à court et long terme du Kremlin lui commandaient d'écarter la révolution prolétarienne et de laisser le fascisme faire main-basse sur elle. Le secret de ce choix qu'on jugerait à tort contradictoire, est que la guerre ne mettrait en cause que l'hégémonie entre les puissances et des modifications de frontières, tandis que la révolution, elle, aurait entamé la destruction de toutes les puissances avec leurs frontières et leurs armées, celles de la Russie comprises.

Dès cette époque, la grande devise de l'internationalisme prolétarien : « contre la guerre impérialiste, guerre civile », était définitivement et sciemment *inversée* par les despotes du Kremlin. Désormais, ils opposeraient à la

guerre civile, la guerre impérialiste toute crue ou à peine déguisée par le charlatanisme anti-impérialiste, dont on a vu tant d'exemples.

Pourtant, ils devaient aller bien plus loin encore que dans l'Allemagne de 1930-33, avant de donner libre cours à leurs convoitises extraterritoriales. En Chine, le stalinisme avait joué le rôle d'un parti réformiste - en apparence au moins - par son alliance avec la bourgeoisie, au grand dam du prolétariat ; en Allemagne il joue le rôle du traître avéré qui livre à l'ennemi les positions les plus fortes. Dans les deux cas, il permit l'écrasement de la classe ouvrière au bénéfice des anciennes classes possédantes. Mais quand arriva le point culminant de la révolution en Espagne, 1936-1937, la stalinisme, par sa politique, avec ses propres hommes, avec sa propre police, avec des armes russes et *dans son propre intérêt* agit avec cynisme contre la révolution prolétarienne. Car là il n'était pas question, à partir de juillet 1936, de barrer la route à une révolution menaçante, mais de démanteler une révolution accomplie. Il fallait désarmer les travailleurs qui venaient de faire mordre la poussière à l'armée nationale, leur arracher les instruments de production industriels et agricoles dont ils s'étaient emparés, dissoudre leurs multiples Comités-gouvernement, les instruments de pouvoir qu'ils s'étaient donnés eux-mêmes. La besogne fut menée à bien avec le sang-froid, la félonie et la préméditation de l'assassin à gages, mais non sans une lutte persistante du prolétariat, et qui alla jusqu'à l'insurrection (Mai 37). Tous les gouvernements impérialistes y trouvèrent leur compte, en plus de Franco.

Cette insurrection a une importance capitale dans l'histoire de la lutte révolutionnaire. Les armes visaient en premier lieu le stalinisme, dans lequel, malgré sa désignation - Parti Communiste - la classe ouvrière avait identifié tout à la fois le guide idéologique et le bras policier de la contre-révolution. Sur le terrain, l'insurrection fut rapidement victorieuse, et si elle resta isolée dans la Catalogne, c'est parce que les organisations auxquelles appartenaient plus des trois quarts des ouvriers engagés dans la bataille (CNT, POUM à un moindre degré) utilisèrent les grands moyens d'information dont elles disposaient, y compris des stations de radio, non pas pour appeler ailleurs à la révolte, mais pour forcer le prolétariat catalan à faire retraite, en qualifiant son insurrection de « lutte fratricide ». Elles n'y parvinrent qu'avec difficulté, et lorsque des légions de policiers recrutés dans l'ombre, fusil et mitraillette « made in Moscou » à la bretelle, envahirent la région. L'insurrection de mai 1937, il faut le proclamer hautement contre quiconque ignore la révolution espagnole, constitue jusqu'à présent le degré de conscience suprême de la lutte du prolétariat mondial. Après avoir vaincu en bataille et dissous l'armée capitaliste, le prolétariat se rendit compte de la nature contre-révolutionnaire du parti dit communiste, lui donna l'assaut et resta maître du terrain jusqu'à ce que les dirigeants de ses propres organisations réussissent à émietter l'insurrection, transformant ainsi sa victoire en terrible défaite politique. Pas l'ombre de nationalisme ni de démocratie bourgeoise dans ce combat, comme cela a été le cas dans des insurrections anti-stalinistes postérieures, dans les pays de l'Est ; rien que la défense de la révolution. Avec Octobre 17, Juillet 36 et Mai 37, forment une trilogie exemplaire dont la simultanéité ouvrira la voie à la révolution communiste.

Depuis longtemps, le stalinisme avait manifesté en Russie son caractère contre-révolutionnaire. Il conservait cependant, à l'extérieur, une apparence équivoque, une allure de « gauche », sinon révolutionnaire, d'autant mieux qu'il se trouvait partout dans l'opposition. Le Front Populaire effaça d'un seul trait cette apparence, et il dévoila partout son être véritable, qui n'a rien à voir, comme on l'a dit, avec l'esprit démocratique-bourgeois et subordonné de l'ancien réformisme. Il parle démocratie, certes, il sait rendre service à la bourgeoisie et même lui être indispensable, il sait dissimuler ses visées patiemment. Cependant ce ne sont que des manœuvres d'approche vers une propriété d'État qu'il sait inscrire dans l'automatisme du capital, et qui est aussi le moyen le plus efficace pour dominer des tentatives révolutionnaires. Il n'y a pas là de machiavélisme, mais une conviction empiriquement acquise sur le dos des centaines de millions d'hommes qui triment sous le capitalisme d'État de l'Allemagne de l'Est au Kamchatka et à Shanghai. C'est pendant la révolution espagnole que le stalinisme extérieur prend conscience du rôle, qui allait désormais rester le sien, et c'est là qu'il posa pour la première fois son capitalisme d'État comme objectif d'union nationale de toutes les classes ; au clair, comme antithèse de la révolution communiste. Une fois liquidée par lui la révolution en Espagne, l'issue de la guerre civile ne pouvait être que la victoire de Franco. Moscou aurait pu faire basculer la situation militaire à l'avantage de ses hommes, qui instituaient le capitalisme étatique à partir de mai 1937, mais à ce moment de la conjoncture inter-impérialiste et vue la situation géographique de l'Espagne, on attendait plus au Kremlin de Hitler que des staliniens espagnols.

En résumé : la politique de Front Populaire, qui au fond n'était pas autre chose qu'une politique de préparation à la guerre impérialiste, aboutit en Espagne à l'anéantissement du prolétariat par les hommes-liges du Kremlin. La

voie était ouverte, d'un côté à Franco, de l'autre à la guerre impérialiste.

Ce fut la consécration du stalinisme comme force réactionnaire internationale, et plus seulement en Russie. A partir de ce moment, il donna libre cours à ses pulsions impérialistes, jusqu'alors retenues. En effet, le Pacte Hitler-Staline mit entre les mains de la Russie l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la moitié de la Pologne, déclarée par Molotov « pays fictif » qu'il fallait démembrer. Ces dons de Hitler seraient confirmés plus tard par les États-Unis et ses alliés, qui abandonneraient en sus à la merci du Kremlin l'autre moitié de la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie, la Yougoslavie, la moitié de l'Allemagne, la moitié de la Corée, et même, partiellement, la Chine, où Roosevelt reconnaissait explicitement à Moscou le droit d'exercer une forte influence. C'est que, à partir de l'Espagne, Moscou avait fait ses preuves comme ennemi de la révolution. Il pouvait devenir l'honorable allié d'autres puissances impérialistes et partager avec elles le butin. Le Front Populaire ne visait pas autre chose.

Un cycle historique était bouclé avec la destruction de la révolution espagnole : celui de la première offensive internationale du prolétariat contre le capitalisme. Je n'ai indiqué que ses principaux jalons, mais elle s'est manifestée avec une intensité diverse dans des dizaines de pays sur trois continents. Voici son strict résumé historique : déclenchée par la révolution d'octobre 1917, qu'elle devait sauver, le pouvoir russe l'écarte de ses objectifs au fur et à mesure de sa propre transformation réactionnaire, et finalement l'étrangle de ses propres mains en 1936-37. Ce sont aussi les années des grandes falsifications judiciaires à Moscou et de l'assassinat en masse de tous ceux qui résistaient au stalinisme. Ce fut, à retardement, mais certifié par des flots de sang, l'acte officiel par lequel la contre-révolution se reconnaissait comme telle. La Russie n'agirait plus que comme une autre puissance capitaliste.

Je ne veux pas parler des fournitures de toutes sortes livrées par Moscou à Hitler pendant la durée du Pacte. Il importe surtout de voir la politique extérieure suivie depuis la veille de la guerre. Tout d'abord, le Kremlin a soutenu la diplomatie et les armées occidentales contre « le fascisme criminel ». Les staliniens français, anglais, américains, etc.. affichaient un nationalisme cocardier. Le seul fauteur de guerre à leurs yeux était Hitler. Le jour où ils apprirent, par la radio comme tout le monde, la signature du pacte nazi-stalinien. leur patriotisme s'évanouit comme un gaz léger. Obéissant comme un seul mercenaire au commandement des ondes, ils rejetèrent toute la responsabilité de la guerre sur les occidentaux, soudains redevenus impérialistes. Moscou imposa la suspension des journaux staliniens de langue allemande, clandestins ou émigrés, à l'exception d'un seul à tirage limité fait en Russie. Enfin, les activités staliniennes, sans rien de commun avec l'internationalisme, se rapprochaient de celles des collaborateurs des occupants nazis. Les tractations des staliniens français avec les autorités militaires allemandes pour la publication légale de « l'Humanité » sont bien connues.

Aucune guerre n'avait été aussi mal accueillie par la masse de travailleurs obligés de revêtir l'uniforme que celle qui débuta en 1939. Passivité et protestation ouverte étaient la règle. Pas le moindre élan patriotique. Il y avait un champ d'action internationaliste très vaste. Même plus tard, après la déconfiture des armées françaises, les appels de Londres ne suscitaient pas d'écho à l'intérieur de la France. La bourgeoisie continentale capitulait devant Hitler, qu'elle admirait depuis son accession au pouvoir, et sous son égide faisait d'excellentes affaires. La guerre de 1914-18 avait largement entamé la mythologie patriotique, le capitalisme était toujours en butte à une hostilité généralisée des travailleurs, tandis que les conditions concrètes des pays occupés offraient des facilités pour orienter la lutte des travailleurs - à l'usine ou aux armées - vers la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile internationale. L'armée italienne en Grèce était presque en décomposition, incapable de battre les faibles forces qu'Athènes lui opposait. Dans l'armée française, des révoltes avaient éclaté pendant que le stalinisme agitait les couleurs nationales, et après aussi. En Allemagne, contrairement à ce que la propagande a voulu accrédi- ter, ni la guerre ni les rengaines nazies n'étaient populaires. Il fallait opposer, à l'unité de l'Europe sous la botte d'un impérialisme, la suppression des frontières et la dissolution des armées par la révolution communiste. Mais le stalinisme, était aussi incapable que la bourgeoisie d'entreprendre une telle tâche, et somme toute pour des raisons identiques. Lui aussi était rivé à la sauvegarde du capitalisme national, mais compte tenu des intérêts directs et des alliances du capitalisme d'État russe, sa souche. Il entrait donc dans le jeu malpropre des puissances, à l'encontre de la lutte ouvrière. Ainsi, dès que Hitler attaqua la Russie, le stalinisme fut de nouveau ballotté dans le patriotisme français, anglais, américain, etc. A l'instar de sa métropole, il changeait de camp impérialiste sans abandonner le terrain du capitalisme.

C'est alors que, grâce à lui et les premières difficultés de Hitler aidant, la résistance nationale, c'est à dire, la *défense nationale capitaliste* en pays occupé, prit quelque importance. Elle ira en s'élargissant au fur et à mesure que les armées allemandes s'embourberont en Russie. Par la guerre, l'histoire sonnait encore une fois le hallali contre le capitalisme. Il fallut toute l'activité des partis staliniens, en plus de leurs incalculables ressources matérielles, pour casser la tendance des peuples vers la guerre civile et les embastiller de nouveau dans la défense nationale. Le nationalisme réactionnaire et barbare faisait naufrage dans une dernière orgie meurtrière ; seule la politique extérieure de Moscou réussit à hisser sur la tête du prolétariat le drapeau national (« à chaque français son boche ») et à étouffer tout germe révolutionnaire. Les fractions de la bourgeoisie favorables aux alliés, n'auraient jamais réussi cela, même en tenant compte de l'appui anglo-américain et de l'inaltérable soumission de la social-démocratie.

Au fur et à mesure que la défaite de l'Allemagne devenait probable, puis certaine, Moscou sortait de ses archives ancestrales les antiquailles tsaristes du panslavisme et l'église orthodoxe, comme instruments complémentaires de pénétration extérieure. Avec la victoire, sûr de soi et fort, exultant, il renversa toutes les barrières et découvrit sa vocation : le réalisateur des ambitions tsaristes par les méthodes contre-révolutionnaires qui sont les siennes. Il a incorporé à son territoire la Pologne orientale jusqu'à la ligne Curzon, considérée par Lénine comme injuste pour la Pologne. Il s'est emparé aussi de la Bessarabie, de la Boukovine, de la Moldavie, de la péninsule de Petsamo, en plus des cadeaux personnels de Hitler. Dans tous les pays où son armée a pénétré, et qui sont dits actuellement « démocraties populaires », il a pillé l'industrie et la richesse en général, capturé comme esclaves des millions de soldats de diverses nationalités, assassiné ou envoyé en Sibérie tous les hommes ayant une pensée tant soit peu révolutionnaire. La même règle de conduite a été suivie par Moscou ou par ses valets en Corée du Nord, en Mandchourie, en Mongolie extérieure, puis en Chine et au Vietnam. Mais c'est de l'Europe que je m'occuperai surtout, parce que là se déterminera le succès ou l'échec final de l'ascension stalinienne.

Moscou s'est imposé dans d'aussi vastes territoires avant tout par les moyens de son armée et de sa police, rompues au harcèlement de la population en Russie même, mais non sans l'accord explicite de Washington. En second lieu, il s'est servi des partis staliniens nationaux, que la progression des troupes russes gonflait d'arrivistes, de bourgeois, voire d'anciens fascistes et collaborateurs. Mais il a utilisé aussi le panslavisme et l'Église orthodoxe. A l'époque, Staline se faisait photographe avec le haut clergé, qui avait défendu l'État « ouvrier » aussi inconditionnellement que quiconque. Un consistoire religieux convoqué par l'Église orthodoxe sacrait le « père des peuples » « oint du Seigneur » aussi. C'est que la millénaire bureaucratie sacerdotale est un des canaux de pénétration du panslavisme, la vieille ritournelle expansionniste des boyards de la Grande Russie. Et par ailleurs, des trois grands rameaux du christianisme, catholique, orthodoxe et protestant, l'hégémonie sera disputée, sauf bouleversement révolutionnaire, entre les deux derniers, chacun abrité derrière le dispositif thermonucléaire de son impérialisme. Rome est désormais condamnée à vivre sous la protection luthérienne ou stalinienne. De là son humilité actuelle, toute miséricordieuse.

Un congrès panslave convoqué par Moscou après la guerre, proclamait la grande fraternité de tous les membres de la famille, entièrement dans le style de la fraternité de la race aryenne chère à Hitler. De manière plus ou moins spectaculaire par la suite, le panslavisme fut toujours présent dans la politique extérieure russe, comme l'a montré récemment l'utilisation des Slovaques contre les Tchèques pendant les événements de Tchécoslovaquie en 1968. Il est toujours prêt pour un futur regain à grand renfort de publicité. Sur la signification et les effets du panslavisme (lire stalinisme, son porteur actuel) rien de mieux que de rappeler l'appréciation de Marx :

«Le panslavisme n'est pas un mouvement d'indépendance nationale, c'est un mouvement qui veut effacer ce qu'a créé une histoire de mille ans, un mouvement qui ne peut aboutir sans balayer de la carte de l'Europe, la Turquie, la Hongrie, et la moitié de l'Allemagne, un mouvement qui, ce but atteint, ne pourrait se maintenir que par l'assujettissement de l'Europe» (11)

Il était réservé aux dynastes de la contre-révolution stalinienne d'approcher de ce but plus qu'aucun des Romanov. La première partie est largement atteinte. Ce qui reste à la Turquie de territoire européen ne représente aucun obstacle, et si la carte géographique marque encore les frontières de sept États contigus à la Russie, ces États, la plupart occupés, sont économiquement, politiquement et militairement à la merci du Kremlin. Ils sont plus près du statut de colonies que de celui d'États souverains. S'arrogeant sans vergogne le droit d'y intervenir avec ses divisions blindées (Allemagne de l'Est en 1953, Hongrie en 1956, Tchécoslovaquie en 1968) la Russie proclame

que l'indépendance de ces pays ne saurait être qu'une soumission à ses intérêts, de gré ou de force. Elle maintient ainsi une menace permanente jusque sur la tête de ses serviteurs les plus rampants.

Nous sommes en vérité, depuis le partage de Potsdam, consécration de celui de Yalta, confrontés à la deuxième partie du penchant expansionniste : l'assujettissement de l'Europe occidentale pour maintenir la suprématie russe. Il y eut un moment de la guerre froide où sa réalisation semblait imminente. Mains ralliements aux partis pseudo-communistes, d'intellectuels surtout, avaient alors pour mobile l'empressement craintif d'applaudir ostensiblement à l'entrée des blindés du Kremlin. Ce ne fut que partie remise, car la confrontation mondiale Russie - États-Unis, à cet instant du monopole américain de l'arme atomique, rendait l'accomplissement des visées russes extrêmement risqué. Depuis, les délais sont allés en s'allongeant, car le Kremlin s'est trouvé devant des problèmes qu'il est inapte à résoudre. En effet, la rébellion des masses ouvrières dans les pays qu'il subjugué l'incite, pour dominer celles-ci, à étendre son empire vers l'Ouest, d'autant plus qu'en Russie même un processus de révolte est en marche qui menace de provoquer l'effondrement intérieur. La guerre immédiate serait un suicide. Il ne se trouvera en mesure de s'y aventurer sans une modification très importante en sa faveur, dans les vieux Continents, d'influences économique, politique et stratégique. C'est à quoi il s'emploie depuis longtemps.

Le panslavisme et les bondieuseries orthodoxes ne pouvaient impressionner personne hors du voisinage occidental de la Russie. Il fallait un bourrage de crâne exploitable partout. La lutte contre l'impérialisme s'y prêtait d'autant mieux qu'il y avait encore des colonies où un impérialisme en quête de plus-value pouvait tirer avantage de la lutte contre l'impérialisme établi. Les États-Unis avaient pratiqué ce chantage, au nom de la liberté, pendant toute la période de leur ascension. C'était maintenant le tour de la Russie (en attendant celui de la Chine). Les citations de Lénine servaient à merveille d'attrappe-mouches. Depuis la guerre de Corée jusqu'à celle du Vietnam, Moscou a réussi par ce biais à faire entrer dans son jeu presque toutes les organisations, groupements politiques et intellectuels de gauche de tous les pays, ceux qu'elle domine exceptés. Les anti-staliniens, trotskistes, anarchistes, passaient, eux aussi par ce biais sous sa suzeraineté idéologique. Mais la grande masse du prolétariat ne fut jamais enrôlée. L'instinct vaut évidemment mieux que les connaissances théoriques mal apprises, vieilles ou fausses.

Certes, les nombreux irrédentismes nationaux, vestiges d'une culture surannée, étaient un terrain propice aux manœuvres du Kremlin. Mais de tels nationalismes, même si on les imagine non captés par Moscou ou par une autre puissance, ce qui est impossible, ne sauraient en aucun cas avoir un contenu tant soit peu révolutionnaire bourgeois. A une époque où la nation et l'économie capitalistes sont devenues un obstacle au développement social, le nationalisme peut tout juste servir d'appoint et d'exécutoire économique à un quelconque impérialisme. En fait de lutte internationale contre le poulpe yankee, il n'y a que la révolution communiste. Si Moscou a choisi l'anti-impérialisme, c'est évidemment qu'il y trouve son compte impérialiste à lui et qu'il redoute le communisme autant que Washington.

Le Kremlin n'avait, n'a pas encore d'autre enjeu qu'affaiblir l'impérialisme occidental, l'américain en particulier, et de lui ravir des positions qui serviront à un futur règlement de compte militaire. Luttés et guerres dites d'indépendance, populaires, progressistes, etc., autant de manœuvres tactiques d'un vaste plan d'État-Major d'une puissance en expansion. Bref, il s'agit, ni plus ni moins, de préparatifs d'une future guerre mondiale, menés à la fois par la propagande et par des guerres régionales la plupart du temps organisées derrière une frontière « neutre ». Dans ce but, le Kremlin et ses zéloteurs ont surexcité partout le sentiment nationaliste, méprisable survivance du passé, largement décriée entre les deux guerres, imposant ainsi un recul politique de près d'un siècle. Plus réactionnaire encore que le nationalisme, c'est la présentation de l'indépendance comme « socialiste » lorsqu'elle aboutit à l'étatisation de l'économie, ce qui est presque toujours le cas. Mais la seule réalité d'une « souveraineté » aussi tardive est une recrudescence de l'exploitation et de l'oppression politique pour les masses, alors que la dépendance à l'égard des grands courants impérialistes demeure, que le pays dérive ou non vers une autre métropole. A une époque où des nations aussi fortes que l'Angleterre, la France, l'Allemagne, berceaux de la nation, ne peuvent plus être totalement indépendantes, pousser dans cette voie les pays arriérés, n'est qu'une basse escroquerie. La situation mondiale réclame, et les conditions économiques permettent, la disparition des barrières nationales, et donc une lutte embrassant dans le même élan les masses pauvres des pays arriérés et le prolétariat des zones industrialisées. Mais pour le Kremlin il ne pouvait évidemment pas s'agir de progression révolutionnaire de l'histoire. Après avoir empêché la victoire de la révolution en Allemagne et en Chine, après avoir poignardé la révolution en Espagne, *dont il niait par ailleurs l'existence même*, il se devait d'inventer des révolutions (chinoise, coréenne, vietnamienne, cubaine, algérienne, égyptienne, etc.) partout où le remaniement du capitalisme local lui

permettait de tirer un profit économique ou stratégique. Ce bourrage de crâne a été rentable au sens économique direct et aussi au sens militaire. Moscou a fait de très bonnes affaires, d'armes et autres, son influence est importante dans les pays arabes, dans l'Inde, décisive à Cuba, au seuil même de son rival, au Vietnam, au Bengale, où il s'est fait concéder une base militaire. Ses flottes de guerre sillonnent tous les océans comme les mers. En échange, ses succès de grande puissance rendent indéniable leur caractère impérialiste, et ce, bien avant qu'ils puissent contrebalancer sérieusement le pouvoir des États-Unis sur le monde.

Une synthèse partielle du parcours politique du Kremlin s'impose ici, en attendant la synthèse générale qu'on trouvera dans le dernier chapitre. La rupture avec l'internationalisme, c'est-à-dire avec la lutte du prolétariat mondial, fut officiellement accomplie vers le milieu des années 20, avec la supercherie du « socialisme dans un seul pays ». Elle entraîna la stalinisation de l'Internationale communiste et la transformation de ses partis en organes de défense paramilitaire, ou directement militaire, selon les cas, des frontières russes. Par conséquent, en organes d'expansion impérialiste aussi, puisque entre la défense et l'expansion il n'y a qu'une péripétie militaire, quand ce n'est pas simplement diplomatique. La première utilisation directement militaire d'un parti eut lieu en Chine. Peu après l'anéantissement du prolétariat par Chang Kai-Chek et Mao Tsé-toung coalisés, Moscou donna l'ordre, avec l'appui logistique indispensable, d'entreprendre une guerre de harcèlement contre Chang Kai-Chek. Le principe fondamental de la politique extérieure du Kremlin était posé une fois pour toutes : avant tout, éloigner, au besoin écraser, la révolution prolétarienne ; après, défense militaire directe ou indirecte des intérêts russes. L'abandon de l'Allemagne à Hitler après avoir délibérément entravé la lutte contre lui, le Front Populaire, la destruction de la révolution espagnole, s'inscrivent dans la même ligne politique et octroient aux hommes du Kremlin l'indispensable respectabilité pour devenir partenaires de Berlin ou de Washington, au choix. Avec la guerre, cette ligne politique aboutit à l'installation de la Russie comme seconde puissance impérialiste, et grâce, en grande partie, à l'aide matérielle de la première. Alors, le principe de sa politique extérieure inauguré en Chine prend toute sa signification et toute son ampleur mondiale, à la mesure du seul rival d'envergure des États-Unis. Corée, Vietnam, Cuba, Bengale, pays arabes, sans parler des cas moindres, autant d'opérations expansionnistes, dont la condition préalable a été le rejet de la révolution communiste partout et en premier lieu en Europe occidentale. Les dites opérations ne se distinguent pas de l'intervention militaro-policière à Berlin-Est, en Hongrie, en Tchécoslovaquie par leur nature, mais par le seul fait qu'elles se déroulent en zone américaine. Il y a continuité et parachèvement, entre la prétendue longue marche de Mao Tse-toung et l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968.

La caste stalinienne s'est donné des armes nucléaires et électroniques, des vaisseaux spatiaux, une armée permanente de six à huit millions d'hommes, une industrie de guerre en proportion, mais elle doit aller quêter du blé aux États-Unis et ailleurs pour éviter la disette chez elle ; elle offre à des pays du Pacte Atlantique et à des « neutres » des contrats commerciaux avantageux, mais elle impose des conditions léonines à ses alliés. C'est que le rôle impérialiste qu'elle joue est largement au dessus de ses capacités économiques. Lorsque ses disciples chinois pointent maintenant l'index vers Moscou comme « l'ennemi le plus perfide », eux qui sont abreuvés de perfidie stalinienne depuis toujours, ils avouent que leurs rapports avec l'impérialisme russe ont été plus onéreux et contraignants qu'avec l'ancien impérialisme. Le Kremlin n'y peut rien. Même s'il avait la volonté d'alléger sa domination, les ressources industrielles et agricoles indispensables lui font défaut. Vassaliser l'économie de son Bloc, tirer d'elle un débit grandissant de plus-value lui est impératif pour travailler à la réalisation de ses visées. Aux contrats commerciaux et aux plans de subordination technique s'ajoutent les manipulations financières. La Banque du COMECON a son siège central à Moscou. Elle centralise toutes les disponibilités et les tractations entre les divers pays, auxquels sont interdites les tractations directes. Elle compte et elle prête en roubles, les autres monnaies n'étant pas convertibles. Le tout donne bien l'image d'un impérialisme de type primitif. Il a besoin de l'exclusivité et même de l'occupation militaire pour se maintenir, car la libre concurrence serait à l'avantage des autres puissances.

Une contradiction si criante entre le rôle joué dans le monde et ses capacités réelles, corrode irrémédiablement la domination russe, et, sauf éclatement de la guerre, entraînera sa destruction. Ce ne pourra être, cependant, qu'une destruction révolutionnaire mettant les armes, l'économie et le pouvoir entre les mains de la classe ouvrière, à l'exclusion de tout pouvoir qui conserverait le capital, nationalisé ou pas. Les révoltes dans les domaines de la Russie sont nombreuses. La dernière en date (Pologne 1971) s'est attaquée au Parti-État où est retranché l'ennemi de classe. Leur écrasement en fera couvrir d'autres, encore plus violentes, jusqu'à ce qu'une d'entre elles emporte plusieurs pays et se propage en Russie même. Ceci à supposer que l'impulsion révolutionnaire ne vienne pas du

prolétariat russe, ce qui est loin d'être exclu et dont je parlerai dans la dernière partie de ce travail.

La dissension avec la Chine n'est pas faite pour consolider la position de Moscou. Elle est lourde de conséquences, les unes plus négatives que les autres. Ne l'ignorant pas, le Kremlin a essayé, par des pressions économiques d'abord, de retenir ses émules insolents. Mais ceux-ci lui ont prouvé que son assistance était plutôt un danger qu'une aide. Il ne restait donc que la force pour récupérer l'allié-vassal et le marché de 700 millions de consommateurs. Cependant, le Kremlin ne pouvait agir en Chine comme en Hongrie et en Tchécoslovaquie, petits pays vite occupés d'un bout à l'autre. Sans commencer l'attaque par des tirs de bombes atomiques, les armées russes s'embourberaient certainement dans le vaste territoire chinois. Les journaux américains ont rapporté avec retard qu'à l'époque de la plus forte tension à la frontière russo-chinoise le Kremlin informa Washington qu'il se verrait peut-être dans la nécessité de déclencher une attaque surprise contre la Chine. Qu'est-ce qui a intimidé Moscou, le fait que l'attaque atomique aurait révolté le monde entier, même ceux qui condamnent radicalement le régime chinois, ou une « mise en garde » de Washington ? A cette époque, les rodomontades de Mao Tse-toung sur « le tigre de papier », étaient encore dans l'air, et c'est pourquoi sans doute, les stratèges de Moscou se sont trop avancés. C'est en effet immédiatement après qu'ils commencèrent à parler d'une alliance secrète Pékin-Washington.

Les tentatives faites postérieurement pour re-annexer de l'intérieur le Parti-État chinois ont échoué, d'abord avec Liu Chao-chi, puis avec Lin Piao. La prétendue « révolution culturelle » n'a été qu'un épisode de la lutte au sein de la haute direction chinoise, pour ou contre la subordination à Moscou ; on le voit à présent, dans la campagne contre Lin Piao... et Confucius. L'incompatibilité d'intérêts et la haine entre les bureaucraties russe et chinoise, toutes les deux staliniennes, en sortent très exacerbées. Dans le futur immédiat au moins, cela entraîne des conséquences plus nuisibles pour Moscou que pour Pékin. Il faudra regarder cette lutte dans un cadre plus large. Mais ce qui importe dans cette partie concerne seulement la politique extérieure russe. Le plus important à remarquer sous cet angle est l'apparition d'une nouvelle source de guerre mondiale possible, à partir de deux États dont l'un donne la réplique à l'autre. Ce fait suffit à réfuter l'attribution d'un caractère socialiste à l'un quelconque d'entre eux.

C'est une constatation que la politique russe en Asie est dirigée aujourd'hui plus directement contre la Chine que contre les États-Unis. Tandis que continuent les préparatifs militaires à la frontière russo-chinoise, Moscou s'efforce de gagner l'alliance de l'Inde, la seconde fourmière humaine (des dizaines de millions de soldats à enrôler) et du Japon, de loin la première puissance industrielle d'Asie. Aux avantages économiques et militaires très importants concédés à l'Inde, est venue s'ajouter la libération-conquête du Bengale, qui soude dans cette région les intérêts russo-indiens, stratégiques aussi bien qu'économiques. Au moment où la douce et karmanique madame Gandhi mettait en branle ses armées, les volte-faces simultanées, de la Russie en faveur de l'Inde et du Bengale, des États-Unis et de la Chine contre, donna une idée de l'importance stratégique, bien plus que tout autre, de l'affaire. Mao Tse-toung dut envoyer subitement au diable la renommée de champion des peuples opprimés qu'il s'était faite faire. Les ambassadeurs américains des pays asiatiques pressaient en vain Washington de se prononcer pour le Bengale. Ils n'étaient pas au courant des tractations secrètes avec la Chine, ni de ce que la flotte de guerre du Pacifique avait reçu ordre de surveiller les mouvements de la flotte russe. L'entrevue Nixon - Mao-Tse-toung devait éclaircir les choses et montrer de manière éclatante et pas seulement en ce qui concerne le Bengale et la Chine, à quel point la lutte pour l'indépendance nationale mène tout droit sous la coupe d'un autre impérialisme.

Depuis des années, les Russes font au Japon une cour effrénée, dont l'ancien ennemi tire parcimonieusement profit sous forme de contrats commerciaux et de quelques restitutions territoriales. Ils sont allés jusqu'à lui offrir une très substantielle participation de capitaux dans l'industrialisation de la Sibérie orientale. Le peu d'empressement que le gouvernement japonais montre devant cette offre presque fabuleuse, ne s'explique pas par un quelconque veto de Washington, dont les capitaux s'entrecroisent avec ceux du Japon, perdent ou gagnent avec eux. Il ne peut y avoir que des raisons stratégiques, et en premier lieu le conflit russo-chinois, celui-là même qui inspire l'offre des Russes. La stratégie est en général au service de l'économie, sauf quand elle peut commander des intérêts ultérieurs plus vastes. Alors c'est la stratégie qui commande l'économie, restreint ses gains, lui impose le cas échéant des pertes pour un certain temps. Or, la première puissance industrielle d'Asie n'a rien à gagner à l'absorption de la Chine par la Russie, moins encore de son écrasement militaire. Dans ce continent, la Russie restera son principal rival pour un temps indéterminé. Même pour une politique anti-américaine dans l'avenir, le Japon aura besoin de la Chine, pas de la Russie. De là la facilité avec laquelle Pékin et Tokyo se sont entendus,

toujours après le tournant marqué par la visite de Nixon en Chine. Chou En-lai ne mit pas longtemps à reconnaître le bien-fondé du Pacte qui place le Japon sous la couverture atomique américaine ; sous-entendu, la Chine aussi, même sans Pacte.

Un des soucis les plus sérieux de Moscou est de faire obstacle à la pénétration de la Chine partout où elle se manifeste. C'est ainsi que le coup d'État militaire en Indonésie, contre la coalition non moins militaire Sukarno-stalinisme local, ne provoqua de sa part que des protestations pour la galerie. Le stalinisme indonésien était pro-chinois. Le massacre de dizaines de milliers de ses adhérents n'était pas terminé que Moscou entreprenait des tractations économiques avec les généraux vainqueurs de Sukarno. Pékin non plus ne tarda pas à renouer les relations, mais cela ne représente plus aucun danger pour la Russie, ni pour les États-Unis, désormais seuls concurrents d'importance en terre indonésienne.

Cependant, l'exemple de la guerre du Vietnam est le plus typique de la rivalité inter-impérialiste Russie - États-Unis, et tangentielle de celle de la Chine. L'une et l'autre puissance n'apparaissent qu'à l'arrière-plan durant la première phase de la guerre, jusqu'à la division du pays et « l'indépendance » du Nord et du Sud. On ignore généralement qu'après la débâcle du Japon en Asie (1945), Ho Chi Minh et Giap, qui avaient combattu au service des impérialistes alliés, utilisèrent leur armée pour détruire le pouvoir ouvrier installé à Hanoï. Par trahison, ils assassinèrent les principaux dirigeants, dont Ta Tou-tao, et cherchèrent alors une entente avec Paris. Contre les révolutionnaires, ils aidèrent au Sud la répression française. Ils se mirent ainsi en condition d'entreprendre la lutte nationaliste. Au moment de la guerre froide ils en obtinrent la permission de Moscou et avec l'arrivée des troupes chinoises à la frontière, l'assurance du ravitaillement et de l'invulnérabilité de toute retraite tactique. La guerre « héroïque » commençait. La France alliée des États-Unis, la Chine alors alliée de la Russie furent, sur le terrain, les protagonistes principaux, mais la guerre n'aurait même pas éclaté sans l'acquiescement de Moscou et de Washington. On pourrait objecter qu'il existait dans ce pays un profond sentiment anti-impérialiste, qui suffisait à expliquer l'éclatement des hostilités. Mais l'expression révolutionnaire de ce sentiment s'était manifestée dans la lutte insurrectionnelle des ouvriers et des paysans que Ho Chi Minh et Giap réprimèrent. Dès lors il ne pouvait s'agir de lutte de classe, mais seulement de lutte militaire. Et celle-ci, loin d'exclure l'alliance avec un autre impérialisme, la réclamait, même si elle n'était pas à son origine. Le contenu d'une telle lutte ne peut être que le transfert d'un Bloc à l'autre de la domination économique et des positions stratégiques des territoires concernés.

Une fois la France hors jeu et le partage d'influences dans toute l'Indochine ayant été plus embrouillé que délimité à la Conférence de Genève, les véritables instigateurs du conflit devaient apparaître sans équivoque. La Russie et la Chine ne sont pas allées jusqu'à engager leurs troupes, comme l'ont fait les États-Unis, mais à l'arrière-garde, leurs militaires et spécialistes prenaient part à la guerre en nombre croissant, tandis que leurs fournitures d'armes grandissaient en nombre et en qualité, sans quoi le Nord se serait vite effondré. Il est à remarquer que la flotte et l'aviation yankee n'ont jamais molesté les bateaux russes allant livrer des armes aux ports du Nord. La règle tacite dans ce genre de guerre est que les instigateurs impérialistes esquivent un affrontement direct.

Pendant cette seconde phase de la guerre, les changements intervenus de part et d'autre furent non moins révélateurs. Dans le camp stalinien la prépondérance glissa rapidement du côté russe, au détriment de son ancien allié, la Chine, qui dès lors poussa à la paix. Le changement de décor fut encore plus frappant au Sud. En effet, une fois évincée du terrain, l'ancienne métropole pencha de plus en plus du côté Nord, et surtout contre la victoire nette des États-Unis et de son Sud. Et pas seulement la France ; d'autres membres du Pacte Atlantique également. Ainsi avons-nous vu la presse la plus bourgeoise et la plus catholique privilégier dans ses informations le côté stalinien, et divers gouvernements occidentaux considérer avec sympathie manifestations de rue et meetings du même bord. Le tout guidé par un vif désir de paix, qui pourrait en douter !

Il ne faut qu'interpréter cette volonté de paix. C'est que les puissances qui conservent des intérêts en Indochine verraient ceux-ci stagner ou diminuer après une victoire américaine sans conteste. A son tour, la Chine serait entièrement éliminée de la Péninsule au cas d'une claire victoire russo-nordiste. Dans le futur statut du Sud-Est asiatique, des alliés des États-Unis s'attendent à des concessions que la Russie doit appuyer, tandis que les aspirations de la Chine resteront en suspens sans le consensus des États-Unis. Chacun aura, certainement, plus ou moins son compte de « volonté de paix », sur le dos des travailleurs des deux camps, les morts et les vivants.

Le Vietnam a été le stratagème le plus soutenu et le plus « courageux » de la politique extérieure russe, sous couvert de « droit des peuples à disposer d'eux mêmes ». Il débouche sur un nouveau partage impérialiste de la zone, sans atteindre l'objectif fixé par le Kremlin : y devenir la puissance dominante. Chaque pays ou tronçon de pays sort de l'épreuve plus dépendant de l'extérieur qu'auparavant, tandis que la grande masse de travailleurs n'aura obtenu que tueries, destructions et lassitude. Pendant longtemps, elle sera hors de toute possibilité d'action révolutionnaire propre. Et si les répercussions pour le prolétariat international ne sont pas aussi négatives, c'est parce que, dans sa grande majorité, il ne s'est pas laissé mobiliser pour cette sombre affaire. Malgré la propagande qui déferlait sur lui de tous les centres staliniens, malgré le verbiage gauchiste voulant faire encore mieux, il pressentait que cette cause était celle de ses ennemis de classe.

Il reste, cependant, que l'internationalisme révolutionnaire a été bafoué pendant des années. Non, certes, par les suiveurs de Moscou ou de Pékin, car ils sont partie prenante dans chaque rixe inter-impérialiste, mais par les non-staliniens qui leur ont prêté main forte en parlant, soit de révolution socialiste, soit de révolution bourgeoise et d'indépendance au Vietnam. Par tous ceux qui n'ont pas fustigé comme réactionnaires les deux camps et leurs respectifs alliés. Ils ont permis que la partie la plus importante du prolétariat mondial, celle des pays industrialisés, reste désorientée et apathique devant une situation internationale qui lui semble inextricable et accablante, alors qu'il peut et qu'il doit la faire voler en éclats.

C'est un non-sens que d'accuser les partis pseudo-communistes, d'opportunisme et de réformisme. A l'écoute de Moscou ou de Pékin, ils sont mus, devant chaque problème, par des intérêts immédiats et des perspectives historiques très différentes de ceux des anciens partis réformistes. Ceux-ci étaient poussés par leur théorie évolutionniste à collaborer avec la bourgeoisie et à capituler devant elle dans les occasions graves. Ils agissaient comme des subordonnés du capital, ses commis de gauche auprès de la classe ouvrière. Un parti stalinien sait se rendre encore plus utile à sa bourgeoisie. C'est le cas, en particulier des partis italien, français et espagnol, mais chacun toujours en fonction des intérêts de sa métropole, qui circonscrivent leurs propres intérêts. Les uns et les autres sont une émanation directe de la perspective historique de concentration et d'accumulation élargie du capital, même si les bourgeois en pâtissent. Si bien que l'opportunisme, et même le réformisme, quoique non théorisés, se trouvent, du côté de ceux qui cherchent l'alliance des partis staliniens, épousent ses causes et les considèrent, en somme, comme des organisations ouvrières mal orientées.

Après le cessez-le-feu, au Vietnam, la modification du rapport de force mondial entre les deux Blocs est loin d'avoir l'importance voulue pour le Bloc Oriental. Le résultat est somme toute maigre, et l'importante défection de la Chine aidant, le Kremlin réexamine sa politique à l'égard de l'Europe. Dominer le Continent demeure une nécessité stratégique, mais à présent il doit louvoyer bien davantage, compte tenu, non seulement de ses rapports avec la Chine, mais des rapports de la Chine avec les États-Unis. Sa première démarche est un « pacte de sécurité collective » qui lui permettrait de déplacer vers la frontière chinoise une bonne partie de son dispositif de guerre et de réclamer une diminution proportionnelle des forces américaines stationnées en Europe. D'autre part, il aguiche les gouvernements et les monopoles en proposant un accord entre le Marché Commun et le COMECON. Il soulagerait la situation économique des pays adhérents à celui-ci, sans que les commandes financières lui échappent. Toutefois, la réussite très improbable de cette manœuvre ne représenterait qu'une approche du but recherché. La Russie n'est pas en mesure de continuer sa progression vers l'Atlantique sans certains préalables qui semblent tout à fait exclus pour l'instant. Il lui faudrait, en effet, remettre la main sur la Chine, ce qui est irréalisable « manu militari » sans être assurée de la neutralité américaine, également indispensable pour pousser ses armées d'Europe en avant de leurs quartiers actuels. Mais surtout, il lui faudrait redresser sa propre situation économique, en sus de sa situation politique, dont personne ne nie la détérioration accentuée. En fait, elle est engagée dans un labyrinthe dont l'issue n'apparaît nulle part, même pas dans la guerre.

Ce n'est pas pour autant que la domination de l'Europe par Moscou devient irréalisable. Mais elle devrait emprunter des voies où se mêlent la crise générale de la civilisation capitaliste et la révolte des masses ouvrières qui en font les frais et peuvent, seules, la dépasser. Il faut considérer maintenant le problème sous cet angle compte tenu de ce qui a été dit jusqu'à présent.

V

LA CRISE DE LA CONTRE-RÉVOLUTION RUSSE PARTIE DE LA CRISE DU SYSTÈME CAPITALISTE

C'est le capitalisme international en tant que force idéo-économique, qui s'est frayé un chemin et s'est finalement fixé comme sa branche russe dans la contre-révolution stalinienne. On a vu comment aux chapitres II et III. Maintenant, il faut considérer l'incidence de celle-ci dans la situation mondiale et la connexité de sa crise intérieure avec la crise du capitalisme en tant que système, par-delà toutes les frontières et tous les régimes politiques.

Une houle révolutionnaire d'une amplitude et d'une persistance (20 ans) telle que celle qui parcourut le monde entre les deux guerres, démontre, par le simple fait de s'être produite, la possibilité et la nécessité de la révolution communiste, tout comme la chute de la foudre prouve la présence de l'orage. C'est le « cogito, ergo sum » de la dynamique sociale que tant de matérialistes scolastiques éprouvent des difficultés à saisir. Au degré de développement atteint par les instruments de production, leur mise en oeuvre par le travail salarié était devenue une entrave, dont la suppression, dès lors possible, permettrait seule un développement collectif ultérieur. Nul besoin d'une croissance supplémentaire pour s'adonner à la démolition du capitalisme. Au contraire : au-delà de ce seuil, le déclin commencerait et la croissance industrielle ne pourrait que lui donner des aspects terrifiants.

Que les forces productives réclamaient la rupture de leur rapport social avec le travail salarié, c'est-à-dire, avec les hommes, Marx l'a dit pour l'Angleterre au milieu du XIXe siècle. Mais cela semble aujourd'hui utopique à la plupart des marxistes. Pour sa part, Friedrich Engels écrivait à Lafargue, avant la fin du siècle, qu'après une dernière guerre européenne les instruments de travail passeraient du capital à la société. Son ton était celui de la certitude, non celui de l'hypothèse. Plus près de nous, les bolcheviks de 1917 n'avaient qu'une pensée : la révolution communiste en Europe. Il y a mieux. A ses débuts, la IIIe Internationale appelait le prolétariat à refuser son concours à la reconstruction des instruments de travail démolis par la guerre, car ils redoubleraient le poids oppressif du système. Ceci est à rapprocher du « produire, produire, premier devoir des ouvriers » lancé en 1945 par les partis de Moscou en France, Italie, etc. Mais je ne rappelle tout cela que dans l'espoir de stimuler la réflexion quelque peu patristique de ceux qui accolent un signe positif à toute croissance économique et attendent la révolution, soit d'une crise cyclique, soit de la guerre, soit de l'épuisement des marchés dans les zones du monde pas tout à fait capitalistes encore.

Il ne serait pas impossible d'établir mathématiquement la possibilité immédiate d'une organisation sociale communiste. Je n'ai pas le loisir de me consacrer à une telle recherche, pas plus que le goût. Elle ne trouve pas non plus sa place dans ce travail. Mais il ne sera peut-être pas vain d'indiquer les données fondamentales qui en fourniraient la preuve en chiffres assez précis, ce qui séduit certains esprits.

Il faudrait calculer :

1 - Le rendement maximum, à pleine capacité, des moyens de production disponibles, y compris ceux des matières premières et des produits alimentaires, tout en affectant les industries de guerre à la fabrication de biens de consommation ou de machinerie.

2 - Le nombre de travailleurs susceptibles de mettre en activité ces moyens, en y incorporant tous ceux qui réalisent actuellement des travaux parasitaires, socialement inutiles ou préjudiciables : non seulement armées, polices, bureaucraties étatiques, mais aussi la plupart de la bureaucratie administrative, commerciale, industrielle.

La première donnée comme dividende, la seconde comme diviseur indiquerait le nombre d'heures de travail pour un rendement maximum dans l'unité de temps choisie : semaine, mois, année. Il suffirait de prendre comme base les 30 ou 40 pays les plus industrialisés pour obtenir un chiffre de biens de consommation plusieurs fois supérieur à l'actuel, moyennant une quantité d'heures de travail individuel très inférieure. Une seconde division de la quantité de chaque catégorie de produits par le nombre de consommateurs, tout comme s'il s'agissait de rationnement, montrerait que le « rationnement » serait beaucoup plus copieux que celui résultant de l'achat avec le salaire, et ce, même si l'on fourre dans la consommation d'aujourd'hui, pour trouver une moyenne, celle des exploités et celle des manœuvres au salaire minimum. La disparition des classes se présenterait alors, chiffres en main, comme une exigence sine qua non du métabolisme social et de la vie dans la liberté de tout un chacun.

Par un calcul similaire, on pourrait voir que la capacité de production de machines, jusqu'à l'automatisation complète, depuis la balayeuse et la transformation de déchets jusqu'à l'outillage électronique, peut être largement suffisante pour *donner* aux pays arriérés, avant longtemps, un niveau technique et de consommation optimum.

Trop simpliste - objectera-t-on. N'empêche qu'il y a là la base d'une démonstration du fait que le communisme peut s'organiser sans plus attendre. Tout le reste, si compliqué ou si lent à réaliser que ce soit, y compris l'enseignement supérieur généralisé, entre dans le domaine des difficultés d'organisation, proportions, combinaisons, urgences, etc., et ne peut trouver que des solutions empiriques, compte tenu des diverses branches et de la multitude de besoins individuels et collectifs. Mais on pourrait faire des études d'approche.

Quant à moi, je vois une démonstration suffisante de la nécessité de révolution communiste dans les secousses sociales de l'entre-deux guerres. En fait, c'est la plus suffisante des démonstrations, car chargée de passion humaine, de l'élan superbe de la lutte à bras le corps, avec ses failles, ses éclairs subits, ses zones obscures et leur projection féconde, par-delà la vie et la mort des mouvements comme des hommes. L'immonde situation internationale, sans cesse aggravée, abonde dans le même sens.

Un tel critère est d'autant plus opportun que presque tous ceux qui parlent au nom du prolétariat dessèchent leur pensée par un économisme rabougri en proportion de la longue attente d'une autre période révolutionnaire.

C'est précisément sur ces conditions toujours prêtes pour le communisme, que le cours des événements post-révolutionnaires en Russie eut une incidence néfaste dans certains domaines, très négative dans d'autres. Premièrement, la vague internationale de révoltes ouvrières portait en elle une contradiction dont elle ne sut pas se débarrasser, et qui devait l'emmener à sa perte. Les travailleurs se tournaient vers la révolution russe à travers les partis dits communistes, qui la représentaient à leurs yeux. Or, très tôt, dans la décennie 20, le pouvoir russe tournait le dos à la révolution mondiale, avant même de se mettre à la saboter et à la combattre. Partout où elle surgissait, la révolution était trahie d'avance. De telle manière, qu'à partir du regain de la révolution allemande (1923) et jusqu'à la destruction de la révolution espagnole, on ne peut pas dire sans démagogie délibérée ou grave erreur, que le prolétariat a été vaincu de haute lutte par la bourgeoisie. Même le prolétariat espagnol, malgré le dénouement de la guerre civile, n'a subi Franco que livré à lui par le parti de Moscou. Il suffit de consulter les journaux staliniens de l'époque pour s'en convaincre. Leur leit-motiv : « ceux qui parlent de révolution sociale sont des agents de Franco ». Et qu'on ne vienne pas objecter que la défaite de la révolution ne s'explique pas par la trahison de ces partis, mais par des raisons sociales. Dans la mesure où celles-ci existent, elles sont inséparables de la société d'exploitation et ne disparaîtront qu'après elle. Il faudrait, pour déjouer une trahison de ce calibre, qu'elle soit avouée et annoncée d'avance, et encore, que le prolétariat dispose des multiples ressorts organiques indispensables pour réagir avec promptitude. Autrement, il s'imposerait de conclure que la présence des conditions révolutionnaires exclut, de par la nature de celles-ci, toute possibilité de défaite. Autant croire à la prédestination.

Entre les deux guerres, la révolution a donc été rejetée à l'extérieur de la Russie aussi bien qu'à l'intérieur. Les conséquences de ce fait devaient être terribles et de longue durée. La plus immédiate fut le déclenchement de la boucherie généralisée de 1939-45. Nul n'ignore les causes de cette guerre. Fascistes ou démocratiques, les grandes puissances sans exception en sont les responsables. Mais la Russie était devenue une de ces puissances. Elle en avait une conscience si aiguë, malgré ses dires sur le « socialisme soviétique », qu'elle prit soin d'éliminer, non seulement l'activité indépendante du prolétariat international, mais aussi de tuer, à l'intérieur de ses frontières, tous ceux qui pouvaient représenter, même potentiellement, une opposition. N'alla-t-elle pas jusqu'à perpétrer

l'assassinat de Trotski au Mexique ? Elle eut aussi un rôle direct dans le déclenchement des hostilités, par le Pacte qui autorisait Hitler à s'emparer de la moitié de la Pologne moyennant l'autre moitié. En somme, tandis qu'elle se prétendait « encerclée par les puissances capitalistes », celles-ci se disputaient ses faveurs. En effet, une délégation anglo-française faisait des offres à Moscou en même temps que la délégation nazie, jusqu'au jour même où celle-ci l'emporta. Un peu plus tard, Churchill transmettait à Staline les rapports de son service d'espionnage sur l'attaque de la Russie que Hitler était en train de préparer. Refusant de le croire, Staline offrit à son allié une aide accrue. Plus tard encore, Hitler proposa à plusieurs reprises la paix aux Occidentaux, afin d'exterminer le péril bolchevique. Refus, car les gouvernements occidentaux n'ignoraient point que « les chiens enragés de la révolution n'avaient été exterminés dans aucun pays aussi complètement qu'en Russie » (12). Les deux blocs impérialistes les plus forts de l'époque tenaient à sauver la Russie de la défaite. Leur attitude aurait été tout autre si la Russie avait gardé quelque chose de socialiste. C'est là la seconde des incidences de la contre-révolution stalinienne sur la situation mondiale.

Une réflexion intercalaire s'impose ici, à l'intention de ceux qui prétendent encore qu'en Russie il y a un autre système économique. Rien ne peut être plus incompatible, plus mortellement contradictoire que le capitalisme et le socialisme. Face à celui-ci, les contradictions entre nations capitalistes font trêve, passent à l'arrière-plan dans le but suprême d'anéantir le monstre. Ce qui s'est produit est exactement le contraire. Les plus impérialistes des nations ont successivement accouru à la rescousse de la Russie, tandis que celle-ci installait tout naturellement ses quartiers comme seconde puissance mondiale. Pas plus de contradiction de systèmes que s'il s'agissait de la sainte Russie tsariste.

Troisièmement, après avoir revigoré le patriotisme dans toute l'Europe occupée par l'Allemagne, Moscou et ses suiveurs entreprennent, en étroite collaboration avec les États-Majors, la démobilisation, opération dangereuse, beaucoup de forces armées étant irrégulières, c'est-à-dire non encadrées par les vieilles forces armées nationales, mal reconstruites à « la libération ». Il fallait les désarmer, les faire rentrer dans l'ordre et les enchaîner au travail de reconstruction du capitalisme. Les nouveaux gouvernements se seraient difficilement acquittés de cette besogne sans le concours décidé des organisations d'obéissance russe, politiques et syndicales. Thorez, Togliatti et maints autres faux communistes, fraîchement arrivés de Moscou, transmièrent à leurs partis des ordres dans le sens voulu, fixés dans des résolutions des Comités Centraux que tout le monde peut consulter. Pour faire respecter ces ordres, les troupes anglo-américaines prêteraient au besoin main forte. Les signataires de l'accord de Potsdam, ne se déclaraient-ils pas responsables du maintien de l'ordre ? L'organe de presse du haut commandement russe, n'avait-il pas averti qu'il ne tolérerait pas d'être accueilli en Europe de l'est par les masses en insurrection ? En fait, il n'a pas fallu attendre 1953, ni 1956 pour voir les troupes du Kremlin ouvrir le feu sur des multitudes qui, en cette fin de guerre, s'attendaient encore à des actes révolutionnaires de la part du Kremlin. Un rapport anglais de la même époque, publié dans « The Economist », reconnaissait que partout les Occidentaux comme les Russes trouvaient les gens en état de révolte, s'emparant des armes des nazis et leur réglant leur compte. Les deux armées victorieuses, chacune dans sa zone - indiquait le rapport - rétablirent « l'ordre ». Il y eut aussi des cas de collusion entre elles et entre chaque armée et les militaires hitlériens, qui leur transmettaient directement les commandes.

Un cas extrême de collusion réactionnaire contre le prolétariat s'est présenté en Grèce. La passation des pouvoirs des troupes allemandes aux troupes occidentales eut lieu à travers l'archevêque Damaskinos, collaborateur de l'occupant. Les travailleurs se révoltaient en masse contre le rétablissement de l'ancien régime. Plus ou moins armés, ils dominaient la rue. A Salonique, puis à Athènes des cris retentissaient : « Tout le pouvoir aux soviets ». Ils étaient si près de devenir réalité, que Churchill accourut à Athènes, y conféra avec les leaders staliniens qui avaient leurs troupes à eux, avec Damaskinos qui exerçait le pouvoir appuyé par les premiers et les forces anglaises, et tous décidèrent de noyer l'insurrection dans le sang. Des centaines de morts dans les rues et des assassinats sélectifs des hommes de tendance anti-stalinienne : trotskistes, archéomarxistes, maximalistes. De retour à Londres, le soupir de soulagement de Churchill devant les Communes résume à la perfection une connivence contre-révolutionnaire dont la validité sera constante jusqu'à ce que mort du capitalisme s'ensuive : « *Nous venons de détruire à l'aide du parti communiste - déclara-t-il - la véritable révolution communiste, celle qui est redoutée par Moscou aussi* ». Peu de temps après, les troupes staliniennes tachées du sang des ouvriers, commençaient dans le nord du pays, la guerre, dite guerrilla, dite libératrice, etc. Il ne s'agissait que de tenter de mettre la Grèce dans l'orbite russe. Ceci ne pouvait aller sans cela.

Je m'inscris en faux contre l'assertion que la fin de la dernière guerre n'offrait pas des possibilités

révolutionnaires. Il y en eut partout, plus ou moins accusées, y compris en Russie. Mais, pour que la possibilité devienne fait accompli, il faut que son objectivité matérielle rencontre son complément, c'est-à-dire une conception révolutionnaire assez influente pour que le combat s'engage et puisse atteindre ses buts. Or, ce second facteur n'existait pas. Il avait été éliminé dans la période immédiatement antérieure, mais si c'est en Grèce qu'une lutte révolutionnaire ouverte a eu lieu, il ne fait pas de doute que la raison se trouve dans le fait que les travailleurs avaient des organisations anti-staliniennes qui touchaient largement toute la classe. Nulle part ailleurs ce n'était le cas.

Voilà un autre résultat, et non des moindres, de l'incidence de la contre-révolution russe dans la situation mondiale. Ses partis extérieurs, toujours commandés par elle, militaient contre la révolution, y compris par la force des armes là où les méthodes politiques échouaient. A partir de 1936, ce fait n'admet pas le moindre doute pour quiconque étudie les événements de la lutte des classes. Les obstacles sur le chemin du prolétariat étaient multipliés. Là où les pseudo-communistes disposaient d'une certaine force organique, la victoire de la révolution était - et restera - absolument impossible sans détruire cette force au même titre que celle de l'ancien capitalisme.

D'un autre côté, les tendances non staliniennes, enchaînées aux vieilles conceptions, en plus de celles, plus ou moins dégradées, qui défendent toujours la Russie, se rendaient incapables de devenir le pôle subjectif manquant. Pour des motifs divers, elles pencheraient du côté russe dans les querelles et guerres locales inter-impérialistes. Car, signaler comme capitaliste la Russie, la Chine, etc., est loin de suffire aux besoins d'une reprise de l'activité révolutionnaire. Il faut aussi une représentation critique de la révolution russe, et surtout, envoyer par-dessus bord tout ce qui, à l'expérience, s'est révélé faux, erroné ou dépassé par les conditions actuelles du système capitaliste. Quelques exemples : la révolution permanente telle qu'elle avait été conçue pour les pays arriérés, la nationalisation de l'économie, le contrôle ouvrier de la production, souvent confondu avec la gestion, la vision des partis staliniens ou sociaux-démocrates comme réformistes, la vision des syndicats comme organismes à améliorer ou à conquérir, et j'en passe. Les projets tactiques et stratégiques découlant de ces notions ne peuvent mener à la victoire des exploités, ni même leur rendre un service immédiat.

On ne peut pas affirmer péremptoirement que le capitalisme occidental à lui tout seul n'aurait pas réussi à dominer le prolétariat à la fin de la guerre. Mais rien ne sert de parler d'une situation qui ne s'est pas produite. Ce qui s'est passé au vu et au su de tout le monde, est que le capitalisme oriental - la Russie prétendue socialiste et ses partis prétendus communistes - a ramené le prolétariat du massacre capitaliste à l'usine capitaliste, de la guerre pour les exploités à la reconstruction du capital de ces mêmes exploités. Ils renforçaient ainsi l'empire du capital sur les salariés, mais aussi celui de ces partis sur les mêmes travailleurs, et de leur Russie sur une bonne partie de la Terre.

En faisant rentrer les masses ouvrières dans le vieil ordre vermoulu, le travail salarié, la productivité par heure-homme, la concorde par la négociation, etc., la condition la plus indispensable de la reprise et de la croissance capitaliste était donnée. Le Plan Marshall apportait des capitaux, certes, mais les hommes de Moscou emmenaient au chantier, la corde au cou, une main-d'œuvre indispensable à la productivité des capitaux. On a tant rabâché sur « la croissance sans précédent », la « nouvelle révolution technique », « l'intégration du prolétariat au capitalisme », « la société de consommation », les « miracles économiques » et autres bourdes, que presque tout le monde a perdu de vue la manière terre-à-terre, ignoble, par laquelle ces miracles se sont produits. Ce qui en vérité ne connaît pas de précédent, ni rien d'approchant, c'est que le capitalisme ait pu disposer à son gré, sans la moindre résistance, des présuppositions les plus indispensables à son fonctionnement, et cela dans une période où le faire culbuter dans la nuit des temps n'est plus qu'un problème d'organisation et de vouloir de ses salariés.

En effet, depuis le « produire, produire » stalinien de l'immédiat après-guerre, la classe ouvrière s'est vue contrainte d'accepter l'infâme salaire de base, le travail à la pièce, les chronométrages, les primes, bonifications et autres carottes, une différenciation très large des salaires, les heures supplémentaires, dont deux au tarif ordinaire dans certains pays, une discipline de caserne dans les usines. Le tout « garanti », c'est-à-dire imposé, par des contrats dits collectifs, en réalité souscrits entre le patronat-État et des syndicats courtiers en main-d'œuvre, que l'État soudoie tout en leur conférant une représentation exclusive du prolétariat qu'ils n'ont même pas formellement, par le nombre de leurs adhérents. Jugée par son contenu, cette représentation n'est que le *droit* des travailleurs et des fils de travailleurs de vendre toujours leurs capacités au capital.

On voit tout de suite, sans équivoque possible, que ce qui a été intégré au capitalisme n'est pas la classe ouvrière, mais les syndicats et les partis ou clans blottis derrière leur apolitisme statutaire. A cela, énorme en soi, il faut ajouter que depuis lors la perspective de liquidation du système semble disparue, excepté pour quelques rares groupes, petits et isolés. Celui-là est le facteur le plus important de résignation des ouvriers ; il dilue la classe dans ses composantes individuelles, chacun luttant pour soi et contre tous les autres. Par-dessus le marché, ce qu'on présente comme « nouvelle voie vers le socialisme » n'est que le prolongement indéfini des méthodes d'exploitation, de centralisation et de dirigisme du capital, jusqu'au monopole unique.

Sur tout ça est bâtie la croissance industrielle qui a suivi la reconstruction proprement dite de l'après-guerre. Ce sont là les ingrédients des « miracles ». Développement d'un système pas encore épuisé en tant que structure d'une civilisation ? Nullement ; il s'agit de la répercussion la plus profonde et la plus vaste de l'incidence de la contre-révolution russe sur la situation mondiale. Il a fallu tout le processus rétrograde à l'intérieur de la Russie, tout le déploiement de la politique extérieure (exposée dans les chapitres III et IV) jusqu'à sa participation à la guerre impérialiste et au butin des vainqueurs - toujours au nom du socialisme - pour que le prolétariat soit désorienté, le cerveau vidé d'idées révolutionnaires, essoufflé et inerte devant l'appareil de l'État comme devant les appareils complémentaires des partis et des syndicats. C'est ainsi qu'il a été poussé sous les fourches caudines de la productivité redoublée et d'une croissance capitaliste entièrement tératologique, car elle n'était pas nécessaire pour assurer le passage au communisme. Et les méthodes utilisées par le capitalisme occidental et japonais - soit dit pour l'information - étaient d'usage universel en Russie depuis les premiers Plans quinquennaux.

La croissance ainsi obtenue est monstrueuse parce qu'elle s'oppose au développement social. Non pas par son volume, mais par la forme capitaliste superfétatoire, nuisible à tous points de vue et même directement attentatoire à la santé et à la survie de l'humanité. Les deux derniers points n'ont pas besoin d'être démontrés. Les responsables du crime se voient forcés de le reconnaître. Il faut cependant préciser que si la production d'instruments de mort a atteint en quantité et puissance la grandeur d'anéantissement total qu'on sait, c'est parce qu'à la base de l'organisation sociale se trouve l'exploitation matérielle et spirituelle de l'homme. La capacité meurtrière de la production de guerre ne fait qu'extrapoler au niveau de la Planète la nature intrinsèque, moléculaire du système, qui tue à chaque instant quelque chose dans chaque personne, en plus de celles qu'il tue par la faim. Le capitalisme « s'hypostasie » en mégatonnes. Rien ne prouve de manière aussi indéniable le pourrissement d'un système qui a épuisé depuis longtemps ce qui avait fait son droit à l'existence.

En dehors de « l'humicide » toujours suspendu sur nos têtes, la nocivité de la croissance industrielle sous sa forme capitaliste, a de nombreuses manifestations, non seulement dans les domaines social, culturel, psychique (individuel et collectif), mais aussi dans le domaine économique, le dernier atteint lorsque une civilisation particulière devient rétrograde. La corruption de toutes les valeurs de la morale bourgeoise, dont certaines de ses manifestations les plus criantes passent à tort, et non sans ridicule, pour anti-bourgeoises, n'exclut à l'heure actuelle aucun aspect. Qu'il s'agisse des affaires, de la politique, de l'information, des spectacles, de la littérature, de l'art, de l'enseignement, de la science, l'escroquerie et l'imposture sont toujours là, plus ou moins flagrantes, plus ou moins poussées ; et il s'agit d'escroquerie d'après les propres notions capitalistes. Je ne peux que le signaler dans le contexte de ce travail, mais cet aspect de la décadence de la civilisation capitaliste exigerait à lui tout seul une étude circonstanciée. Quant au domaine industriel, il ne fait pas de doute que la croissance dernière a mis en danger l'équilibre écologique de la Terre, cette grandiose et merveilleuse symbiose d'où jaillit perpétuellement la vie, du micro-organisme à l'homme. Non point qu'il faille arrêter l'industrialisation, comme le veulent entre autres, les auteurs du rapport du Massachusetts Institute of Technology, mais certainement, de façon urgente, en finir avec les intérêts qui l'impulsent aujourd'hui. Après avoir enfanté la science, le capitalisme l'utilise au détriment de la vie. Par contre, une organisation communiste de toutes les ressources, de l'industrialisation, et, il va de soi, de la consommation des produits, ne pourrait être mise sur pied qu'en stimulant, au maximum des connaissances, la symbiose du règne organique et son équilibre avec le règne inorganique.

Si l'on considère enfin les marchandises déversées à la consommation des masses, ce que tout le monde constate à chaque achat n'est pas moins révoltant. La règle est l'adultération des produits alimentaires à partir du pain, de l'eau, du lait, du vin et des viandes, souvent jusqu'à la toxicité. Insecticides, engrais et produits de conservation, dont le bénéfice est le principal critère d'utilisation, dénaturent tous les produits de la terre. Pour les produits industriels, c'est une dégradation étudiée de la qualité, afin de forcer l'achat du même produit dans le laps de temps le plus court. La circulation du capital ainsi accélérée multiplie la plus-value. Dans tous les domaines

donc, depuis la production de pommes de terre jusqu'à celle des fusées intercontinentales, la science est mise à contribution au détriment de la société toute entière, et très particulièrement de la masse de travailleurs qui est à la base de l'édifice international du capitalisme. Bref, sous le capitalisme la science nie la science comme l'homme nie et renie l'homme.

Cinquante-six ans après la première guerre mondiale, trente-huit ans après les derniers combats de la vague révolutionnaire suscitée en 1917, une richesse colossale, jamais imaginée par personne, se trouve concentrée comme propriété des États ou des grandes compagnies faisant corps avec les États. Parallèlement, la part de son propre labeur qui revient à chaque travailleur sous forme de salaire, s'est amenuisée relativement à son seul point de repère possible : la productivité, tandis que le détournement du travail général vers des buts somptuaires ou assassins augmente sans cesse à grands bonds. Et si la part de chaque ouvrier et de la classe nationale et mondialement considérée a diminué en très forte proportion, à la même allure a grandi, l'emprise du capital sur la société en général. Les deux grandeurs se sont éloignées dans des directions opposées, d'où découlent nécessairement un despotisme économique, politique, culturel et policier dont l'envahissement, indéniable jusque dans les démocraties bourgeoises les mieux institutionnalisées, rend oiseux toute autre argumentation.

Dans ce monde capitaliste dont elle a contribué si activement à la survie, s'est inscrite la Russie de la contre-révolution stalinienne. Ce qui est dit dans ce chapitre sur la décadence du système, la concerne aussi, il va de soi, ainsi que ses décalques sociaux, Chine comprise. Elle n'est qu'une partie du capitalisme international, ce que certifie sa qualité de chef de Bloc économique-militaire. Des pays vraiment socialistes, surtout établis d'aussi longue date, disposeraient face au capitalisme extérieur de rapports sociaux entre les produits du travail et les hommes, entre les hommes eux-mêmes, autrement efficaces comme défense que les armes modernes actuelles ou à venir. Ils embraseraient tous les travailleurs du monde. Il ne s'agirait pas alors de remporter une victoire militaire, ni même de dissuader un ennemi quelconque, mais d'insurger les hommes contre le capitalisme. Or, le capitalisme d'État stalinien est un des aspects le plus avancé de la décadence du système international. Comme partout ailleurs, la force de travail y est une marchandise, mais encore plus maltraitée ; sa part dans le produit total est moindre, même proportionnellement, en tenant compte de sa productivité inférieure. La croissance d'une telle économie, il va de soi, ne peut se faire qu'au détriment de la société en général, des travailleurs en particulier. Par la révolution communiste elle périra, ou elle prolongera son existence avec l'ensemble du système dans la sinistre, policière, avilissante dégradation.

La Russie est donc parvenue au rang qu'elle occupe lorsque le capitalisme ne contient plus rien de progressif et n'a plus d'autre alternative que d'étouffer la société par un long déclin, ou la décimer par la guerre. Plus elle utilise de hautes techniques, et plus celles-ci se révèlent oppressives, insupportables, destructrices : en un mot, ayant des effets réactionnaires, comme dans le monde occidental. A la révolution communiste, ces techniques auraient permis et lui permettraient dans l'avenir, d'ouvrir des grandioses perspectives ; à la contre-révolution, elles ne sauraient permettre que de rouler dans la barbarie décadente. Du moment que la prise du pouvoir par le prolétariat n'aboutissait pas à la phase socialiste, la contre-révolution devait se trouver tôt ou tard dans une impasse, car aucune nouvelle croissance du capital, d'État pas plus que privé, ne cadrerait avec les données historiques existantes. Les facteurs de décadence du système sont multiples, mais tous prennent racine dans le fait que les instruments de travail ont dépassé le seuil de productivité au-delà duquel l'organisation communiste des hommes devient une question de vie ou de mort. L'opulence tant vantée ces derniers temps, à la supposer vraie, n'y changerait rien. Il faut que les techniques modernes servent à supprimer le salariat et la vénalité générale. Il n'y a donc pas une crise différente pour chaque secteur, mais une et même crise avec des manifestations diverses selon les régimes politiques, leur histoire immédiate antérieure, les atavismes, le degré d'aisance ou de dénuement économique. Dans cet échiquier, la crise intérieure de la Russie ne peut être considérée, et même comprise, que comme un cas sectoriel, à peine une variante du croupissement généralisé.

Adoptant un camouflage identique à celui de la Russie, la Chine, aujourd'hui son ennemie, mais non moins imitatrice, tombe dans le même cas sectoriel. En Russie, la tentative ratée de révolution communiste produit le type de contre-révolution capitaliste défini dans les chapitres antérieurs. Rien de semblable en Chine. Ce que Mao Tse-toung et son parti plagient depuis toujours, c'est la contre-révolution stalinienne en plein essor. Ainsi, tandis que la première accéda au capitalisme décadent à tâtons, quoique sous l'impulsion d'un état de faits mondiale, la seconde s'y introduit sciemment, en copiant le modèle établi. C'est pourquoi le gouvernement stalinien chinois a été partie prenante dans les démêlés inter-impérialistes depuis son installation. Entre le Mao

Tse-toung fier-à-bras (« l'impérialisme américain tigre de papier ») et celui de la mansuétude envers Kissinger-Nixon, il n'y a pas la plus petite différence du point de vue révolutionnaire, mais une très importante du point de vue des puissances se disputant l'hégémonie mondiale. La rivalité entre les deux plus gros représentants du Parti-État capitaliste est une des conséquences terrifiantes de la survie du capitalisme. Elle aide à comprendre l'importance du capitalisme d'État pour cette survie, et sa foncière identité sociale avec l'ancien capitalisme. La Russie et la Chine en sont à se disputer les faveurs de Washington, qui a le beau rôle pour le moment. La contradiction entre ces deux capitalismes, l'un et l'autre des prétendus socialismes, est plus menaçante dans l'immédiat que la contradiction impérialiste principale entre Bloc américain et Bloc russe ; elle n'est pas indépendante, mais subordonnée à celle-ci. C'est-à-dire, à l'ensemble des problèmes créés par le capitalisme décadent.

Sur cet arrière-fond donné par un demi-siècle d'histoire se déroulent deux sortes de contradictions, si incompatibles réciproquement, que l'affirmation de l'une d'entre elles exclut celle de l'autre. Je parle de la contradiction entre impérialismes, centrée sur la rivalité-collaboration des États-Unis et de la Russie, et, d'autre part de la contradiction opposant irréconciliablement l'humanité au système d'exploitation et s'exprimant jusqu'à son dénouement explosif, dans l'affrontement salariat-capital. La troisième guerre mondiale et la révolution communiste s'y trouvent respectivement profilées.

Il est impossible d'affirmer que la guerre ne sera pas déclenchée prochainement. Plus d'une fois depuis l'épisode des fusées à Cuba, nous avons été à un petit mouvement de doigt de la désintégration nucléaire. Tout de même, l'incalculable énormité des armements atomiques, chimiques, électroniques, dont les États-Unis n'ont pas le monopole, encore qu'ils aient la supériorité, continuera à lui imposer la plus grande retenue. De son côté, la Russie recule au lieu d'avancer dans les travaux d'approche qui lui permettraient d'envisager une victoire même à la Pyrrhus. Au cas où la guerre surviendrait, des surprises politiques très importantes, sont à prévoir, surtout du côté de la Russie et de son Bloc, mais aussi en Europe occidentale. Cependant, l'analyse projective ne doit pas compter sur des surprises, et par ailleurs, le plus probable est que nous disposerons d'un temps assez long pour que la contradiction salariat-capital prenne de l'ampleur, de la virulence et que la lucidité révolutionnaire indispensable la porte jusqu'à l'éclatement.

Maints symptômes permettent de croire que des luttes acharnées sont en gestation. L'accalmie subséquente à la défaite de la vague révolutionnaire antérieure, que les résultats de la guerre avaient consolidée, cède la place partout à la protestation. Sous le charlatanisme publicitaire des « sociétés d'abondance » percent tous les problèmes que pose la croissance superfétatoire du système, depuis les heures de travail jusqu'à l'utilisation des ressources de la Planète et, des connaissances scientifiques et culturelles en général ; depuis le genre de vie quotidienne jusqu'à la menace de mort incessante ; en un mot, tous les problèmes que pose une société d'esclavage et de guerre, qui n'a plus de raison d'être. Par-ci par-là, la protestation monte au niveau de la rébellion contre le patronat - État, trust ou bourgeois - non moins que contre ce second patronat que sont les syndicats. Et quel que soit l'aspect des conflits, grève sauvage ou lutte semi-insurrectionnelle, ils recèlent invariablement le conflit irréductible entre le capitalisme et le communisme de plus en plus nécessaire. Ainsi, les solutions qu'ils peuvent trouver dans le cadre de la société existante ne sont que des attermolements préparant des conflits bien plus vastes où percera leur contenu latent. En somme, la crise déjà très aiguë de la civilisation capitaliste ne manquera pas de provoquer des révoltes auprès desquelles celle de 1968 en France et ailleurs, celle de la Pologne en 1970-71 paraîtront de timides contestations.

Toutefois, des révoltes, si importantes et courageuses soient-elles, ne suffiront pas à déclencher une nouvelle houle révolutionnaire internationale. Rejetées par la terreur, par la négociation avec les pouvoirs existants ou par une combinaison des deux, l'ordre du système actuel sera reconstitué sans que le prolétariat s'éveille à la lutte. L'héritage de la période antérieure, qui s'imbrique aux rivalités inter-impérialistes, dont il faudra parler tantôt, exige, pour que se déclenche une offensive persistante par-dessus les frontières, la présence d'une ou plusieurs organisations ayant mis au clair les riches leçons du passé et assez connues pour attirer l'attention des exploités en lutte. Les conditions objectives de la révolution communiste ne suffisent pas à assurer la victoire, et les conditions subjectives ne sauraient être nécessairement enfantées par les premières. Les conditions subjectives ne sont pas autre chose que la conscience théorique, et de l'expérience antérieure et des possibilités maximales offertes au prolétariat, elle est la connaissance prête à devenir pratique, à changer son existence subjective en existence objective. Or, jamais le travail d'élaboration théorique (encore une conséquence directe et indirecte de la contre-révolution stalinienne) n'avait été aussi décalé, aussi en retard par rapport à l'expérience et aux possibilités.

C'est ce qui explique que la pratique soit tellement éloignée des possibilités immédiates. Alors que la révolution est dans la rue, les révolutionnaires sont dans les nuages d'un passé mal ou pas du tout assimilé, lorsqu'ils ne sont pas dans les vapeurs de leur outrecuidance personnelle.

Pour la même raison, ceux qui tablent sur une crise de surproduction avec son cortège de dizaines de millions de chômeurs dans chaque pays, pour que se produise ce qu'ils appellent « la prise de conscience du prolétariat », se trompent très dangereusement. Ils font plutôt figure de sinistres augures. Outre qu'ils se font une piètre idée du fonctionnement du cerveau humain, ils considèrent en fait la classe ouvrière incapable de donner l'assaut au capitalisme autrement qu'aiguillonnée par la faim. Mais la faim stimule surtout les sécrétions gastriques, qui peuvent, au moindre appât, obnubiler les consciences. Les masses de chômeurs chercheront du travail et rien que du travail, ce qu'il faut pour rétablir le circuit venimeux de la marchandise. Dans des circonstances identiques, les pseudo-matérialistes de la crise de surproduction en feraient autant. Appareils dirigistes et syndicats sont là pour réorganiser le salariat, au besoin en s'imposant aux intérêts des capitaux privés. Certes, Lénine, Trotski et même Marx, ont cru parfois déceler des possibilités révolutionnaires dans les coutumières crises cycliques, sans jamais les considérer indispensables. La réalité a été à l'encontre de l'espoir, très nettement pendant la dernière vraie crise (1929-33). Par ailleurs, la menace du capitalisme d'État, pas précisément bourgeoise, n'était pas encore très discernable, et les problèmes concrets de la révolution communiste ne se dessinaient pas comme aujourd'hui, nettement, à travers tous les rapports du capitalisme, éprouvés de plus en plus comme autant de contraintes insupportables et inutiles. C'est à partir de là, et non pas de la panne des fonctions économiques, que le prolétariat doit s'organiser contre le système.

Par dessus le marché le capitalisme d'État, inscrit aussi bien dans le prolongement automatique que convulsif de la décadence, est encore largement crédité comme socialisme, et ne manquerait pas d'être présenté sous cette désignation aux centaines de millions d'hommes pressés de travailler de quelque manière que ce soit. Par vertu de quelle inspiration miraculeuse ces travailleurs y découvriraient-ils soudain, une tromperie ? Miser sur la crise de surproduction est refuser de se battre sur un autre terrain que le plus avantageux à l'ennemi. Ceux qui le font ne seraient même pas en mesure de se faire entendre, ni des chômeurs ni des ouvriers restés au travail. Alors ils prendraient peut-être conscience de leur inconscience.

Les actions de classe qui réveilleront la conscience révolutionnaire chez des dizaines de milliers de travailleurs, puis chez des centaines de millions, devront être entreprises à partir des conditions de travail, non de chômage, à partir des conditions politiques et des conditions de vie sous leurs multiples aspects, de tout ce que le système fait subir aux ouvriers et à la société en général. Il ne s'agit pas de donner du travail à ceux qui en manquent, mais de réduire au minimum le travail de tous ; pas de donner du pain à ceux qui ont faim, mais de combler tous les besoins bien au-delà des subsistances ; pas davantage d'assurer la rentrée d'un salaire, ni gros ni maigre, mais d'en finir avec le salariat. La pratique révolutionnaire à l'heure actuelle prend son point de départ dans la négation de tous les aspects fonctionnels du capitalisme, et doit opposer à chacun de ses problèmes les solutions de la révolution communiste. Aussi longtemps qu'une fraction au moins de la classe ouvrière n'entreprendra pas ce type de luttes, quelle que soit la conjoncture capitaliste il pourrait y avoir une crise dix fois plus forte que la dernière, que la conscience révolutionnaire reculerait encore. Car, en dehors de la lutte pour changer les structures et superstructures devenues réactionnaires, étouffantes même lorsqu'elles fonctionnent dans les meilleures conditions, il ne peut y avoir conscience, ni parmi le prolétariat ni chez les révolutionnaires.

Ce qui doit donc servir de réactif à la classe ouvrière, n'est pas l'accident d'une grande crise de surproduction qui ferait regretter les 10 ou 12 heures de corvées à l'usine ou au bureau, mais la crise du système de travail et d'association capitaliste, qui, elle, est permanente, ne connaît pas de frontière, *et s'aggrave même avec une croissance optimale du système*. Ses funestes effets n'épargnent ni les zones industrialisées ni les arrières, la Russie et ses satellites pas plus que les États-Unis. C'est là le plus important atout du prolétariat mondial. Il s'en rendra mieux compte dans des conditions « normales », où la réalité n'apparaît pas masquée par une situation de famine.

Que la crise de décadence n'épargne pas le Bloc russe, où elle se conjugue avec une crise politique particulière, n'a rien d'une simple coïncidence. Il fallait que la croissance consentie au capitalisme par la mise hors-combat du prolétariat atteigne une certaine hauteur, pour qu'elle révèle sa nocivité et sa ladrerie constitutives. Il fallait aussi du temps pour reprendre du souffle et pour réagir contre les falsifications stalinienne. C'est ainsi qu'aujourd'hui le

leur « URSS pays du socialisme » attire de moins en moins, tandis que le nombre de ceux qui comprennent son odieux mensonge ne cesse pas de grandir. Les faits, gestes et accointances des dictateurs du Kremlin ne peuvent pas ne pas enfoncer la vérité dans les têtes. Il apparaît même en fin de compte, non seulement que la croissance industrielle de leur fief est inférieure à celle des pays occidentaux et du Japon, mais encore qu'ils éprouvent les plus grandes difficultés à sortir leur économie d'une moyenne arriérée, sans un apport substantiel de ses concurrents impérialistes. Cependant l'idiosyncrasie de ce cas dans l'ensemble mondial est l'aspect politique direct que la crise du système mondial y adopte. Si le capitalisme russe est aussi nuisible au prolétariat et à la société que tout autre, la crise politique intérieure, celle de la contre-révolution stalinienne, apparaît pour le moment comme son expression directe. Mais elle pourrait aussi escamoter la crise du système si le prolétariat russe s'attaque seulement au régime politique et préserve le système économique, son fondement. La crise politique n'est en vérité que la manifestation la plus immédiate, la plus criante, de l'œuvre capitaliste de la contre-révolution.

La révolution russe fait époque et plante un jalon très important dans la lutte pour le communisme dans le monde. A l'inverse, la contre-révolution stalinienne est la plus ténébreuse affaire de l'histoire contemporaine, et, de par la falsification de sa propre nature elle est l'escroquerie la plus immonde de tous les temps. Il faudra toujours compter de façon critique sur l'expérience de la première, mais à moins de se dresser contre la seconde sans la moindre tergiversation, toute rébellion du prolétariat sombrera dans l'impuissance. Quoi qu'il en soit, des soulèvements plus vastes que ceux de 1905 et 1917 couvent sous ce nouveau despotisme asiatique. La haine et le désespoir refoulés pendant d'interminables décennies acquerront la violence d'un cataclysme. La non-existence de patrons privés approfondit le gouffre entre exploiters et exploités, entre les patrons de l'État-patron et l'immense multitude de dépossédés et de tyrannisés. La lenteur que l'on observe dans le processus de rébellion n'a rien de surprenant. Il n'y a pas de pays où le stalinisme n'ait pas réussi - avec la complicité directe ou indirecte des gouvernements - à pervertir les notions révolutionnaires, jusqu'aux plus élémentaires. Mais en Russie même, cette perversion a été imposée, injectée dans tous les cerveaux, à l'aide d'une terreur sans pareille par sa persistance et par sa diversité. Elle va du bâton de flic et de la torture inquisitoriale, jusqu'aux procédés chimiques et psychologiques. Les despotes du Parti-État croyaient façonner ainsi une société et une culture faites à leur image et pour leurs sordides besoins. Ils ne parvenaient qu'à empoisonner toutes les relations sociales et à démolir les individus. Ce n'est pas sans des raisons évidentes, encore qu'obscurément comprises, que l'historien Amalrik (emprisonné) s'est demandé si le système russe vivrait jusqu'en 1980.

Une population soumise à une telle terreur, en plus de la famine ou de la pénurie presque chroniques, à laquelle on inculque depuis l'enfance que ça c'est le socialisme, ne peut reprendre haleine et faire face à ses sbires que petit à petit et par des voies détournées. Ce processus de récupération suit son train depuis des années. Les despotes du Kremlin peuvent encore faire acclamer par des dizaines de millions d'hommes telle ou telle décision, telle ou telle condamnation des opposants ; ils sont voués au mépris, exécrés par ces mêmes dizaines de millions d'hommes qu'ils manipulent et brutalisent sans répit. Des acclamations de ce genre - on le sait - tournent facilement au lynchage de leurs organisateurs dès que les vrais sentiments trouvent l'occasion de se manifester. Les dirigeants du Parti-État ont conscience de la véritable relation d'ennemis mortels entre eux et la masse de travailleurs industriels et agricoles. Ils ne dédaigneraient pas d'adoucir cette relation, afin de raffermir leur pouvoir. Ils ne le peuvent pas sans risquer le déclenchement d'une avalanche insurrectionnelle qui mettrait en pièce le régime et le système, c'est-à-dire, l'absolutisme du Parti-État et le capitalisme de l'État-Parti.

La supercherie toute stalinienne de la déstalinisation fit long feu aussitôt que des ouvriers et des intellectuels voulurent s'en servir comme gage de liberté. Elle visait d'un côté, à détourner sur Staline mort la culpabilité de la terreur, et d'un autre côté à cacher, qu'elle découlait comme une nécessité pour le régime tout entier, du plus monstrueux de ses crimes : la destruction de la révolution en Russie et partout. On sait comment les « déstalinisés » ordonnèrent à leurs tanks de mitrailler les ouvriers hongrois en 1956, comment ils ont occupé la Tchécoslovaquie, et comment ils continuent de manier la police, les procès falsifiés, les camps de travaux forcés.

Il n'en reste pas moins que, pour la haute bureaucratie, rejeter la responsabilité de ses crimes sur la seule personne de Staline, c'était une manière de reconnaître, outre les assassinats et la terreur, la haine qu'elle inspire, qu'elle essayait ainsi d'apaiser. C'est en définitive l'hostilité absolue du prolétariat qui força la dénonciation du vénéré criminel en chef. Depuis lors, les hautes instances du Parti-État sont divisées sur le degré de violence policière à utiliser. En même temps, parmi les intellectuels, le nombre d'opposants augmente d'une année à l'autre. Certains d'entre eux, aussi réactionnaires que la haute bureaucratie, tel Soljenitsyne, feront chorus avec elle contre

les ouvriers, le moment venu. Mais d'autres ne manqueront pas d'être attirés par les usines, où circulent souvent des textes appelant à la lutte contre le capitalisme d'État. Le tout ne peut être interprété que comme les signes avant-coureurs d'une grande commotion révolutionnaire, et l'un des aspects les plus avancés de la crise du système mondial.

La contre-révolution stalinienne se caractérise par trois traits principaux : terreur policière, falsification de sa nature comme de celle de ses ennemis, et exploitation des travailleurs par le capital d'État. Forcée par une future attaque du prolétariat, elle reculera certainement sur le premier, peut être jusqu'à consentir l'exercice des quelques libertés de type bourgeois, mais pour se cramponner à ses deux autres caractéristiques, surtout à la troisième, fondement des deux autres et de tout ce que la contre-révolution comporte, jusqu'à la psychologie de ses théoriciens, de ses délateurs et de ses bourreaux. Des « visages humains » sont certainement prêts, d'ores et déjà, pour une vaste manœuvre de diversion de ce genre, car la révolte pourrait éclater à tout instant. Comme tout autre pouvoir menacé, celui de la contre-révolution stalinienne fera des concessions dont l'ampleur sera proportionnelle à la gravité du danger, mais il se reconstituera aussi longtemps que la propriété du Parti-État n'aura pas été expropriée par l'ensemble des travailleurs et ses institutions dissoutes.

C'est dans de telles conditions que les hommes du Kremlin se voient contraints de mener le jeu de la collaboration-rivalité avec les États-Unis. Il doit être entendu que toute collaboration ou « coexistence pacifique », si large et durable soit-elle, représente un détour de la rivalité, manœuvre d'où chacun espère tirer un avantage sur l'autre, bref se mettre dans des positions lui permettant de réduire militairement l'adversaire.

En résumé, la crise de la civilisation capitaliste, non seulement n'exempte pas la Russie, mais s'y trouve alourdie et compliquée par ses tares particulières, et celles-ci, à leur tour se répercutent à l'extérieur par l'affaiblissement et la déconsidération, déjà bien entamés, des organisations et des personnes rattachées à elle dans tous les pays. Cela est un facteur positif des plus importants pour la future révolution communiste.

A l'encontre de la contradiction inter-impérialiste, comme de toute autre inhérente au système, celui-ci comme un tout mondial se heurte à une contradiction de nature foncièrement différente, qu'il faut mettre en relief. Il est caractéristique du fonctionnement capitaliste de se dérouler dans des contradictions qu'il résout ou qu'il abolit, mais pour les recréer de nouveau ou pour les poser sous une autre forme. A cette catégorie appartiennent aussi bien les contradictions inter-impérialistes, que celles qui engendrent une crise de surproduction et celles que celle-ci provoque à son tour. Mais la contradiction opposant les hommes au système d'association capitaliste, celui-ci ne peut que l'élargir et l'approfondir. Sur ce terrain, qui est celui de la production et de la reproduction de la société, elle s'exprime par la contradiction entre la capacité des instruments de travail et leurs limitations et adulation productives. C'est là un malthusianisme artificiellement imposé par le travail salarié, pierre de voûte du capitalisme. Cette contradiction ne sera abolie que par la révolution communiste, qui exprime dans tous les domaines et à l'échelle historique la nécessité d'abolir toute contrainte, à commencer par l'esclavage salarial.

Cette contradiction est apparue avec le siècle et son acuité n'a fait qu'augmenter avec l'accumulation et la centralisation de plus en plus tétalogiques du capital, dont la menace de meurtre universel est la preuve la plus irréfutable. Elle était à l'origine des luttes révolutionnaires de l'entre-deux guerres. Grâce à la défaite de ces dernières, elle semblait disparue, mais son aggravation sous-jacente était décelable et apparaît à l'heure actuelle au grand jour dans la nocivité évidente de la croissance industrielle, dans la plupart des grèves dites sauvages, avec de multiples signes de mécontentement relatifs aux conditions de travail et de vie, dans la désaffection à l'égard des vieux partis et des syndicats, très nette parmi les jeunes, dans l'apparition d'un grand nombre de groupes en dehors des filiations connues, mais cherchant à tâtons une voie révolutionnaire. Mais ce qui est latent a beaucoup plus d'importance encore que ce qui apparaît clair pour le moment. En effet, du fond de l'inconscient collectif le soupçon monte et tend à se préciser, que le système actuel doit être radicalement changé.

Si aveuglement qu'il soit commencé, le processus de récupération du prolétariat ne manquera pas de s'étendre et de se préciser politiquement et économiquement, quels que soient les zigzags. Tout ce que le capitalisme fait subir à la classe ouvrière et à la société deviendra motif de lutte, par simple réflexe de défense ou délibérément, par volonté révolutionnaire. Et, à l'inverse de ce qui s'est produit avant la guerre, le prolétariat russe, beaucoup plus fort numériquement, n'est pas hors combat, mais, au contraire, il s'ébranle en même temps que le prolétariat occidental.

De l'avenir de ce processus, sauf déclenchement de la guerre avant qu'il ait eu le temps de mûrir, dépendra l'ouverture à la révolution mondiale, ou la domination de toute l'Europe par la Russie. Moins que jamais, et en dépit de la complicité yankee, la Russie ne pourra retenir ses conquêtes sans assujettir les pays à l'ouest du continent. Sa force militaire est irrésistible pour ceux-ci, peut-être même assistés de l'armée classique américaine, mais avant que ses troupes atteignent les côtes atlantiques, le dispositif thermonucléaire commandé de Washington serait déclenché. Il est donc très improbable que la Russie se hasarde à une telle opération, quel que soit le motif qu'elle puisse inventer ou avoir effectivement.

Mais ce n'est pas pour autant que le but européen lui devient tout à fait inaccessible. Seulement, elle devra attendre que le moment opportun se présente et s'y prendre par d'autres moyens que la guerre. Il lui faut des situations où les États-Unis se verraient contraints d'accepter comme un moindre mal, l'occupation russe de l'Europe.

Une telle situation ne peut être qu'un grand mouvement révolutionnaire qu'il faudrait dévier de ses objectifs ou mater. Dès que le renouveau des luttes ouvrières prendra de l'envergure et un aspect communiste, les partis pseudo-communistes multiplieront leurs efforts pour les dénaturer. Ils n'y réussiront pas par les méthodes propagandistes ordinaires, malgré leurs milliards et leur appareil de fonctionnaires en quête d'État-Parti. Aussi, parce que depuis longtemps il n'y a plus de masses ouvrières chez qui ces partis staliniens éveillent quelque chose de vrai, de la passion, un espoir. Seul le gauchisme édulcoré d'aujourd'hui, qu'il se réclame de Trotski ou de Bakounine, est assez gauche pour ne pas le voir. Alors, les partis staliniens feront mine de se radicaliser, d'aller dans le sens des masses, tout en attaquant par la calomnie et physiquement les partisans de la révolution communiste, c'est une vieille habitude. Ils passeront même à l'offensive si la lutte approche de la révolution, ils réclameront le pouvoir au nom de la classe ouvrière, lanceront des mots d'ordre tels que contrôle ouvrier de la production, autogestion, nationalisation des propriétés bourgeoises et des trusts et autres du même acabit. Ils iront, s'il ne trouvent pas d'autres moyens de se hisser au pouvoir, jusqu'à accepter des conseils ouvriers (soviets) librement élus. L'expérience de la Russie et de maints autres pays, leur éducation stalinienne et leurs propres avidités sont là pour les persuader que la centralisation du capital confère au pouvoir une emprise économique et répressive sans limites. En un mot : instruments de travail et police en une seule main, voilà ce qui pourrait permettre d'enrayer une future révolution communiste, donner libre cours au capitalisme d'État... et déplacer les frontières de l'empire russe jusqu'à l'Atlantique. Les États-Unis souffriraient sans broncher cette amputation de leur empire à eux, car la solidarité du système face à la révolution prime sur les cupidités de chaque impérialisme, quitte à s'entre-tuer après. Quant aux bourgeois et réactionnaires locaux, ils auraient leur place, et des revenus, dans la politique stalinienne d'union nationale.

A plus forte raison les États-Unis se résigneraient à livrer toute l'Europe au rival, dans le cas où les partis staliniens succomberaient à l'assaut révolutionnaire du prolétariat, et que Moscou déciderait d'envoyer ses divisions de blindés à leur secours.

Le cas de l'initiative révolutionnaire venant de la Russie et ses domaines n'est pas à exclure, cela a été déjà dit, mais le prolétariat y est désavantagé par rapport à celui d'Occident. Le martèlement de la propagande officielle, unique et totalitairement planifié, ne laisse pas d'interstices, comme le fait la démocratie bourgeoise, permettant au moins à certaines couches ouvrières d'acquérir des idées révolutionnaires et de s'organiser. Mais ce désavantage a une compensation très importante. Les partis staliniens, maîtres de vies et de biens depuis très longtemps, sont vus à l'œuvre quotidiennement sous leur véritable jour. Ils ne trompent personne. A la moindre secousse, le prolétariat doit se heurter directement à eux, comme on vient de le voir il y a cinq ans en Pologne. Les probabilités de résister en Russie et dans sa zone à un soulèvement généralisé sont voisines de zéro. Seule une tuerie de dizaines, sinon de centaines de milliers d'hommes, pourrait en venir à bout. Mais dans des situations insurrectionnelles généralisées, la police est trop faible. La besogne doit être exécutée, par l'armée. Or, les soldats de cette armée éprouvent à l'égard du pouvoir et de leurs chefs les mêmes sentiments que la classe ouvrière, dont ils sont temporairement détachés. Ils saisiront le moment tant attendu de tourner leurs armes, comme cela s'est produit, dans des cas trop isolés malheureusement, à Budapest en 1956, en dépit du caractère confusément prolétarien de la révolte hongroise. Il n'y aurait alors que les tenants d'une « révolution politique » pour remettre les masses sous les verrous du capitalisme d'État.

La chute de la contre-révolution stalinienne ébranlerait le système capitaliste bien plus fortement que la chute du tsarisme en 1917 : La victoire de la révolution communiste en Europe ne rencontrerait que des obstacles mineurs. Cependant, à l'heure actuelle, c'est plutôt le prolétariat européen, américain, japonais qui a le plus de probabilités de susciter un mouvement révolutionnaire en Russie et dans ses dépendances. Il doit en vérité agir comme si cette tâche lui revenait, non seulement par solidarité de classe et parce qu'il dispose de conditions d'action immédiate dont le prolétariat russe est privé, mais aussi parce que, sans la destruction de la contre-révolution stalinienne, il n'y aura pas d'avenir communiste, même après la victoire dans plusieurs pays.

Dans ce but, le prolétariat doit d'abord faire face partout à son propre capitalisme par ses propres moyens et unifier son action internationalement. Des motifs de lutte directe contre l'essence même du système surabondent. On les voit pointer dans maintes grèves, toujours dénaturées, converties en marchandages stériles sur le prix de l'esclavage salarial. Alors que le prolétariat, et avec lui la société, ne peut plus faire un pas en avant sans s'attaquer à chacun des aspects fonctionnels du capitalisme, sans déclarer son système caduc et délétère, syndicats et partis l'appâtent par des revendications dites ouvrières, qui sont en réalité les chutes de la programmation capitaliste. Cette situation a été plusieurs fois au bord de l'éclatement et toujours rétablie, non pas par le patronat et son État, mais par les syndicats et les partis qui se sont fait un métier de « négociateur » avec eux. C'est qu'ils comptent troquer un jour leur rôle de courtier en force de travail des ouvriers, en celui d'acheteurs de cette même force. Assurément, les travailleurs ne se laisseront pas toujours confisquer leurs luttes à l'avantage du capitalisme. On ne peut pas prévoir où et quand une lutte révolutionnaire éclatera. Il est cependant certain qu'au point de vue de la forme elle prendra l'aspect d'une rupture délibérée avec les professionnels de la négociation ; au point de vue du contenu celui d'une attaque frontale des fondements économiques et politiques du capital, jusqu'à son rapport social essentiel. Il faut un succès d'importance dans cette direction pour créer à l'échelle internationale une nouvelle période de luttes pour la révolution communiste.

Il convient d'être plus précis. Ce succès, qui rallumera le flambeau de la subjectivité révolutionnaire, ne sera remporté en Europe qu'à l'encontre des partis staliniens. Le prolétariat n'approchera même pas le pouvoir s'il ne disloque pas leurs appareils. Tout l'avenir des exploités se jouera autour du dilemme : ou la révolution communiste qui s'attaquera immédiatement à la disparition du salariat, seule manière de supprimer le capitalisme, ou la suprême concentration de celui-ci en capitalisme d'État. Dilemme de vie ou de mort pour la révolution aussi bien que pour le système en général, et ce dans les quatre directions.

Une courte récapitulation : la contre-révolution stalinienne mata la révolution communiste entre les deux guerres. Elle contribua ainsi décisivement à la survie du système capitaliste, historiquement dépassé, c'est-à-dire, décadent. De ce fait, elle-même entra dans le système capitaliste et dans sa décadence. Mais la croissance industrielle qu'elle consentit au vieux capitalisme, comme la sienne propre, ont abouti à rendre beaucoup plus graves et évidents tous les effets de la corruption du système, y compris celui des meurtrières rapacités inter-impérialistes. Au bout de ce processus réactionnaire où le monde se trouve aujourd'hui, la révolution communiste réapparaît comme la seule, issue pour l'humanité, comme une nécessité inéluctable et urgente.

Les voix perfides des partisans du capitalisme russe me reprocheront certainement de négliger le capitalisme le plus fort, l'américain. Il faut leur dire tout de suite que depuis quarante ans il doit son souffle, *et la conformité de son prolétariat*, à l'existence de la contre-révolution stalinienne, dont il prend soin de présenter les crimes et la bestialité - à l'instar de ces mêmes voix perfides - comme inséparables du socialisme. Mais le prolétariat américain commence à se débarrasser des duperies, et pourrait aussi bien qu'un autre prendre le devant de la lutte révolutionnaire. Il devra commencer par faire craquer sous ses pas les Trade-Unions et se persuader que ce que son capitalisme et ses staliniens lui présentent comme du socialisme, vaut bien le « socialisme » qu'imposerait la C.I.A. Quoi qu'il en soit, il est certain que le jour où le prolétariat russe fera mordre la poussière non seulement au régime stalinien, mais aussi au système économique qui en est la base, le capitalisme américain ne mettra pas de longues années à s'effondrer. Et vice-versa.

NOTES

- (1) Pour ma part, je ne nomme depuis longtemps ce pays que Russie, le sigle URSS comportant un mensonge dans chaque initiale.
- (2) Karl Marx : « Fondements de la critique de l'économie politique » Ed. Anthropos, t. 2, p.34.
- (3) Marx et Engels : Programmes socialistes de Gotha et d'Erfurt (cahiers Spartacus, 102 p. 6 Frs).
- (4) Pierre Naville : Le nouveau Léviathan, t. 3, p.8.
- (5) « On se tirera très simplement d'affaire sans faire intervenir la fameuse *valeur* » écrit Engels dans *l'Anti-Dürhing* T.III p.97 Ed Costes 1955.
- (6) Dans « *La révolution inconnue* », Voline prônait encore cette mesure.
- (7) A ce propos, voir « *La maladie infantile du Communisme* » de Lénine, et « *Réponse à Lénine* » de Gorters (cahiers Spartacus). Sur le problème général voir Pannekoek : « *Lénine le philosophe* » (cahiers Spartacus) et « *Les conseils ouvriers* » (E.D.I.). Aussi les articles de Korsch, Ruhle, Wagner, Pannekoek, dans le volume : « *La contre-révolution bureaucratique* » (Paris 1973 coll. 10-18) ainsi que « *Grundprinzipien Kommunistischer Produktion und Verteilung* », travail collectif de la gauche hollandaise datant de 1930, dont la réédition, à Berlin, comporte une introduction de Mattick traduite en Français dans la revue « *Économie et sociétés* » n° 11, novembre 1970, Genève.
- (8) Tome III de son « Nouveau Léviathan » p.282.
- (9) « De l'aliénation à la jouissance », titre du premier volume de l'ouvrage de Naville.
- (10) Karl Marx, « Œuvres politiques », Tome III, pages 101-102, Editions Costes, Paris 1929. Karl Marx, « Œuvres politiques », Tome VI, p.196, Ed. Costes, Paris 1930.
- (11) Karl Marx, « Œuvres politiques », Tome III, pages 101-102, Editions Costes, Paris 1929. Karl Marx, « Œuvres politiques », Tome VI, p.196, Ed. Costes, Paris 1930.
- (12) Paroles de Mussolini à Hitler, qu'il voulait dissuader d'attaquer la Russie, rapportées par un des amiraux italiens assistant à leurs conversation.

ALARME
BP 329
75624 Paris Cedex 13 - France.

Mailto : for@alarme-for.org

Site : www.alarme-for.org